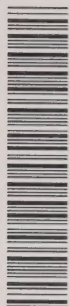



CA2 ON
FA
-A73
[1979-1982]



3 1761 11891711 1

COUP D'OEIL

BUREAU DU COORDONNATEUR PROVINCIAL
DES SERVICES EN LANGUE FRANCAISE



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118917111>

COUP D'OEIL

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

1979 Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...changement d'adresse

Le bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française déménage. Dorénavant, il faudra nous faire parvenir votre courrier à l'adresse suivante:

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française
Edifice Mowat
6^e étage, Queen's Park
Toronto, Ontario M7A 1B8
Téléphone: (416) 965-3865

+ de cours en français

Le ministère de l'Éducation publiait récemment sa brochure sur les cours par correspondance pour l'année 79-80. Cette année, le choix de cours offerts aux adultes et aux adolescents incapables de fréquenter une institution d'éducation publique au niveau secondaire est beaucoup plus intéressant. En effet, des cours de littérature française, anglaise, de linguistique, de mathématiques, de géographie, d'histoire, de sciences commerciales et d'économie sont offerts à la population franco-ontarienne désireuse de parfaire son éducation secondaire.

Coup d'œil publiait au mois de mars 1979, un article portant sur les cours par correspondance. Celui-ci annonçait que des cours au niveau de la 10^e et de la 12^e année s'adressant aux consommateurs étaient sur le point d'être complétés. Ces cours intitulés "Education du consommateur EC-20" et "Droit D-40" sont destinés aux étudiants du secondaire de la dixième et de la douzième année. Le cours portant sur "Education du consommateur" a pour but de faire comprendre aux étudiants les opérations du marché moderne, de les aider à devenir des consommateurs avertis et, bien sûr, de les préparer pour des cours plus avancés. À son tour, le cours de "Droit D-40" donne à l'élève des connaissances juridiques et pratiques sur le droit de la famille, le droit pénal, le droit des obligations, des valeurs négociables, de l'emploi, de l'achat et de la vente de biens.

D'autres cours ayant trait aux arts plastiques et visuels sont offerts aux étudiants voulant poursuivre une carrière en arts ou encore souhaitant développer certains talents artistiques. Des cours d'initiation à l'art, de composition et de photographie ont été créés pour des étudiants francophones de dixième, de douzième et de treizième année.

Il est à noter que l'étudiant peut commencer et terminer ses cours à son gré et ne doit pas nécessairement suivre le calendrier scolaire.

Pour de plus amples renseignements sur les cours par correspondance, on peut se procurer la brochure intitulée "Cours par correspondance 1979-80" en écrivant à la Librairie du gouvernement de l'Ontario.

*Voir liste des publications

...une bourse d'histoire

Le 11 janvier 1965, pour commémorer le 150^e anniversaire de la naissance de celui qui est devenu le Premier ministre du Canada, le gouvernement ontarien créait la bourse Sir John A. Macdonald.

Chaque année depuis quinze ans, le ministère des Collèges et des Universités accorde une bourse de \$6,500 à:

a) un étudiant en fonction des notes qu'il a obtenues au cours de ses études et de tout autre document pertinent dans son dossier. Toutefois, ce dernier doit être titulaire de son baccalauréat ès arts avec spécialisation obtenue dans une université ontarienne et

b) à un candidat se préparant à entreprendre des études au niveau du doctorat ou encore dans des cas exceptionnels au niveau de la maîtrise.

Tout citoyen canadien domicilié en Ontario et intéressé à faire une demande pour l'obtention d'une bourse Sir John A. Macdonald devra faire parvenir sa demande avant le 15 février 1980 au secrétaire du Comité de sélection, Bourse de perfectionnement John A. Macdonald en histoire du Canada, ministère des Collèges et Universités, Edifice Mowat, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 2B4.

Pour de plus amples informations sur les conditions d'obtention de la bourse ou encore sur les procédures à suivre afin de compléter sa demande de bourse, il suffit de consulter le dépliant intitulé "Bourse de perfectionnement Sir John A. Macdonald en histoire du Canada". Celui-ci peut être obtenu de l'université fréquentée ou de la librairie du gouvernement de l'Ontario.

*Voir liste des publications

...aider le ROM

Le musée royal de l'Ontario a lancé sa campagne de financement. Le ROM a besoin de rénovations et suite à l'abolition de Loto Canada, il doit faire appel au gouvernement provincial et à la population ontarienne pour recueillir les fonds nécessaires à l'expansion et à la rénovation du musée.

Pour sa campagne de financement, celui-ci a préparé des trousse d'information s'adressant aux étudiants de la province. Celles-ci sont en français et en anglais et portent sur la civilisation romaine. Les thèmes que l'on retrouve ont trait à l'alimentation, aux costumes, à l'éducation, aux loisirs, à l'armée, à la science et technologie ainsi qu'à l'architecture romaine.

romaine. À la fin de chaque thème, le musée suggère que l'enseignant stimule les discussions sur les sujets ci-haut mentionnés par des méthodes de comparaison avec la vie moderne.

C'est probablement la première fois que le musée royal de l'Ontario prépare ce genre de trousse en français et si nous voulons que l'événement se reproduise, il serait alors peut-être important de le leur indiquer en leur offrant un certain support financier. Pour chaque dollar accordé au musée, Wintario doublera cette contribution. Le gouvernement ontarien a demandé au musée royal de l'Ontario de recueillir le 1/3 du coût total pour la rénovation et l'expansion du musée soit \$10 millions sur 30 millions. À l'heure actuelle, les directeurs de la campagne de financement ont réussi à récolter \$7.1 millions.

On peut faire parvenir un don par chèque payé à l'ordre du musée royal de l'Ontario, fonds d'expansion et de rénovation du musée. L'adresse est la suivante: Musée royal de l'Ontario, fonds d'expansion et de rénovation du musée, 100, rue Queen's Park, Toronto, Ontario, M5S 2C6.

Il ne serait pas mauvais, à cette occasion, de passer ses commentaires au sujet de la trousse que vous pourrez obtenir pour la somme de \$10.00 en écrivant à la même adresse.

...pour Noël

D'ici quelques jours, les sapins de Noël referont leur entrée dans nos foyers ontariens.

Les étrennes du Jour de l'An orneront de nouveau l'arbre illuminé. Toutefois, pour plusieurs personnes, l'achat de cadeaux n'est que le début de maux de tête qui dureront jusqu'à la fermeture des magasins. Cette année, Coup d'œil a décidé d'offrir comme présent une suggestion qui est à la fois originale et artistique.

En effet, a-t-on déjà pensé à donner des fleurs séchées pour Noël? Le processus de fabrication est assez facile et pour le réussir, il suffit de suivre les instructions ci-mentionnées.

Il existe deux méthodes pour sécher les fleurs. La première est simple mais ne convient qu'à un type de fleurs, celles contenant de l'humidité telles que les immortelles ou encore les fleurs connues sous le nom de caille-lait (baby's breath).

Pour sécher les fleurs avec ce processus, il suffit de retirer le feuillage de la tige, de grouper les fleurs et de les suspendre par les branches sans dessus dessous sur une corde à linge ou encore une ficelle spécialement montée pour l'occasion, installée dans un endroit sec et où il y a un léger courant d'air. Le sous-sol ou le grenier s'ils ne sont pas humides pourront très bien servir.

La deuxième méthode est moins simple mais elle permettra de conserver une plus grande variété de fleurs. Le produit utilisé dans ce deuxième procédé est connu sous le nom de gel de silice. Il peut être obtenu d'un fleuriste ou encore d'un détaillant vendant des articles de jardin. L'équipement nécessaire pour réussir le séchage des fleurs avec le gel de silice comprend d'abord des moules à gâteau, un contenant de plastique avec un couvercle bien ajusté (des contenants de crème glacée par exemple), du fil métallique, du ruban adhésif pour fleurs que l'on peut se procurer chez le fleuriste, de la colle, une cuillère et une brosse à poils fins.

Avant de sécher les fleurs, il faudra s'assurer qu'elles sont en parfait état. Une fleur qui serait sur le point de faner ne donnerait pas d'aussi bons résultats. Les fleurs possédant une longue tige devraient être coupées jusqu'à ce qu'elles mesurent trois centimètres de long.

Le fil métallique permet aux fleurs de rester droites lors du séchage. On doit l'insérer par le bas de la tige jusqu'au début de la tête de la fleur. Cependant pour les marguerites et les pensées la tige métallique doit être insérée jusqu'au centre. Le contenant de plastique doit contenir entre 3 ou 5 centimètres de gel de silice. Les fleurs devront être déposées tige première et distancées les unes des autres. Du gel de silice doit couvrir les tiges et les pétales des fleurs. Le couvercle est placé sur le contenant et scellé avec un ruban adhésif. Les fleurs demeureront dans celui-ci jusqu'à ce qu'elles soient complètement séchées!

...serait-ce la fin?

L'Année internationale de l'enfant s'achève. Saurons-nous encore y penser ou sera-t-il doucement oublié?

De façon à rappeler aux citoyens ontariens les nombreuses activités qui se sont déroulées au cours de cette année et qui pourront se poursuivre au cours des ans à suivre, l'équipe du Secrétariat de la province aux Affaires sociales a consacré l'édition "Aujourd'hui prépare demain" du mois de novembre 1979 à l'Année internationale de l'enfant. Cette publication passe en revue les nombreux projets pour enfants mis sur pied par les ministères du gouvernement ontarien. En voici un bref aperçu.

Le ministère du Logement a publié différentes publications rappelant aux parents que très souvent les accidents surviennent à la maison. Aussi est-il important de se rappeler que certains appareils électriques ou encore certains produits devraient être placés dans des placards fermés à clé. À son tour, le ministère de la Santé lançait son opération sur l'immunisation des enfants. Il a déjà été mentionné que selon des statistiques récentes un enfant sur cinq avait été vacciné contre la rougeole, la rubéole et d'autres maladies infantiles avant de commencer l'école! Dans notre société moderne où les informations sont nombreuses, il est difficile de comprendre que certains parents ne songent même pas à protéger leurs enfants contre la possibilité d'être atteints de maladie mentale ou encore de poliomyélite!

Le choix d'une garderie et d'une gardienne d'enfant ont été les principaux sujets de dépliants publiés par le ministère des Services sociaux et communautaires. De plus, d'autres sujets tels que l'aide aux enfants dans leurs travaux scolaires, une description des principaux centres d'attraction pour enfants en Ontario, l'enfant en tant que consommateur et d'autres thèmes ayant trait aux handicapés sont contenus dans la publication "Aujourd'hui prépare demain".

L'édition de novembre d'Aujourd'hui prépare demain peut être obtenue en écrivant à Mlle Jane McKinnon, Coordonnatrice du projet international de l'enfant, Secrétariat de la province aux affaires sociales, Queen's Park, Toronto (Ontario), M7A 1A2; téléphone: (416) 965-2979.

...il faut s'assurer

Depuis le 1^{er} décembre 1979, les automobilistes habitant la province de l'Ontario sont obligés de se procurer une assurance automobile couvrant les personnes qu'ils pourraient blesser lors d'un accident. La protection minimale obligatoire est de \$100,000. La loi n'oblige pas l'automobiliste à se procurer une police d'assurance pour sa voiture ou pour lui-même.

Jusqu'à ce que cette loi soit passée par le gouvernement ontarien, l'automobiliste qui ne

pouvait ou ne voulait pas se procurer d'assurance devait déboursier la somme de \$150.00. Celle-ci était versée au Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, et en cas d'accident, l'automobiliste responsable pouvait demander à ce dernier d'indemniser ses victimes. Toutefois, il devait par des paiements proportionnels à ses revenus rembourser le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles.

Comme le mentionnait le ministre de la Consommation et du Commerce, M. Frank Drea, lors de la présentation de son projet de loi à la législature en novembre 1979: "Le paiement des réclamations est parfois un processus interminable et inadéquat. Trop souvent les victimes d'accidents et les personnes non assurées sont ruinées. De plus, le coût annuel pour la protection des victimes d'accidents est de \$20 millions et va en "s'accroissant". Le système actuel est un fardeau pour les contribuables ontariens, car souvent les réclamations dépassent les revenus du Fonds et ce sont les payeurs de taxes qui doivent en absorber la différence. Et pourquoi en serait-il ainsi? Si une personne peut s'offrir une automobile, elle devrait pouvoir s'offrir une protection adéquate!

La présente loi oblige donc les compagnies d'assurance à former une association qui sera connue sous le nom de "Facility Association". Celle-ci aura comme principale responsabilité de fixer des primes d'assurance pour les automobilistes qui sont considérés comme étant de gros risques pour les compagnies d'assurance.

Si les automobilistes ne se procurent pas d'assurance-automobile et ignorent le ou les avertissements, la loi prévoit la suspension de leur permis ou encore la confiscation de leur véhicule. De façon à faciliter le contrôle, les compagnies remettront à leurs clients une carte d'assurance qu'ils auront à présenter sur demande.

Les citoyens ontariens ayant contribué au Fonds d'indemnisation des victimes d'automobiles ne sont pas tenus de se procurer d'une police d'assurance avant le 1^{er} mars 1979. Toutefois, tous les nouveaux automobilistes devront, à compter du 1^{er} décembre 1979, se procurer une police d'assurance dont la protection minimale est de \$100,000.

Selon M. Frank Drea, le but de cette loi est d'identifier et de réduire le nombre de conducteurs qui sont financièrement irresponsables et qui se permettent de circuler sur nos routes ontariennes à nos risques et périls.

...des soins en français!

En septembre 1979, le ministre de la Santé, M. Dennis Timbrell, définissait la politique officielle du ministère de la Santé en ce qui a trait à la prestation des services en langue française. Cette politique comportait deux volets dont l'un concernait l'embauche de personnel bilingue aux postes exigeant un

grand nombre de communications avec le public et surtout dans les régions où il y a de fortes concentrations de francophones. De plus, le ministre mentionnait que cette politique ne s'appliquerait non seulement au ministère mais aux organismes d'hygiène et aux hôpitaux publics recevant des fonds d'exploitation de ce dernier.

Le 7 novembre 1979, on annonçait que la région du nord-est de l'Ontario possède dorénavant un centre pour enfants handicapés et que celui-ci entrera en opération dès 1980. Ses locaux seront situés dans l'une des ailes du Centre des ressources de Cochrane-Temiskaming. Grâce à une aide financière annuelle du ministère de la Santé s'élevant à environ \$187 000, une équipe multidisciplinaire composée de physiothérapeutes, d'une ergothérapeute, d'un orthophoniste et d'un travailleur social se déplacera à l'intérieur de la région du nord-est de l'Ontario pour fournir sur place des services en français et en anglais aux enfants handicapés.

Tous les parents francophones désireux d'obtenir de plus amples informations sur les services qu'offrira le nouveau centre pour handicapés pourront communiquer avec Mme Marie Veitch, Agent d'information, ministère de la Santé, Direction des communications, 9^e étage, Edifice Hepburn, Toronto, (Ontario), M7A 1R3, tél.: (416) 965-7897.

...jugé en français

En 1976, l'Ontario demandait au gouvernement fédéral d'amender le code criminel de façon à ce que tout citoyen ontarien puisse être jugé en français devant les tribunaux. Au mois de juin 1979, le gouvernement fédéral votait l'amendement et à compter du 31 décembre 1979, les citoyens ontariens pourront subir leur procès en français alors qu'un juge ainsi qu'un jury bilingue seront mis à leur disposition pour entendre leur cause.

Coup d'œil a rencontré le Coordonnateur des services en langue française du ministère du Procureur général pour lui demander de plus amples informations sur la loi C-42, loi permettant l'usage du français devant les tribunaux dans la province et sur le rôle que le coordonnateur aura à jouer avant l'entrée en vigueur de celle-ci.

Q. M. St-Aubin, vous êtes Coordonnateur des services en langue française au ministère du Procureur général depuis déjà quelques mois, comment concevez-vous votre rôle?

R. Je suis à l'emploi du ministère depuis le 7 août 1979 et mon rôle est de voir à ce que la politique du ministère et essentiellement celle du gouvernement, soit appliquée dans des circonstances locales, étant donné que c'est au niveau local que les services juridiques sont dispensés. De plus, d'ici l'entrée en vigueur de la loi C-42, je dois m'assurer que le système judiciaire ontarien possède le personnel essentiel ainsi que les instruments nécessaires pour permettre aux citoyens ontariens de

demander des services en français au niveau judiciaire.

Q. N'a-t-on pas déjà offert des services en français devant les tribunaux et si oui, à quelle division de la cour provinciale?

R. Oui, c'est à l'automne de 1975, que le ministère, enfin, le gouvernement ontarien s'engageait à fournir des services en français devant les tribunaux. Le programme a donc commencé à Sudbury à l'été de 1976 et la division criminelle a été choisie parce que c'est le niveau du tribunal où 98% des causes sont entendues.



Coordonnateur des services en langue française du ministère du Procureur général

Q. Mais alors, qu'est-ce que la loi C-42 ajoute de plus?

R. Elle ajoute l'universalité, la mobilité c'est-à-dire que partout, non pas seulement les secteurs désignés, on pourra tenir des procès en français soit dans la ville où le délit a été commis ou si nécessaire, ailleurs dans un endroit où les cours en français sont déjà établies.

Q. Tout à l'heure vous parliez de division au niveau du tribunal, quelle est la différence entre la division criminelle et la division civile?

R. La différence est la suivante. Lors d'un procès en cour criminelle, c'est l'État qui vous accuse d'un crime quelconque et celui-ci peut être un vol, une arrestation pour conduite en état d'ivresse ou encore un meurtre. Par contre, un procès en cour civile a lieu très souvent pour résoudre une dispute entre deux individus au sujet d'une question financière ou autre.

Q. Vous mentionniez qu'en 1976, le gouvernement commençait le programme des services en français devant les tribunaux à Sudbury, a-t-il limité ce programme à cette région?

R. Non, après une période d'essais à Sudbury, le gouvernement offrait des services en français devant les tribunaux, à Ottawa, et à l'Original et quelques mois plus tard, à cinq communautés du nord-est de l'Ontario, à savoir Cochrane, Hearst, Hornepayne, Kapuskasing et Smooth Rock Falls.

Q. D'ici le 31 décembre 1979, comptez-vous avoir le personnel bilingue compétent pour offrir les services en français devant les tribunaux?

R. À l'heure actuelle, 35 personnes œuvrant dans le domaine de la justice ont été sélectionnées pour suivre pendant une semaine à Montréal, des cours de terminologie judiciaire en français. Il serait dangereux que le public compare les services offerts en Ontario à ceux offerts par le système judiciaire québécois qui existe depuis déjà deux cents ans. Notre personnel devra faire preuve d'une grande flexibilité car il devra voyager à travers la province pour entendre le procès d'un ou de plusieurs citoyens ontariens.

Q. M. St-Aubin, d'après vos expériences comme Procureur adjoint à la couronne à Sudbury, pouvez-vous nous dire si les francophones utilisent les services en français devant les tribunaux?

R. Tout comme le ministère, je crois que la demande ne reflète pas les besoins. Par exemple, sur un total de 45 francophones se présentant devant les tribunaux, une personne demande d'être jugée en français.

Q. D'après vous, faudrait-il continuer les services offerts?

R. Oui, il faut les continuer. Le Franco-ontarien c'est une personne qui n'aime pas déranger l'ordre établi. L'administration de la justice en Ontario s'est toujours faite en anglais et je crois que le Franco-ontarien est même fier de pouvoir accomplir telle ou telle tâche en anglais. À mon avis, il y trouve un certain défi. Aussi, je crois que cela prendra encore quelque temps avant qu'il soit persuadé qu'il peut utiliser les services qui lui sont offerts sans déranger ou chambarder l'ordre établi!

...prévenir au lieu de guérir!

Voilà la nouvelle philosophie de la Division des services à l'enfance du ministère des Services sociaux et communautaires du gouvernement de l'Ontario.

En effet, comme le mentionnait le ministre des Services sociaux et communautaires, M. K. Norton, "de façon à prévenir certains problèmes sociaux qui touchent les enfants et les familles tels que les mauvais traitements des enfants, la criminalité juvénile, les maladies mentales, la déficience mentale et d'autres problèmes, il nous faudra changer d'attitude et consacrer davantage de ressources à des programmes plus particulièrement destinés à prévenir et à détecter les problèmes sociaux en puissance".

Aussi, la somme de \$1 million sera consacrée à la recherche de méthodes préventives afin d'éliminer ces problèmes. De cette somme, \$700,000 serviront à financer des groupes communautaires ou organisations locales qui présenteront des propositions pour l'élaboration et la mise en œuvre conjointes de projets de prévention. Parmi les projets de prévention pouvant faire l'objet d'une subvention, mentionnons: les réseaux d'appui des familles, les régimes de soins complémentaires, les services de secours à l'intention des enfants et les services destinés à renforcer les liens entre les parents et les nourrissons. Les organismes de services qui développeront des programmes dont les chances de succès sont particulièrement élevées, pourront se partager le reste de la somme soit \$300,000.

Tout en demandant à ces groupes ou ces organismes d'apporter et de développer des programmes de méthodes préventives, le ministère des Services sociaux et communautaires verra à aider ces derniers en les assistant au niveau de l'organisation, du financement et prodiguera son appui par l'étude et la modification des politiques, des règlements et des normes du ministère afin d'implanter cette nouvelle philosophie au sein des communautés concernées. De plus, comme le disait M. Norton, "si nous pouvons commencer à réduire l'incidence des maladies mentales, des mauvais traitements infligés aux enfants, et d'autres problèmes grâce à de bonnes mesures préventives, les fonds nécessaires pour couvrir le coût des services spécialisés de traitement seront moindres et nous pourrons affecter des sommes plus élevées à la prévention dans d'autres secteurs".

Pour de plus amples renseignements sur les conditions d'admission, ou encore sur les demandes de subventions, il suffit de communiquer avec les bureaux régionaux du ministère des Services sociaux et communautaires.

...que nous réservera-t-elle?

L'hiver, cette saison tant attendue des skieurs et des motoneigistes, sera bientôt là. À certains endroits de la province, elle recouvre déjà les routes de son manteau blanc et soyeux. Toutefois, dès son arrivée, les automobilistes craignent de nouveau les routes glacées et enneigées.

Depuis le 5 novembre 1979, le centre d'information de Toronto et les bureaux régionaux du ministère des Transports et des Communications informent la population ontarienne sur les conditions des routes de la province. On peut obtenir des informations de dernière heure et cela sept jours par semaine, vingt-quatre heures par jour en composant les numéros de téléphone des centres d'information ci-indiqués.

Toronto:	354-7504
Stratford:	271-8321
Owen Sound:	376-9683
Kingston:	544-2523
Bancroft:	332-3621
North Bay:	474-0044
Cochrane:	272-5775
Sault Ste-Marie:	256-2855
Kenora:	548-5910
London:	681-2047
Hamilton:	639-2427
Port Hope:	885-6353
Ottawa:	745-7049
Huntsville:	789-4483
New Liskeard:	647-8104
Sudbury:	522-0388
Thunder Bay:	475-4251

Ministère de l'Éducation

**Cours par correspondance 1979-80*

Ministère des Collèges et Universités

**Bourse de perfectionnement Sir John A. Macdonald en histoire du Canada*

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs

Faire carrière dans les loisirs

On peut obtenir les brochures ci-haut mentionnées à l'adresse suivante:

Centre des publications
880, rue Bay, 5^e étage
TORONTO, Ontario
M7A 1N8

Secrétariat de la province aux Affaires sociales

**Aujourd'hui prépare demain*

Musée royal de l'Ontario

**Voilà les romains* (trousse) \$10.00

On peut se procurer ces publications en s'adressant directement à l'organisme concerné. Voir texte pour de plus amples détails.

**Sujets traités dans Coup d'œil*

Publié et distribué par les Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Édifice Mowat
6^e étage, Queen's Park
Toronto, Ontario
M7A 1B8

téléphone: (416) 965-3865

Conseillère en communications:
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704



Ontario

COUP D'ŒIL

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Janvier 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...déjà 1980!

C'est déjà le temps d'offrir nos vœux les plus sincères à tous nos lecteurs. 1980 nous réservera des surprises et peut-être des ennuis de toutes sortes. Toutefois, tout bon Ontarien ne devrait pas s'affoler puisque Coup d'œil sera là encore toute l'année pour vous donner des informations encore plus variées!

Cependant, il nous serait agréable de recevoir vos impressions et vos idées, en d'autres mots: de communiquer.

Notre objectif est de vous informer mais par ailleurs c'est à vous de nous dire ce que vous désirez.

Que se passera-t-il cette année au sein du gouvernement ontarien? La Santé s'est déjà impliquée dans de nombreux projets. Le Procureur général installera ses services en français devant les tribunaux. Les Affaires culturelles et loisirs annonceront une politique d'ensemble et les Services sociaux et communautaires amélioreront la qualité des services déjà offerts aux enfants, et aux personnes âgées.

Évidemment, il ne faudrait pas nous quitter sans mentionner que le ministère des Affaires intergouvernementales accordera encore cette année, des argents aux municipalités désireuses d'offrir des services en français au cours des prochaines années.

Pour de plus amples informations, vous n'avez qu'à nous écrire ou encore à nous appeler. Notre adresse est indiquée à l'endos de cette publication.

N'hésitez pas à communiquer avec nous, nous serons heureux de vous aider!

Le Bureau du coordonnateur des services en langue française.

...sur le Livre blanc

Le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Thomas Wells, faisait connaître à l'Assemblée législative de l'Ontario le 26 novembre 1979, les vues du gouvernement ontarien suite à la parution du Livre blanc publié par le parti québécois.

Le gouvernement ontarien s'oppose fortement au projet du parti québécois. Dans sa déclaration sur la Nouvelle Entente Québec-Canada, il fait connaître aux députés de la province ainsi qu'à la population les critiques

qu'il a formulées sur certaines des propositions contenues dans le Livre blanc.

Coup d'œil a résumé le contenu de cette déclaration. Les principales critiques ont trait au choix des québécois, à la formulation d'une politique économique et monétaire ainsi qu'à la signification réelle de la souveraineté-association.

Selon M. Wells, il est faux de croire, comme le stipule le Livre blanc, que celui-ci s'adresse uniquement aux Québécois. Les propositions formulées par le parti québécois concernent au contraire autant les citoyens ontariens que tous les autres citoyens du Canada. Aussi, il n'est pas certain que les Canadiens en dehors du Québec admettront sans broncher comme le dit le Livre blanc, le morcellement de leur pays et qu'ils négocieront de plein gré une entente économique avec le gouvernement du Québec. Contrairement à ce que semble croire le parti québécois, il n'est pas assuré que l'esprit de coopération existant entre les deux provinces à l'heure actuelle se maintienne une fois la souveraineté-association (sera) réalisée.

Le gouvernement ontarien trouve qu'il est inacceptable de soutenir que le seul choix qui s'offre aux Québécois en ce qui touche leurs relations avec le reste du Canada se limite à la souveraineté-association ou encore au statu quo. Ces dernières années, l'Ontario a fortement appuyé la recherche d'un changement constitutionnel et les gouvernements du Canada soient les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral sont sérieusement disposés à renouveler le fédéralisme et réellement prêts à concilier plusieurs des préoccupations actuelles, celles-ci étant de l'ordre régional, économique, social, linguistique et culturel. Ainsi ajoutait M. Wells: "nous croyons donc que les parties constituantes du Canada peuvent être renforcées, tout en conservant la cohésion d'ensemble du pays."

Comment peut-il exister une souveraineté-association si les gouvernements provinciaux et le fédéral s'y opposent? Voilà une question à laquelle le Livre blanc ne répond pas, déclare M. Wells. Le gouvernement considère donc que c'est la souveraineté elle-même, l'indépendance politique du Québec qui est l'objectif ultime poursuivi par le Livre blanc et non la souveraineté-association.

L'Ontario estime que le modèle d'association économique proposé par le Livre blanc n'est

pas viable. Les institutions conjointes suggérées tels le Conseil communautaire et la Commission des experts, sont des moyens d'aboutir à l'impasse, à l'indécision et à un retard désastreux. Les deux gouvernements ne pourraient élaborer des politiques s'ils n'arrivaient pas à s'entendre. Ils se trouveraient dans une impasse sans possibilité de recours auprès d'une institution mandatée pour résoudre les différends. Afin de répondre à une telle objection, le Livre blanc suggère que l'un des deux gouvernements de l'association économique ait une influence prédominante dans la solution de certaines questions.

Par exemple, la prédominance reviendrait au Québec dans le cas de l'amiante, et au Canada dans le cas du blé. "Mais voilà", souligne M. Wells, "dans une autre partie du Livre blanc, la politique du blé et des céréales est citée pour montrer que le système fédéral actuel aurait agi à l'encontre des intérêts québécois. Aussi, l'Ontario doute que le partenaire canadien puisse avoir le dernier mot dans le cas de la politique du blé. Et si le risque de conflit est si évident en ce qui concerne cet aspect, que se passera-t-il, se demande le gouvernement ontarien, lorsque les deux parties en cause essaieront de s'entendre sur les politiques tarifaires ou sur les priorités en matière de transports?"

En ce qui a trait à l'Autorité monétaire, le Livre blanc énonce que chaque partenaire devrait être représenté selon l'importance relative de son économie. "Alors", déclare M. Wells, "cela laisserait entendre que le partenaire canadien y aurait une représentation majoritaire". Selon le Livre blanc, cela ne poserait aucun problème parce que les intérêts du Canada et du Québec en matière de politique monétaire ne diffèrent pas de façon significative. "Toutefois", reprend M. Wells: "Il y a quelques mois, dans sa publication sur l'économie intitulée "Bâtir le Québec", le gouvernement du Québec critiquait fortement la politique monétaire fédérale actuelle en matière d'inflation et de taux de change. Il faut donc se demander comment la solution proposée dans le Livre blanc pourrait résoudre de tels différends?"

Suite à l'énonciation de ces critiques, M. Wells, au nom du gouvernement ontarien rappelait aux députés de l'Assemblée législative et à la population ontarienne: la Commission sur l'unité canadienne et la Commission Pépin-Robarts ont grandement aidé à faire comprendre le sens des préoccupations exprimées dans beaucoup de régions du pays. Par exemple, la Commission Pépin-Robarts nous a

fait réaliser qu'il faut choisir de travailler ensemble pour partager une destinée dans le cadre d'une fédération canadienne renouvelée. Le gouvernement ontarien est persuadé que nous pouvons parvenir, au sein du fédéralisme, à de nouveaux arrangements équitables. C'est là la seule solution constructive pour le Canada."

*Voir liste des publications

...les kilowatts se perdent!

Les kilowatts se perdent. Est-ce notre faute?

Récemment, le ministère des Services correctionnels révélait qu'il avait remplacé les ampoules de 100 kilowatts dans les pénitenciers de la province par des ampoules de 60 kilowatts. Suite à une étude de coût, il a été prouvé qu'une ampoule de 100 kilowatts allumée 24 heures par jour, 365 jours par année, coûte \$35.04 d'électricité par année. Par contre, une ampoule de 60 kilowatts ne coûte que \$21.01. Il en résulte donc une économie de \$14.02 par année.

Contrairement à ce que l'on peut penser, une ampoule de 60 kilowatts produit suffisamment d'éclairage. Malheureusement, on oublie de la nettoyer et la saleté accumulée sur celle-ci diminue l'intensité d'éclairage de 30 pour cent.

Le remplacement d'ampoules incandescentes par des ampoules fluorescentes est une autre façon d'économiser. Par exemple, si on remplace une ampoule incandescente de 100 kilowatts par une ampoule fluorescente de 25 kilowatts, on obtient le même éclairage et la consommation d'énergie est diminuée de 70 pour cent. De plus, la durabilité de l'ampoule est de 15 fois supérieure à l'ampoule incandescente de 100 kilowatts.

L'une des grandes pertes de kilowatts se produit lorsque le thermostat de la maison ou de l'appartement a été baissé à son minimum durant la journée. La personne rentrant du dehors sera portée à trop monter la température de façon à ce que là où les pièces se réchauffent rapidement. Une fois la chaleur revenue, le thermostat est oublié et la température demeure trop élevée ce qui fait perdre des kilowatts et, bien sûr, plusieurs dollars!

...la motoneige! c'est agréable, mais?

Chaque année, de nombreux citoyens Ontariens adoptent ce sport et s'aventurent à travers routes et sentiers sans connaître les règlements du ministère des Transports et des communications. Si vous faites partie de ces aventuriers, il serait sage de consulter le guide du motoneigiste contenant les règlements et les conseils du ministère. En voici un bref aperçu.

Toute motoneige doit être immatriculée avant de circuler sur nos routes ou sentiers ontariens. Aussi, un concessionnaire vendant une motoneige neuve doit l'immatriculer au

nom du propriétaire, dans les six jours suivant la vente auprès du ministère. Il est donc strictement interdit de conduire une motoneige tant qu'elle n'a pas été immatriculée.

Il est obligatoire de posséder un permis de conduire pour motoneige, sauf si celle-ci n'est utilisée que sur sa propriété privée. Les enfants âgés de moins de seize ans ne peuvent conduire une motoneige le long des routes et tout motoneigiste s'aventurant sur une propriété privée n'étant pas la sienne, devrait obtenir une permission écrite dudit propriétaire. Sans cette protection, il pourrait être accusé de violation de propriété.

Penserait-on à acheter une motoneige et à ne pas se procurer d'assurance? Malheureusement, de nombreux citoyens ontariens oublient que celle-ci est un véhicule à moteur et que selon la loi ontarienne, toute personne conduisant une motoneige le long d'une route ou d'un sentier public doit fournir la preuve, lorsqu'un policier la lui demande, qu'elle est assurée en vertu d'une police d'assurance-responsabilité de véhicule à moteur. C'est pourquoi, lors de l'achat d'une motoneige, il est important d'inclure dans le coût d'achat les frais d'une police d'assurance et d'articles supplémentaires.

En effet, lors de randonnées, le motoneigiste devrait toujours apporter avec lui une trousse de premiers soins et d'outils, une courroie de transmission, des bougies de rechange, une boussole, une carte géographique de la région ou des sentiers, un couteau de chasse, une hachette, une réserve d'essence, une lampe de poche et, bien sûr, des allumettes.

De plus, il devrait se rappeler qu'il est important d'éviter les cours d'eau tels que les lacs, les ruisseaux, les sources et les courants rapides. Pour se procurer le guide du motoneigiste contenant de plus amples informations sur l'utilisation d'une motoneige et sur les règlements du ministère des Transports, il suffit d'écrire à M. Douglas Cowan, Agent d'information, Ministère des Transports et des Communications, 1201, avenue Wilson, Downsview, (Ontario), M3M 1G8.

*Voir liste des publications

...l'Europe pour 1980!

Le ministère des Collèges et Universités organise pour les enseignants ontariens des séminaires portant sur l'histoire, la géographie, le système d'éducation, les arts et les caractéristiques socio-économiques de l'Allemagne de l'Ouest et des Pays-Bas. Ces séminaires se dérouleront en anglais et auront lieu à compter du mois de juillet 1980.

C'est à partir du 14 juillet jusqu'au 1^{er} août que le séminaire sur l'Allemagne de l'Ouest accueillera les enseignants canadiens. Celui-ci aura lieu à l'académie Wiesneck près de Fribourg et à l'académie Tutzing près de Munich. Un voyage à Berlin sera organisé du 1^{er} au 5 août. Le coût du voyage sera d'environ \$535.00. Ceci comprendra le transport à

l'intérieur de l'Allemagne de l'Ouest, les excursions, les frais d'inscription au séminaire, le logement et la plupart des repas. Toutefois, pour le voyage à Berlin, il faudra payer \$195.00 de plus. Le billet d'avion est la responsabilité du participant. Cependant, il semblerait que l'on essaiera d'obtenir des tarifs de groupe.

C'est la première fois qu'un séminaire est organisé aux Pays-Bas. Le séjour de deux semaines aura lieu à compter du 13 juillet et se terminera le 26 juillet 1980. Des conférences, des visites et des rencontres avec des enseignants hollandais sont prévues. Le coût global est de \$300.00. Ceci comprend les frais d'inscription, l'hébergement et les repas. Le billet d'avion est comme dans le cas précédent, la responsabilité du participant. Il y aura entre 20 et 30 places de disponibles. Aussi, tout enseignant intéressé à participer à l'un de ces séminaires devra faire parvenir sa demande d'inscription avant le 1^{er} février 1980. On peut obtenir de plus amples informations ou encore une formule de demande d'inscription en s'adressant au Coordonnateur des séminaires d'été, Direction des projets spéciaux, Ministère Education, Edifice Mowat, bureau 1430, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 1L2. Téléphone: 965-9154 (416).

...protéger la qualité!

Le Conseil de la radio et de la télévision canadienne décidera d'ici quelques mois si la compagnie Northern Cable Service deviendra le propriétaire des principales stations de télévision situées à Sudbury, Timmins, Pembroke et North Bay.

En effet, suite à une transaction survenue entre la compagnie Northern CS et les propriétaires des réseaux de télévision des quatre villes mentionnées, le ministre des Transports et des Communications, M. James Snow, demandait au CRTC lors des audiences qu'il a tenues à Sudbury au début de décembre, d'exiger que la compagnie clarifie ses engagements face à la qualité de la programmation qu'elle désire offrir, à l'augmentation des services au niveau de la programmation régionale et à la disponibilité future des services de câble dans la région du nord-est.

Selon le ministre des Transports et des communications, la compagnie ne prouve pas qu'elle s'engage à augmenter la production locale et avec les intérêts annuels qu'elle devra remettre sur la somme empruntée, sera-t-elle en mesure de maintenir la qualité des services déjà offerts?

Dans le passé, le CRTC a déjà exprimé certaines inquiétudes quant à la formation d'un monopole des moyens de communication. Aussi, lors des audiences du mois de décembre, M. Snow a voulu demander au CRTC de bien étudier la demande de la compagnie de façon à s'assurer que la présente transaction servira les intérêts de spectateurs de la région du nord-est de l'Ontario.

Le ministre mentionnait dans la requête qu'il a soumise qu'il avait reçu plusieurs lettres de résidents de la région. Ces derniers exprimaient leurs inquiétudes face à la future entente. Aussi ajoutait-il: "Bien qu'étant essentiellement une transaction privée, il est de mon devoir de transmettre les inquiétudes de ces citoyens au CRTC car ceux-ci seront directement affectés par la décision du Conseil de la radio et de la télévision canadienne."

...faites vite!

En effet, tous les étudiants intéressés à participer au programme d'échange de bourses de perfectionnement Ontario-Québec devront faire parvenir leur demande au ministère des Collèges et des Universités d'ici le 31 janvier 1980.

Le programme d'aide s'adresse aux étudiants entreprenant des études au niveau de la maîtrise, du doctorat ou encore des recherches postdoctorales à temps plein dans une université du Québec.

Les gouvernements québécois et ontarien accordent respectivement dix bourses de \$6,000 pour les études au niveau de la maîtrise, \$8,000 pour les études au niveau du doctorat et \$12,000 pour les recherches postdoctorales. Pour être admissible, l'étudiant doit être citoyen ontarien, résider en Ontario depuis 12 mois, être citoyen canadien et avoir l'intention de s'inscrire dans une université au Québec comme étudiant à temps plein en première année d'un programme de deuxième ou troisième cycle. Les étudiants diplômés d'une université où les cours étaient donnés en anglais devront s'inscrire à un programme de cours en français. Par contre, l'étudiant ontarien qui a suivi ses cours en français devra s'inscrire à un programme de cours en anglais dans une université du Québec.

Tout étudiant désireux de participer au programme pourra obtenir des formules de demande ou des renseignements au bureau des études supérieures de n'importe quelle université de l'Ontario, ou il peut s'adresser au Programme d'échange de bourses de perfectionnement Ontario-Québec
Direction de l'aide financière aux étudiants
Edifice Mowat, Queen's Park
Toronto, Ontario
M7A 2B4
Téléphone: (416) (965-5241).

*Voir liste des publications

...des services sociaux français

Coup d'œil a rencontré Mme Abbie Lavigne-Allan, Coordonnatrice des Services en langue française du ministère des Services sociaux et communautaires. Voilà déjà deux ans que Mme Allan occupe le poste de coordonnatrice. Nous lui avons demandé de nous dire ce qu'elle a réalisé depuis le mois de janvier 1978 et ce qu'elle entreprendra au cours de l'année 1980.

Q. Mme Allan, vous êtes à l'emploi du

ministère des Services sociaux et communautaires depuis bientôt cinq ans. Toutefois, comme vous me le mentionniez, vous êtes Coordonnatrice des Services en langue française depuis janvier 1978. Pouvez-vous nous donner un aperçu de l'étendu des services en langue française offerts par votre ministère?

R. Vous n'êtes sûrement pas sans savoir que notre ministère comprend deux grandes divisions. Celles-ci se spécialisent dans l'offre de services pour enfants et pour adultes. Ces services sont offerts dans quatre bureaux régionaux soit le nord, l'est, le sud-ouest et le centre. Le but poursuivi par cette décentralisation est de rendre les services offerts par mon ministère plus à la portée des gens. En fait, je crois que cette réorganisation sera à leur avantage.



Mme Abbie Lavigne-Allan, Coordonnatrice des services en langue française du ministère des Services sociaux et communautaires.

Pour obtenir un aperçu objectif de nos services, nous avons embauché un consultant, M. Bruce Keith, très respecté par la population francophone de l'Ontario. Ensemble, nous avons rencontré les groupes francophones afin de connaître leurs besoins et d'établir entre nous une communication directe. Ces rencontres m'ont permis de formuler des propositions relatives à un programme de services en langue française qui a été approuvé par le sous-ministre, M. Carman, et aussi reconnu par M. Norton, notre ministre. Par la suite, le ministre a obtenu l'approbation du Cabinet ontarien pour l'obtention d'octrois visant à assurer la disponibilité des services sociaux aux citoyens de langue française.

Q. Notre bureau a reçu plusieurs communiqués publiés par votre ministère indiquant que différentes régions de la Province avaient reçu des sommes substantielles. À quel genre d'organismes ont-elles été affectées?

R. Les enfants et les familles de la province se sont vus allouer plus de \$1 million de dollars (\$1,215,000 pour être exacte). De cette somme, \$750,000 ont été réservés aux agences de l'est de l'Ontario offrant des services aux enfants et à leurs familles. Le

reste, soit \$500,000, sera offert aux organisations francophones à travers la province qui apporteront de nouvelles initiatives dans le domaine des services sociaux. On prévoit que la plus grande partie de ces fonds seront distribués dans le nord de l'Ontario. Jusqu'à maintenant, 13 agences de l'est de l'Ontario ont reçu des bourses diverses pour les aider à réaliser ou entreprendre certains projets. Pour n'en mentionner que quelques-unes, disons qu'une équipe d'hygiène mentale de Stormont, Dundas et Glengarry recevra une aide financière annuelle de \$130,000.00. À son tour, le Bureau des services à la jeunesse d'Ottawa s'est vu accorder une bourse de \$38,675.00 par année. Celle-ci les aidera à embaucher des travailleurs francophones pour participer au programme de travailleur détaché.

Une somme de \$1,300,000 a été accordée pour des services bilingues aux déficients mentaux des comtés de Prescott-Russell, Stormont, Dundas et Glengarry. Cette somme permettra aux déficients mentaux francophones de vivre en famille et dans des foyers de groupes francophones afin de recevoir les soins qu'ils nécessitent, tels que des soins à domicile, des programmes spéciaux ou encore des ateliers pour déficients mentaux adultes.

Q. Jusqu'ici, nous avons parlé de services sociaux en français pour la région de l'est. Est-ce que la région du nord reçoit des sommes aussi importantes?

R. La région du nord de l'Ontario a déjà reçu \$3,000,000 pour venir en aide à la population infantile. Bien sûr, la priorité est accordée aux enfants indiens et francophones. D'ailleurs, comme je vous l'ai mentionné, on prévoit que la plus grande partie du \$500,000 allouée aux enfants et aux familles francophones de la province, ira au nord de l'Ontario.

Q. Votre ministère a-t-il songé à embaucher du personnel francophone pour voir à la supervision, à la coordination et à l'administration des budgets et projets discutés jusqu'à présent?

R. Oui, nous y avons donné suite. D'ailleurs, je crois qu'il est nécessaire d'avoir du personnel cadre francophone pour établir et voir à la bonne marche des projets et des budgets alloués.

Aussi, lors de la décentralisation de notre ministère en mars 1979, il nous a été possible d'embaucher du personnel bilingue qui occupent maintenant plusieurs postes cadres au sein des régions désignées. Ce personnel se retrouve surtout dans l'est et le nord de l'Ontario. La programmation des Services à l'enfance à Ottawa a un superviseur francophone qui voit à la bonne marche du programme. On a nommé un francophone comme coordonnateur des Services aux enfants francophones de la région du nord de l'Ontario. D'autres employés cadres ont été employés à North Bay, à Timmins et à Sudbury. Nous sommes présentement à la recherche d'un directeur francophone pour l'unité franco-

phone du Centre régional Rideau à Smith Falls, celui-ci étant un établissement pour déficients mentaux.

Q. Donc, il semble avoir de l'aide financière et du personnel cadre. Votre ministère fait preuve de bonne volonté à l'égard de la population francophone. Toutefois, les projets doivent être soumis de temps à autres par des bénévoles. Est-il facile de les recruter?

R. Il y a de l'aide, des services sociaux bilingues, des employés cadres francophones mais peu de bénévoles francophones. Au niveau communautaire, c'est le public qui connaît ses problèmes et qui peut aider le gouvernement à les résoudre.

Q. Avant de vous quitter, il serait sûrement intéressant de connaître vos projets pour l'année en cours?

R. En collaboration avec les gens de mon ministère, je voudrais formuler une politique dynamique en langue française pour que nos agences aient une ligne de conduite à suivre. De plus, étant donné que celles-ci ont énormément de difficultés à trouver des professionnels bilingues, je crois que notre politique devra proposer certaines solutions qui pourront les aider à embaucher des psychologues, des psychiatres et des thérapeutes francophones.

Publié et distribué par les Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat
6^e étage, Queen's Park
Toronto, Ontario
M7A 1B8

téléphone: (416) 965-3865

Conseillère en communications:
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

Ministère de l'Éducation

Rapport du ministre de l'Éducation 78-79

Ministère des Richesses naturelles

*Tout ce que vous désirez savoir sur la vaporisation
aérienne des forêts du nord de l'Ontario*

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées à l'adresse suivante:

Centre des publications
880, rue Bay, 5^e étage
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Conseil des Affaires franco-ontariennes

Les pionniers français du sud-ouest de l'Ontario

N.B. L'adresse pour obtenir cette publication est la suivante:

Conseil des Affaires franco-ontariennes

77 ouest, rue Bloor

4^e étage

Toronto, Ontario M7A 2R9

Ministère des Transports et des communications

**Guide du motoneigiste*

Ministère des Collèges et universités

**Programme d'échange de bourses de perfectionnement
Ontario-Québec 1980-81*

Ministère des Affaires intergouvernementales

**La déclaration de l'honorable Thomas L. Wells, sur la nouvelle
entente Québec-Canada (on peut se procurer ce document en
nous écrivant)*

On peut se procurer ces publications en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'œil

A:

Des: Bureau du Coordonnateur des
services en langue française
Edifice Frost nord, 5^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario, H7A 1Y7



COUP D'ŒIL

Gouvernement
Publications

CANON
IA/6
-C 55

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Février 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...le bois de chauffage

Avec l'augmentation du prix de pétrole et, par conséquent, de l'huile à chauffage, il appert que certains moyens de chauffage utilisés au début du siècle pourraient encore nous être utiles. Les journaux ne cessent de rapporter qu'il y aura possiblement une pénurie de pétrole et que l'Ontario pourrait même en souffrir. Pour tous ceux qui envisageraient d'utiliser à nouveau leur poêle à bois, voici quelques conseils sur l'achat de bois de foyer.

Il est connu que les bois durs produisent plus de chaleur que les bois mous. Aussi, lorsque viendra le moment d'acheter une corde de bois, il serait sage de songer à se procurer le bois qui donnera le plus d'unités thermiques (B.T.U.).

Selon les experts du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, la quantité de chaleur dégagée par certains bois durs tels que l'orme liège est de 32 millions de B.T.U. par corde de bois. Par contre, le noyer blanc d'Amérique produit 30,6 millions de B.T.U. et le chêne blanc 27,8 millions. À leur tour, les bois mous tels que l'érable du Manitoba, le peuplier et le tilleul d'Amérique produisent entre 17 et 17,3 millions de B.T.U. par corde de bois.

Selon la loi, une corde de bois vendue sur notre marché devrait avoir les dimensions suivantes: quatre pieds de haut par quatre pieds de large et huit pieds de long. Aussi, faut-il être prudent lorsque l'on achète du bois de foyer car les fournisseurs n'ont pas tous les mêmes mesures. De plus, il est important de choisir un bois sec. Il est connu que le bois fraîchement coupé brûle difficilement. Pour vérifier si le bois est sec, il suffit d'examiner les extrémités de la bûche pour voir s'il y a de fines fentes. S'il n'y en a pas, méfiez-vous, le bois est vert. Si l'on coupe le bois, il est conseillé de le faire lorsque la sève est complètement gelée. Une fois le bois fendu, il devrait toujours être recouvert d'un plastique ou encore d'une couverture afin de le protéger contre l'humidité.

...\$ ça aide!

Tout récemment, la ville de Hearst et le canton de Sandwich West recevaient respectivement les sommes de \$2,993.00 et de \$14,120.00 afin d'entreprendre une étude de planification communautaire.

C'est en 1975 que le ministère du Logement décidait de mettre sur pied un programme de

subvention pour l'étude de planification communautaire. Celui-ci était créé afin d'aider les municipalités de 15 000 habitants ou moins, et dont les moyens financiers et le personnel disponible ne pouvaient préparer, ou mettre à jour le plan officiel ou encore les règlements de zonage de ladite municipalité.

Tout en accordant des fonds pour la préparation d'un plan officiel ou encore de règlements de zonage, le gouvernement permet que la somme accordée à la municipalité puisse servir à la préparation de règlements de zonage remplaçant les ordonnances de zonage du ministère, ou encore, au financement des programmes de planification pour les territoires non municipalisés, ou d'autres études pertinentes à l'aménagement du territoire.

Il se pourrait qu'un conseil municipal soit obligé d'améliorer le centre municipal ou encore doive établir des politiques pour orienter l'aménagement vers d'autres sections de son territoire. Mais, voilà, la municipalité ne possède ni les fonds ni le personnel pour préparer un plan officiel.

Si cela était le cas de votre municipalité, le ministère du Logement possède des bureaux régionaux auprès desquels il est possible d'obtenir des formules de demande d'aide financière, ou encore, de plus amples informations sur le programme de subvention pour entreprendre une étude de planification communautaire. Les adresses des bureaux régionaux peuvent être obtenues en communiquant avec Mme Jindra Rutherford, agent d'information, ministère du Logement, 2^e étage, 56 ouest, rue Wellesley, Toronto, Ontario M7A 2K4.

...quand le nord visite le sud!

Afin de mieux faire connaître le nord de l'Ontario, l'Association des municipalités (formée de municipalités des 10 districts territoriaux du nord de l'Ontario) soumettait au ministre des Affaires du Nord, M. Léo Bernier, un projet pour la construction d'un pavillon portant comme thème "l'heure du Nord". Après quelques mois de réflexion, le ministère décidait d'appuyer le projet et accordait la somme de \$1.1 million pour la construction à la Place de l'Ontario d'une "Cité-Témoin du Nord". Comme le mentionnait le ministre des Affaires du Nord, le but de ce projet est de faire connaître le nord de l'Ontario, mais aussi de persuader certains professionnels tels que



Une "Cité-Témoin du Nord" de l'Ontario sera construite à la Place Ontario

des médecins, des avocats, des comptables, des ingénieurs et même des architectes à venir exercer leur profession dans le nord.

En plus de la participation du ministère des Affaires du Nord, l'Association des municipalités sera responsable de l'aménagement intérieur de leur Cité et la Société de la Place de l'Ontario fournira l'emplacement et verra à l'entretien des huit pavillons qui constituent la "Cité-Témoin du Nord". Chacun des pavillons décrira différents aspects de la vie dans le nord de l'Ontario comme l'industrie, la vie culturelle, les sports et les loisirs, les richesses naturelles, les autochtones et la faune. Le coût de l'aménagement interne s'élèvera à environ \$50,000. L'A.M.D. recueillera cette somme auprès de la population des municipalités du nord et des corporations.

C'est à compter du 13 août 1980 que la "Cité-Témoin du Nord" accueillera les visiteurs. Cette date coïncide avec l'ouverture officielle de l'Exposition nationale canadienne de 1980 qui a, en outre, consacré deux jours, soit les 20 et 21 août, au nord de l'Ontario ainsi qu'à la "Cité-Témoin du Nord". De nombreuses activités ont donc été prévues pour souligner cette occasion. Durant l'Exposition, une cinquantaine d'étudiants du nord travailleront au sein des pavillons. Ces derniers seront choisis par concours et ceux-ci auront lieu au cours des prochains mois.

Selon le ministre, M. Léo Bernier, "l'Ontario l'heure du Nord" donnera aux résidents du Nord l'occasion d'exposer les différents aspects de leur vaste région et de donner aux visiteurs la possibilité d'en apprendre davantage sur cette partie fascinante de l'Ontario.

...être heureux au travail

Les travailleurs d'usines spécialisés ou de manufactures ont souvent un travail répétitif et même aliénant. Aussi, il arrive que les entrepreneurs doivent offrir des salaires considérablement élevés et des heures de travail alléchantes afin de recruter du personnel pour effectuer certaines tâches accablantes.

En 1977, le gouvernement ontarien décidait de créer le Centre sur la qualité de la vie au travail. En effet, suite aux recommandations reçues par le Comité consultatif formé de travailleurs et d'entrepreneurs et dirigé par le sous-ministre du ministère du Travail, M. Tim Armstrong, le gouvernement ouvrait au mois de décembre 1978 le Centre sur la qualité de la vie au travail. Depuis sa fondation, le Centre met à la disposition des entreprises désireuses d'améliorer certains types de travail, une équipe de consultants qui visite les entrepreneurs et leur usine et qui essaie de trouver certaines solutions à leurs problèmes. De plus, des spécialistes offrent les résultats de leurs recherches et d'autres documents tels que des brochures ou des trousseaux ayant trait au programme.

Tout en offrant un service de consultation privé et de documentation écrite, le Centre sur la qualité de la vie au travail met sur pied des sessions d'introduction au programme et des séminaires adaptés tout spécialement aux besoins des employeurs et des employés. Comme le mentionnait l'une des dirigeantes du Centre, "ce que le gouvernement offre aux employeurs et aux employés ce sont des solutions, des idées qui peuvent être étudiées et probablement appliquées par l'entreprise et les représentants des employeurs. Le Centre sur la qualité de la vie au travail ne règlera pas entièrement les difficultés de l'entreprise. Sa tâche peut toutefois être facilitée par l'aide gouvernementale apportée."

Pour de plus amples renseignements sur le fonctionnement du Centre, il suffit de communiquer avec Mme Janine Murray, Coordinatrice sur la qualité de la vie au travail, 15^e étage, 400, avenue University, Toronto, Ontario M7A 1T7, téléphone: (416) 965-5958.

...des crédits d'impôt ontarien!

Depuis déjà sept ans, le gouvernement ontarien offre aux citoyens ontariens à revenus faibles ou modestes des crédits d'impôt.

En effet, c'est en 1972 que le premier programme de dégrèvement fiscal a été instauré. Par l'introduction d'un "crédit d'impôt foncier", le gouvernement permettait à un grand nombre de citoyens ontariens de

déduire certains coûts d'habitation. Ce crédit d'impôt foncier fut donc basé sur le montant du loyer ou d'impôt foncier payé et sur le revenu imposable.

En 1973, de façon à alléger de nouveau les revenus des plus défavorisés, le gouvernement décidait de créer le "crédit sur les ventes" et le "crédit d'impôt pour les pensionnés". Ces allègements étaient attribués en fonction de l'âge, de la situation familiale et du revenu imposable du déclarant. De plus, tout en voulant encourager le public ontarien à participer davantage au processus démocratique, l'Ontario offrait, en 1975, des "crédits d'impôt pour contributions politiques". Toutefois, ces crédits ne pouvaient être demandés que par les déclarants ayant versé des contributions à un parti politique ontarien enregistré, une association d'électeurs enregistrée d'une circonscription ou un candidat inscrit à une élection provinciale.

Depuis les trois dernières années, plusieurs citoyens ontariens à revenus faibles ou modestes peuvent obtenir les crédits d'impôt déjà mentionnés. Cette année, l'Ontario remettra quelque \$455 millions en dégrèvement fiscal. Tout déclarant pourra réclamer une demande de crédit d'impôt foncier, un crédit de taxe sur les ventes et, s'il y a lieu, un crédit d'impôt sur le revenu fédéral ou ontarien à payer. Toutefois, le total des crédits d'impôt ne devront pas dépasser \$500. Et de façon à les obtenir, il faudra remplir correctement et inclure à sa déclaration d'impôt sur le revenu du gouvernement fédéral la formule intitulée "Régime des crédits d'impôt de l'Ontario". À l'heure actuelle, les dégrèvements fiscaux de l'Ontario sont financés par le gouvernement de l'Ontario mais administrés par Revenu Canada.

Afin de mieux renseigner les citoyens ontariens sur les crédits d'impôt auxquels ils ont droit, le ministère du Revenu a publié un guide qui explique en détails le programme de dégrèvement fiscal de l'Ontario. Le guide intitulé "Crédits d'impôt de l'Ontario" répond aux questions des citoyens, et donne quelques explications sur les méthodes à suivre pour remplir la formule "Régime de crédits d'impôt de l'Ontario". On peut se le procurer en écrivant au ministère du Revenu, Direction du revenu garanti et du dégrèvement fiscal, Queen's Park, Toronto, (Ontario), M7A 2B3. Si après consulté le guide, le déclarant a besoin de plus amples éclaircissements sur le programme de dégrèvement fiscal ontarien, il pourra communiquer par téléphone aux numéros suivants: Toronto (416) 965-8470; tous les citoyens faisant partie de l'indicatif régional (807) devront signaler le Zénith 8-200. Tous les autres pourront composer le 1-800-268-7121.

N.B. Le ministère du Revenu organisera à compter de la première semaine du mois de février des sessions de formation pour les citoyens ontariens désireux de servir de "comptable bénévole" pour les personnes âgées et incapables de remplir leur rapport d'impôt. Pour de plus amples renseignements sur ces sessions de formation, il suffit de

communiquer aux numéros de téléphone ci-haut mentionnés.

*Voir liste des publications

...saviez-vous?

qu'un steak demande plus d'énergie pour être cuit que nous gagnons d'énergie en le mangeant!

que 59 pour cent des réserves canadiennes d'uranium se trouveraient dans le sous-sol de l'Ontario!

qu'en 1970, un baril de pétrole brut arrivant au Canada coûtait \$2.60 et que huit ans plus tard, le même baril coûte \$15.95!

qu'actuellement, le Québec et les provinces maritimes font appel au pétrole importé pour satisfaire plus de 70 pour cent de leurs besoins en énergie tandis que l'Ontario importe du charbon de l'étranger et du pétrole et du gaz de l'ouest canadien!

que sous l'effet des eaux de refroidissement réchauffées à la sortie d'une centrale nucléaire, les poissons peuvent souffrir de stress!

qu'au Canada, chaque année, les moteurs de véhicules rejettent dans l'atmosphère plus de 13 millions de tonnes de monoxyde de carbone!

qu'un poêle à combustion lente bien conçu utilise jusqu'à 75 pour cent de l'énergie provenant du combustible tandis qu'un foyer ouvert entraîne la perte de 80 pour cent de cette énergie.

et que le Conseil national de la recherche du Canada et l'Hydro-Québec pensent construire sur la Côte nord la plus grande éolienne au monde qui mesurerait 110 mètres de haut et qui aurait une puissance de 3.8 mégawatts!

...payer des taxes! oui, mais!

Le ministre du Revenu, M. Lorne Maek annonçait le mois dernier que son ministère tiendrait au cours des mois de janvier et de février des rencontres où les propriétaires pourront discuter ouvertement de leur nouvelle évaluation foncière établie en vertu de la section 86 de la Loi sur l'évaluation foncière.

Comme le mentionnait le ministre, le but de ces réunions est de permettre aux évaluateurs et aux payeurs de taxes de se rencontrer et de discuter dans une atmosphère déagagée des nouvelles évaluations foncières, et également, de permettre aux évaluateurs de répondre aux questions des propriétaires. Puisque l'objectif poursuivi par l'acceptation de la section 86 de la Loi sur l'évaluation foncière est l'équité, le ministre affirmait que l'évaluation foncière de nombreux individus sera modifiée et que la mise sur pied de ces rencontres assurera à chaque payeur de taxe, l'opportunité d'exami-

ner et de discuter de la nouvelle évaluation foncière de leur propriété.

Dans la majorité des cas, si une erreur est trouvée, les corrections apportées à la réévaluation de la taxe foncière seront faites avant que la liste soit retournée au ministère. Si, par exemple, un propriétaire n'est pas satisfait de son évaluation foncière, le personnel du Bureau de l'évaluation foncière sera en mesure de l'aviser sur les méthodes à suivre pour corriger l'erreur et faire appel avant la date limite.

Les rencontres qui auront lieu en février se dérouleront dans les régions de Renfrew, d'Ottawa-Carleton, de Cochrane-Timiskaming et de Frontenac-Lennox-Addington. D'autres rencontres ont eu lieu dans les comtés de Prescott-Russell-Stormont-Dundas et Glengarry ainsi que de Haliburton-Peterborough et Victoria. Le ministère a préparé un dépliant intitulé "Des taxes foncières et de la justice". Ce dernier répond aux nombreuses questions des propriétaires fonciers. Pour de plus amples informations sur les rencontres qui auront lieu le mois prochain, il suffit de communiquer avec le bureau régional du ministère ou avec M. W. J. Lettner, Directeur de la section sur l'évaluation foncière, ministère du Revenu, 18^e étage, 77 ouest, rue Bloor, Toronto, Ontario M7A 2B3.

Le dépliant peut être obtenu à la même adresse.

*Voir liste des publications

...à propos des parcs provinciaux

Il y a quelques années, lorsque venait l'hiver, tous les parcs provinciaux fermaient leurs portes pour les rouvrir à la venue du printemps. Mais voilà qu'avec la popularité des sports d'hiver tels que le ski de fond, la raquette, la motoneige et la pêche sous la glace, le gouvernement ontarien aménageait des sentiers et des sites de campement pour les offrir aux amateurs de sports d'hiver.

Tout récemment, le ministère des Richesses naturelles publiait une brochure portant sur les activités sportives qu'offrent les parcs provinciaux ontariens. Le guide intitulé "Winter Outdoors Ontario Provincial Parks and Trails 1979/80" contient des informations détaillées sur chacun des parcs provinciaux. Par exemple, le parc provincial Algonquin offre aux visiteurs des pistes de ski de fond, des sentiers pour raquetteurs et un site de campement. Toutefois, les promenades en motoneige ainsi que la pêche sous la glace sont interdites. La province de l'Ontario compte plus de 110 lacs et parcs où il est possible de s'adonner à son sport favori. Le guide en présente un tableau détaillé.

Outre les renseignements sur les parcs et lacs provinciaux, le ministère met à la disposition du public une série de conseils portant sur les randonnées de ski de fond, sur l'utilisation de la cire à ski, sur la sécurité en forêt et sur les

différentes façons de se tenir au chaud tout en pratiquant son sport favori.

Malheureusement, la brochure intitulée "Winter Outdoors Ontario Provincial Parks and Trails 1979/80" n'est pas disponible en français. La version anglaise peut être obtenue en écrivant aux bureaux régionaux du ministère des Richesses naturelles de votre région ou encore de la Librairie du Gouvernement.

*Voir liste des publications

...au royaume de l'impôt

Depuis déjà cinq mois, Coup d'œil offre à ses lecteurs une entrevue avec l'un des Coordinateurs des services en langue française du gouvernement ontarien. Ce mois-ci, nous avons rencontré M. David Stone, Conseiller en communications et Coordinateur à temps partiel au ministère du Revenu. Même si ce dernier remplit les fonctions de Coordinateur des services en langue française à temps partiel, nous avons cru bon de le rencontrer puisque de nombreuses améliorations ont été observées dans le domaine de services offerts en langue française par son ministère au cours des dernières années.



Coordonnateur des services en langue française au ministère du Revenu

Lors de cette entrevue, M. Stone nous a donné un aperçu du fonctionnement de son ministère, des services qui sont offerts à la population francophone, des tâches qu'il effectue en tant que Conseiller en communications et Coordinateur des services en langue française. De plus, il nous a parlé des améliorations qu'il souhaite apporter au cours des prochaines années en ce qui a trait aux formulaires utilisés par les clients "spécialisés" du ministère.

Q. M. Stone, vous êtes à la fois Conseiller en communications et Coordinateur des services en langue française de votre ministère. Comment faites-vous pour concilier ces deux rôles?

R. Pour répondre à cette question, je crois qu'il est important de vous donner un aperçu du fonctionnement du ministère et des fonctions que j'occupe. Vous n'êtes pas sans savoir que celui-ci administre l'argent qui provient des taxes sur les corporations, sur la gazoline, le tabac, la vente au détail, le transfert des terres etc. Par conséquent, le ministère du Revenu s'adresse à une "clientèle particulièrement spécialisée" tels que des avocats, des comptables, des vendeurs, des agents de taxation et d'autres professionnels du domaine de la finance. Toutefois, il ne fait pas qu'administrer les taxes perçues dans les domaines mentionnés. Cette année, le ministère remettra à la population ontarienne plus de \$455 millions en crédits d'impôt de l'Ontario et ce, sans calculer ce que recevront les citoyens participant au Régime annuel garanti de l'Ontario, au programme de taxes foncières ainsi qu'au programme sur les Sociétés pour l'expansion des petites entreprises.

Les gens qui profiteront de ces programmes, sauf pour le programme sur les Sociétés pour l'expansion des petites entreprises, sont en général des vieillards ou des individus à revenus faibles ou modestes. Ces derniers ne comprennent pas toujours notre système de taxation. Aussi, faut-il publier des documents explicatifs sur les programmes offerts. En tant que Conseiller en communications, je vois à la préparation et à la traduction de ces documents. De plus, lorsqu'une loi spéciale se rapportant à notre système de taxation est adoptée par l'Assemblée législative, je suis responsable de faire parvenir dans les plus brefs délais possible, puisque souvent l'entrée en vigueur de "ladite loi" a lieu le jour précédant son acceptation par l'Assemblée législative, les règlements et les explications sur le programme ou sur la loi, aux "clients spécialisés" et au public en général. L'information leur parvient par l'intermédiaire des médias électroniques, des journaux, hebdomadaires francophones et anglophones ainsi que par nos bureaux régionaux. Comme vous pouvez le constater, en tant que Conseiller en communications, je m'adresse à un public varié et j'ai ainsi une vue d'ensemble sur les besoins de la population et sur les services qu'offre notre ministère aux francophones de la province. Comme Coordinateur des services en langue française, je vois à ce que ces services soient maintenus et améliorés. Voilà en résumé comment j'arrive à concilier ces deux rôles.

Q. Vous avez parlé de traduction de documents, de publications et de bureaux régionaux. Votre ministère a-t-il d'autres services français?

R. Puisque vous mentionnez nos bureaux régionaux, j'aimerais ajouter que le ministère possède 64 bureaux régionaux qui sont situés à travers la province. Ce nombre comprend 21 bureaux connus sous le nom de Caisse d'épargne de la province de l'Ontario, 31 bureaux réservés à l'évaluation de la taxe foncière et 12 bureaux ayant trait à la taxe sur

la vente au détail. À l'heure actuelle, 32% des employés du ministère du Revenu travaillant au sein des bureaux régionaux sont bilingues. Ainsi donc, les francophones habitant les régions désignées, et quelques autres, peuvent obtenir des services en langue française. Ces services comprennent l'acheminement du courrier et de documents, le service au comptoir et par téléphone, l'affichage ainsi que la publicité en français.

Outre les services offerts par nos bureaux régionaux, le ministère met à la disposition du public ontarien un Centre d'information où il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur le programme de crédits d'impôt. On peut communiquer avec le Centre et sans frais en composant les numéros de téléphone suivants: Toronto (416) 965-8470, indicatif régional (807) zénith 8-200, autres indicatifs régionaux 1-800-268-7121.

Q. D'après ce que l'on peut constater, votre ministère semble offrir toute une gamme de services en langue française. Êtes-vous satisfait des résultats et existe-t-il d'autres domaines où vous aimeriez voir certaines améliorations, je pense, entre autres, aux formulaires offerts par votre ministère?

R. Oui, je dois admettre que je suis satisfait des services en langue française qu'offre mon ministère d'autant plus que la tâche de coordonnateur m'est facilitée par l'appui des cadres supérieurs, surtout de notre sous-ministre, M. T. M. Russel. Aussi, cette attitude a grandement facilité ma tâche. Pour répondre à votre deuxième question, j'aimerais spécifier

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des loisirs
*À la découverte des établissements historiques
navals et militaires*

Ministère des Transports et des communications
Achat et vente d'une automobile entre particuliers

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées à l'adresse suivante:

Centre des publications
880, rue Bay, 5^e étage
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Ministère du Revenu
**Crédits d'impôt de l'Ontario, guide 1979*
**Des taxes foncières et de la justice*

On peut se procurer ces publications en s'adressant aux organismes concernés.

**Sujets traités dans Coup d'œil*

que les formulaires utilisés pour les programmes tels que les crédits d'impôt de l'Ontario, le régime du revenu annuel garanti de l'Ontario et le système de taxes foncières sont bilingues. Cependant, à cause des restrictions budgétaires, on ne peut traduire tous les formulaires existants. C'est un travail de longue haleine puisqu'il existe des centaines de formules à traduire. Par exemple, le programme sur la taxe de vente au détail

contient, à lui seul, plus de cent formulaires circulant parmi les vendeurs au détail à une fréquence variable. Aussi, est-il difficile de déterminer lequel de ces formulaires est le plus populaire et quelle priorité devrait-on lui accorder. Toutefois, la traduction de certains formulaires fait partie de mes préoccupations actuelles, et j'espère qu'au cours des prochaines années, mon ministère votera les budgets nécessaires à cette fin.

**Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française**

**Édifice Mowat
6^e étage, Queen's Park
Toronto, Ontario
M7A 1B8
Téléphone: (416) 965-3865**

**Conseillère en communications
Francine Robitaille**

**Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704**

De: Bureau du Coordonnateur des
services en langue française
Edifice Frost nord, 5^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario, H7A 1Y7

A:



COUP D'OEIL

Ontario

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Mars 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...le cœur a ses raisons!

Il semblerait que plus de deux millions et demi de Canadiens souffraient en 1979 d'une forme quelconque de maladie cardiaque. Sur ce nombre, environ 80,000 en sont morts.

Même si avec les progrès de la médecine nous connaissons de mieux en mieux les maladies cardiaques, et nous sommes de plus en plus en mesure de les prévenir ou de les traiter avec succès, encore trop de gens semblent oublier que le cœur, tout comme les autres organes du corps a besoin de repos et d'exercice. Il lui faut également un régime alimentaire équilibré qui puisse prévenir l'accumulation du cholestérol et d'autres matières grasses sur les parois des artères pour lui permettre de pomper à travers celles-ci le sang nécessaire pour oxygéner et nourrir les milliards de cellules du corps humain et, par le fait même, débarrasser l'organisme de déchets.

Chaque année, le ministère de la Santé et d'autres organismes affiliés organisent de nombreuses campagnes de publicité afin de sensibiliser la population ontarienne sur les maladies cardiaques. Tout récemment, le ministère publiait un dépliant portant comme titre "Votre cœur, ce qui le fait battre". Cette publication contient de nombreuses informations sur les effets du tabac, de l'alcool et d'une alimentation trop grasse chez l'individu. De plus, elle donne un aperçu des symptômes variés qui peuvent être les signes avant-coureurs d'une crise cardiaque. Pour l'obtenir, il suffit d'écrire au Bureau de la Fondation de l'Ontario des maladies du cœur, 576, rue Church, Toronto, Ontario M4Y 2S1.

*Voir liste des publications

...en France cet été!

Le ministère de l'Éducation, en collaboration avec la France, organisera un stage de quatre semaines à Tours dès la mi-juillet 1980. De façon à rencontrer les besoins des enseignants franco-ontariens, le Comité d'Accueil de France a mis sur pied un stage de formation pour les professeurs des niveaux primaire et secondaire.

Le stage qui sera offert débutera à la mi-juillet pour se terminer à la mi-août. Il portera sur la langue, la littérature, ainsi que sur l'histoire de la civilisation française. À raison de quatre heures de cours

par jour, le séjour comprendra également des visites et des activités culturelles qui seront, en partie, défrayées par les organismes déjà mentionnés.

Grâce à des subventions du ministère de l'Éducation de l'Ontario et du Secrétariat d'État, les enseignants ne défrayeront qu'une partie du coût du transport. Quant aux frais de cours et de pension, ils seront absorbés par le ministère.

Pour être admissible au programme, il suffit d'être canadien-français, domicilié en Ontario et enseigner en français dans une école de la province. Étant donné que 20 candidats seulement seront choisis, le ministère procédera à leur sélection en tenant compte des secteurs géographiques.

Pour obtenir un formulaire de participation ou pour se procurer de plus amples renseignements sur le stage de formation à Tours, il suffit de communiquer avec M. Rosaire Cloutier, Direction des Projets spéciaux, Ministère de l'Éducation, Édifice Mowat, 14^e étage, Queen's Park, (Ontario) M7A 1L2.

...au Conseil des arts

Le Bureau du coordonnateur provincial des services en langue française est heureux de souhaiter la bienvenue à Mme Jeanne Sabourin, qui a été nommée récemment, responsable du Bureau franco-ontarien au Conseil des arts de l'Ontario.

Avant de se joindre au Conseil des arts de l'Ontario, celle-ci occupait le poste d'animatrice et de coordonnatrice des activités et de la programmation du Centre des femmes de l'Université d'Ottawa. Elle travailla également comme directeur artistique et administratif de Théâtre Canada (Festival d'art dramatique du Canada), ainsi que comme directeur artistique du premier festival national de théâtre multiculturel au Secrétariat d'État à Ottawa. Mme Sabourin est de plus la co-fondatrice de Théâtre Action dont elle exerça la présidence pendant quatre ans.

Outre ces expériences au niveau artistique, celle-ci participa en tant que co-présidente à l'enquête culturelle franco-ontarienne (le Rapport St-Denis) et fut vice-présidente du Conseil consultatif sur le multiculturalisme en Ontario.

M. Arthur Gelber, président du Conseil

des Arts de l'Ontario, soulignait que Mme Sabourin possède une expérience et une vaste connaissance de la communauté franco-ontarienne. Par conséquent, dit-il: "Celle-ci contribuera sûrement au développement de politiques et de programmes nouveaux favorisant ainsi l'épanouissement des arts et de la culture dans les régions francophones de la province".

...justice pour tous!

Vous êtes âgé de 65 ans, vous habitez l'Ontario depuis les dix dernières années mais vous êtes citoyen canadien de naissance. Vous recevez une pension complète de Sécurité de vieillesse (\$182.42) et le supplément du revenu garanti (\$149.76) alloués par le gouvernement fédéral. Étant donné que vous n'avez pas de revenu privé, vos revenus s'élèvent à \$332.18 par mois. Vous avez donc droit au Régime de revenu annuel garanti de l'Ontario, qui dans ce cas, vous octroiera le maximum: soit \$38.88 par mois.

C'est en 1974 que le gouvernement ontarien décidait de créer le programme GAINS. Celui-ci avait pour but d'assurer aux citoyens ontariens âgés de 65 ans et plus un revenu annuel garanti. Pour l'année 1979, ce revenu est fixé à \$371.06 par mois. Par conséquent, tout pensionné ontarien répondant aux conditions d'éligibilité du programme reçoit automatiquement chaque mois la différence entre ses revenus mensuels et le montant garanti par la Province. Ainsi, si un pensionné touche un revenu privé provenant de placements d'environ \$17.00 par mois, GAINS ne lui remettra que la somme de \$21.80 par mois.

Évidemment, les cas des pensionnés sont variés et tous n'obtiennent pas le montant maximum. C'est pourquoi le ministère du Revenu a publié un guide contenant plusieurs renseignements sur les conditions au Régime, les montants alloués par GAINS à un pensionné ou à un couple ne recevant pas une pension complète de Sécurité de vieillesse et d'autres informations ayant trait au droit d'appel et de tutelle.

On peut se procurer le guide intitulé "Régime de revenu annuel garanti de l'Ontario" en écrivant au ministère du Revenu, Direction du revenu garanti et du dégrèvement fiscal, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 2B3.

Si après avoir consulté le guide, un pensionné désire communiquer avec un représentant du ministère du Revenu, il pourra le faire en téléphonant sans frais aux numéros suivants: Toronto (416) 965-8470, zone d'appel (807) zénith 8-2000, autres codes régionaux; 1-800-208-7121.

*Voir liste des publications

...de la collaboration

Voilà en quelque sorte la nouvelle approche que prônait le ministre de l'Industrie et du Tourisme, M. Larry Grossman, le mois dernier dans un discours qu'il prononçait devant le Club Rotary d'Oshawa.

Lors de cette rencontre, le ministre soulignait qu'il était temps que les entreprises canadiennes forment un consensus économique. "En effet", disait-il "il est triste de constater que les gouvernements provinciaux n'ont pu établir, au cours des dernières années, aucune tradition réelle en ce qui a trait à la coopération économique. Chaque province a développé ses propres stratégies et les a poursuivies sans, malheureusement, se soucier de vérifier si celles-ci étaient développées ailleurs". "Pourtant", ajoutait le ministre, "un certain esprit patriotique et un certain zèle partisan ont été définis, mais dans des termes régionaux plutôt que dans des termes nationaux. Toutefois, les États-Unis, avec leur politique "les Américains d'abord", ont réussi à exprimer un patriotisme sur une base nationale. Et tout récemment, les nations européennes ont reconnu que, si ces dernières veulent être en mesure d'être compétitives par rapport aux marchés étrangers, elles devront coopérer à l'intérieur d'un Marché commun. Aussi, si la Communauté économique européenne peut regrouper neuf nations où la langue, la culture, l'histoire et les aspirations sont différentes et par conséquent former un tout économique pourquoi nous Canadiens, ne pourrions-nous pas en faire autant avec nos dix provinces puisque nous partageons un héritage, une culture et des institutions gouvernementales communes?"

Ainsi donc, afin d'initier ce nouveau consensus économique, le ministre indiquait que la Province a l'intention d'entreprendre, au cours des prochains mois, quelques initiatives dans ce domaine. Par conséquent, leur objectif sera de permettre à certains produits fabriqués par d'autres entreprises domestiques (entreprises non ontariennes) de circuler plus librement sur le marché ontarien et également d'avoir même certains privilèges. Comme le mentionnait M. Grossman, certains types d'activités économiques seront dorénavant situées à d'autres endroits au Canada et même à l'étranger. À long terme, le ministre croit que la Province bénéficiera de la concentration d'un certain nombre d'industries en Ontario.

Il reconnaît cependant que le processus économique ne sera sûrement pas facile à réaliser. Il sera certainement impopulaire dans certaines régions de la province, mais le gouvernement croit que la coopération "entre frontières" bénéficiera à toutes les provinces canadiennes.

De façon à montrer un certain leadership, le ministre informait les auditeurs que son ministère avait déjà lancé le programme "Acheteons canadien". Comme ce dernier le mentionnait, l'emphasis a été mise sur les produits canadiens et non seulement sur les produits ontariens. De plus, le ministre a invité quelque 150 compagnies opérant à l'extérieur de l'Ontario à participer les 5 et 6 mars prochain à un colloque qui se tiendra à Thunder Bay. Le but de celui-ci est de faire connaître les besoins des dix plus grandes industries ontariennes de pâte et papier. Ces dernières ont des projets de développement qui s'élèveront à plus de \$1.5 million au cours des prochaines années.

Le ministre terminait sa rencontre en disant que l'Ontario est prête à acheter des produits canadiens même si elle doit payer plus cher pour ceux-ci, et incite les autres provinces à faire de même afin de rehausser l'économie canadienne.

...étudier la technologie agricole en français

C'est ce que décidera le Comité directeur formé récemment par le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, M. Lorne C. Henderson.

En effet, de façon à examiner à fond tous les besoins des Franco-ontariens dans les domaines de l'éducation agricole, le ministre demandait à plusieurs spécialistes de son ministère, et à certains membres du Conseil des affaires franco-ontariennes, ainsi que de l'Association des cultivateurs franco-ontariens, de se réunir afin de diriger une enquête sur la nécessité et la faisabilité de la création d'un collège de technologie agricole à l'intention des étudiants franco-ontariens.

Les représentants de l'Agriculture et de l'Alimentation, et également le président du comité seront messieurs Marcel Paulhus, coordonnateur régional du ministère et spécialiste en gestion agricole à Winchester, M. Robert Taggart de la Direction des services vétérinaires, M. John Butler, directeur du collège de technologie agricole de New Liskeard et M. Galen Driver, directeur de la Direction des sols et récoltes.

À leur tour, les représentants du Conseil des Affaires franco-ontariennes et de l'Union des cultivateurs franco-ontariens seront messieurs Omer Deslauriers, George Amyot, Jean Poirier et Rosaire Dupont.

...un métal précieux!

L'Ontario possède plusieurs mines où chaque année, on retire de nombreux métaux qui servent à la fabrication de produits variés. Au mois de juillet 1979, le ministre des Richesses naturelles, M. James A.C. Auld, présentait la première étude effectuée sur un métal très connu et utilisé pour la fabrication, la guérison et même la préservation. Il s'agit évidemment du platine, ce métal précieux aux qualités incalculables. Comme le titre de cet article le suggère, le platine est recherché par plusieurs pays, et cela, à cause de ses incroyables possibilités.

En effet, il sert à la fabrication de bijoux, de fibre de verre, de rayonne, d'aimant puissant pour la fabrication d'yeux ou de dents artificielles, de moteurs d'avions, de vitres de télévision et, bien sûr, d'électricité. De plus, il est très populaire en chirurgie et, combiné à certaines drogues, aide à la guérison du cancer. On l'administre à l'occasion comme calmant ou analgésique, et on l'emploie pour préserver la nourriture ou encore produire des orchidées!

À l'heure actuelle, la province de l'Ontario se classe au troisième rang parmi les producteurs mondiaux de platine. Le montant total des ventes s'élève à environ \$60 millions par année.

L'étude intitulée "Platinum Groups Metals - Ontario and the World", souligne les pour et les contre de l'implantation d'une usine de raffinement du platine et du recyclage des métaux de platine provenant des systèmes d'échappement et de certains métaux hors d'usage. Selon cette étude, il semblerait qu'éventuellement, il serait désirable, et même profitable, de construire une usine de raffinement du platine en Ontario.

Pour obtenir de plus amples détails sur ce métal, il suffit de se procurer l'étude à la Librairie du Gouvernement. Son coût est de \$25.00 et on peut payer par chèque ou mandat-poste fait au nom du Trésorier de l'Ontario. Il est également possible de se la procurer en écrivant à la Section des Services publiques, ministère des Richesses naturelles, 99 ouest, rue Wellesley, Toronto, Ontario.

...un comité consultatif spécial!

Depuis le 31 janvier 1980, le ministère du Procureur général a formé son second Comité consultatif spécial sur les services en langue française. On se souvient que le premier comité consultatif créé à l'automne de 1977 avait comme responsabilité première d'étudier les problèmes tels que ceux du choix des jurés pour les procès en langue française.

Tout en continuant d'effectuer cette tâche, le nouveau comité conseillera le ministère

sur les mesures devant être prises pour étendre les services en français devant les tribunaux de l'Ontario. Comme le mentionnait le ministre McMurtry lors de l'annonce qu'il faisait le 31 janvier 1980: "ce nouveau Comité jouera un rôle important vu l'accent qu'il mettra sur l'application pratique de ces services".

Le Procureur adjoint de l'Ontario, M. Allan Read, présidera le Comité tandis que le rôle de secrétaire sera exercé par le coordonnateur des services en langue française du ministère, M. Étienne St-Aubin. Quant aux autres membres qui formeront le Comité, on peut mentionner les noms des candidats provenant de la région de Toronto. Ce sont messieurs Pierre Genest, membre du Conseil directeur du Barreau du Haut-Canada; William Graham, co-procureur auprès de la Commission d'enquête sur le bilinguisme dans les communications aériennes au Québec, David G. Humphrey et Mark M. Orkin. Provenant des régions autres que Toronto, on remarque les noms de messieurs Jean-Jacques Fleury de Welland et ex-vice-président de l'Association canadienne-française de l'Ontario, Pierre M. Guindon, de Cornwall et procureur de la Couronne adjoint, Ryan Paquette d'Hamilton et ex-président de l'Association française de l'Ontario, Richard Pharand de Sudbury et Gilles Racicot de Timmins.

...tout en voyageant

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation offre aux jeunes travailleurs agricoles et aux étudiants désireux d'entreprendre une carrière en agriculture ou en horticulture, la possibilité de séjourner à l'étranger dès le printemps de 1980.

En effet, tout en travaillant sur une ferme étrangère, l'étudiant ou le jeune travailleur aura l'occasion de se familiariser avec les moyens techniques agricoles du pays où il séjournera et de vivre dans une culture tout à fait différente.

Depuis déjà vingt-deux ans, les fermiers ontariens accueillent de jeunes Japonais désireux de se familiariser avec nos moyens de techniques agricoles. Des arrangements similaires existent avec le Royaume-Uni depuis 1969 et le Danemark depuis 1973. Jusqu'à maintenant, le programme d'échange de jeunes travailleurs agricoles n'accueillait que les jeunes travailleurs étrangers. "Mais voilà", disait Mme Cay Johnson du centre de la main-d'œuvre du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation: "nous aimerions cette année placer à l'étranger un jeune ontarien pour chaque jeune étranger que l'on recevra chez nous". Et le programme qui débutera dès le printemps de 1980 offrira à environ 55 jeunes ontariens un séjour d'une durée de quatre mois à un an dans les pays déjà mentionnés.

Pour être admissible, il suffit d'avoir travaillé pendant au moins deux ans en agriculture ou en horticulture, d'être âgés de 18 ans et de moins de 29 ans, et si l'on est étudiant, d'avoir l'intention de poursuivre une carrière dans ces deux domaines. N.B. Il est possible que l'on exige une année d'étude dans ces deux spécialisations.

Les candidats choisis devront défrayer le coût de leur billet d'avion et avoir suffisamment d'argent afin de voir à leurs dépenses personnelles jusqu'à ce qu'ils reçoivent leur premier chèque. Bien que n'étant pas tellement élevés, les salaires sont adéquats et permettront aux candidats de vivre convenablement.

Tous les étudiants, jeunes travailleurs ou fermiers intéressés à participer au programme pourront communiquer avec Mme Cay Johnson, Services de la main-d'œuvre du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Édifice de la Législature, Toronto, Ontario M7A 1B1.

...à l'Environnement!

En 1978, le gouvernement ontarien demandait aux ministères de la Santé, des Affaires culturelles et des Loisirs, des Services sociaux et communautaires, ainsi qu'au ministère de la Consommation et du Commerce, d'embaucher un coordonnateur des services en langue française qui veillerait à l'application et à l'explication de la politique du gouvernement en ce qui a trait aux services en langue française.

À son tour, en 1979, le ministère de l'Environnement décidait de son plein gré d'engager un coordonnateur qui aurait comme rôle principal d'expliquer au personnel la politique du gouvernement, d'aviser le ministère sur les genres de services qu'il devrait offrir à la population francophone et de participer au développement de ces services.

Coup d'œil a rencontré Mme Gail MacNaughton, Coordonnatrice des services en langue française au ministère de l'Environnement. Celle-ci nous a parlé du fonctionnement de son ministère, des services qu'il offre à la population francophone et du travail qu'elle a réussi à accomplir depuis son entrée en fonction qui date du mois d'août 1979.

Q. Mme MacNaughton, votre ministère existe depuis 1972. Avant la venue d'Environnement Ontario, qui s'occupait des problèmes de l'environnement?

R. Avant 1972, le gouvernement ontarien avait institué une Commission qui était responsable de la gestion des eaux en Ontario. Cette Commission fut donc créée en 1956. En 1970, l'Ontario décide de mettre sur pied un département de l'environnement qui avait comme mandat de s'occuper de la qualité de l'air, du programme de gestion des déchets et des

règlements sur les pesticides. Réalisant que ces deux organismes fonctionneraient mieux sous un même toit, le gouvernement ontarien les fusionnait pour former le ministère de l'Environnement.

Q. Et comment fonctionne votre ministère?

R. Avant de vous expliquer comment fonctionne mon ministère, je crois qu'il serait important de vous mentionner que son mandat est pratiquement le même que celui que remplissait la Commission et le département de l'Environnement. En effet, le ministère de l'Environnement a le mandat principal de s'occuper de la protection, de la mise en valeur et de la restauration de l'environnement. Et de façon à bien remplir celui-ci, il se doit d'être décentralisé puis-



Mme Gail MacNaughton, Coordonnatrice des services en langue française au ministère de l'Environnement.

qu'il doit offrir ses conseils et sa protection à toute la population de la province. Aussi, le ministère se subdivise en six bureaux régionaux et vingt-trois bureaux de district. Les six bureaux régionaux de Kingston, Toronto, Stoney Creek, London, Sudbury et Thunder Bay sont responsables de la mise en application des politiques du ministère. Certains d'entre eux sont munis de laboratoires où des analyses sur l'air et sur l'eau peuvent être effectuées. Ces bureaux régionaux et les bureaux de districts servent de lien immédiat entre la population de la province et notre ministère. C'est auprès de ceux-ci que le public peut obtenir des renseignements ayant trait, par exemple, à la qualité de l'air ou encore à n'importe quel problème de l'environnement.

Tout en étant le lien entre la population et le ministère, le personnel régional est responsable de mener nos programmes d'intervention visant à contrer les agressions

engendrées par la pollution, telles que les impuretés de l'air, la pollution des eaux, les émissions de produits nocifs et le rejet des effluents et des polluants. Le personnel examine également les plaintes du public concernant la dégradation du milieu, les industries polluantes, les sources de bruit et les rejets accidentels.

Q. Vous êtes à l'emploi du ministère depuis le mois d'août 1979. Pouvez-vous nous dire quelles ont été vos priorités?

R. J'ai cru qu'il était important de visiter les directeurs et le personnel des bureaux régionaux et de district pour leur expliquer la politique du gouvernement, et également, pour avoir un aperçu des services français qui étaient offerts et demandés par la population. Par exemple, je cherchais à savoir si on pouvait offrir des services au comptoir en français, répondre aux appels téléphoniques, ou encore à la correspondance reçue par la population francophone. De plus, je désirais connaître ce que nous offrions comme documentation française pour expliquer nos programmes. Ces visites m'ont permis d'évaluer la qualité de nos services et les inventaires que je suis à préparer m'aideront à formuler la politique des services en langue française qu'adoptera notre ministère.

Q. Serait-il possible de nous donner un aperçu de la documentation française ou encore des services qu'un francophone peut obtenir?

**Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française**

**Conseillère en communications
Francine Robitaille**

**Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704**

R. Le ministère offre plusieurs publications bilingues et françaises sur les programmes qu'il parraine. Mentionnons, entre autres, "*Le guide pour la consommation du poisson-gibier de l'Ontario 1979*". Ce guide a été réalisé en collaboration avec le ministère des Richesses naturelles afin de connaître le taux de contamination du poisson et d'aviser les pêcheurs sur les types et la quantité de poisson qu'ils peuvent absorber. Étant donné que l'un des objectifs du ministère est de protéger l'environnement, de nombreuses publications désirent sensibiliser les citoyens et leur rappeler leurs responsabilités. Les dépliants intitulés: "*L'air qui va s'en occuper? Nous!*", "*L'eau: qui va s'en occuper? Nous!*" sont rédigés afin d'indiquer aux citoyens qu'ils ont eux aussi un rôle à jouer dans la protection de notre environnement. Bien sûr, ces titres ne donnent qu'un bref aperçu de ce qui est disponible. J'aimerais ajouter que récemment nous organisons des expositions bilingues afin d'expliquer les programmes et certains règlements de notre

ministère. Tout prochainement, le ministère de l'Environnement tiendra, au salon nautique de Montréal, un kiosque expliquant aux citoyens de la province de Québec, et tout particulièrement aux plaisanciers naviguant sur nos lacs et rivières, les règlements ontariens sur la navigation et les ports de plaisance. D'autres expositions bilingues auront lieu au cours de l'été prochain à Ottawa, Sault Ste-Marie et Thunder Bay. Voilà donc un bref aperçu du genre de documentation et de services bilingues que peuvent obtenir les citoyens francophones de la province.

Q. Avant de terminer cette entrevue, il serait intéressant de connaître votre opinion sur la qualité des services français offerts par votre ministère?

R. Je crois que mon ministère offre déjà une base intéressante avec laquelle il m'est possible de travailler. Comme je vous l'ai mentionné, nous avons de la documentation bilingue, du personnel bilingue et le désir d'améliorer les services déjà offerts.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Richesses naturelles

**Platinum Groups Metals Ontario, \$25.00*

On peut se procurer la brochure ci-haut mentionnée à l'adresse suivante:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5^e étage
TORONTO, Ontario
M7A 1N8

Ministère de la Santé

**Votre cœur, ce qui le fait battre*

Ministère du Revenu

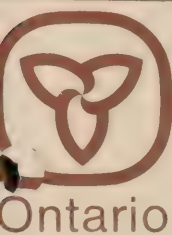
**Régime de revenu annuel garanti de l'Ontario*

On peut se procurer ces publications en s'adressant aux organismes concernés.

**Sujets traités dans Coup d'œil*

De: Bureau du Coordonnateur des
services en langue française
Edifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8

A:



Ontario

COUP D'OEIL

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

02200
ZA 60
-C 55

Avril 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...le 11 mars 1980!

Le discours du Trône traditionnel prononcé le 11 mars 1980 par le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, Mme Pauline McGibbon a marqué l'ouverture officielle de la nouvelle session parlementaire de la législature ontarienne.

Au cours de cette prochaine session, le gouvernement ontarien à l'intention d'accorder une très grande priorité aux problèmes relevant du domaine de l'énergie.

Aussi, au cours des années 80, il "verra à déduire la dépendance de la Province envers le pétrole brut et de manière à renforcer la sécurité de l'Ontario en matière d'approvisionnement énergétique, le gouvernement prendra plusieurs initiatives afin de trouver de nouvelles sources d'énergie. Le discours du Trône mentionne entre autres les projets suivants: "l'énergie tirée des déchets, la production combinée de chaleur et d'électricité, l'amélioration des huiles lourdes et le développement maximal de notre puissance nucléaire à des fins industrielles." Afin d'améliorer la situation économique ontarienne, le gouvernement créera une Société ontarienne des exportations qui aura comme objectif principal de trouver des solutions aux problèmes de l'industrie automobile ainsi que de la petite et moyenne entreprise. Et, parce que la hausse du taux d'intérêt pratiqué par le gouvernement fédéral aura des retombées négatives sur l'économie ontarienne et canadienne, "le gouvernement s'engage à insister auprès du gouvernement fédéral pour qu'il revoie sa position sur ce sujet."

En ce qui a trait aux services en langue française, le discours du Trône annonce la création d'une école de technologie agricole de langue française à Alfred. Il réaffirme les engagements pris par le ministère du Procureur général qui désignera des tribunaux des petites créances ou les

procès se dérouleront dans les deux langues et également sur les services en français devant les tribunaux pour causes criminelles, questions criminelles, questions familiales et contraventions.

Tant qu'à la question de l'unité nationale, le gouvernement déclare que les "promesses de la prochaine décennie ne devront pas être gâchées par des frictions interprovinciales ou fédérales-provinciales"... et par conséquent, rejette "les solutions extrêmes comme celles que renferme le projet de souveraineté-association."

D'autres points ont également été couverts. Mentionnons entre autres, l'amélioration de la sécurité financière des personnes âgées, l'amélioration dans le Nord de l'Ontario des programmes médicaux et paramédicaux, des services routiers et aériens, l'augmentation des services de TV Ontario en anglais et en français et la mise sur pied d'un programme de promotion touristique pour les parcs nationaux.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les mesures que prendra le gouvernement ontarien au cours des prochains mois afin de stimuler l'économie ontarienne et de répondre aux besoins de sa population, on pourra se procurer une copie du discours du Trône de la Législature de la Province de l'Ontario, en écrivant au Bureau du premier ministre, Edifice de la Législature, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 1A2.

* Voir liste des publications

...au sujet des municipalités

Le ministère des Affaires intergouvernementales organisait dernièrement deux séminaires à Hawkesbury et à Sudbury pour y rencontrer les dirigeants municipaux et discuter de l'aide financière offerte par le gouvernement provincial aux muni-

cipalités désireuses d'offrir des services en langue française. Le programme, en vigueur depuis quelques années déjà n'a pas été utilisé par un grand nombre de municipalités peut-être parce qu'il ne répond pas de façon adéquate à leurs besoins ou peut-être encore parce que celle-ci en ignore l'existence.

Le but de ces journées d'étude était donc de faire connaître le programme et d'étudier la possibilité de l'améliorer afin de le rendre plus utile et plus intéressant pour les municipalités.

Lors de ces rencontres, le président du Conseil des Affaires franco-ontariennes ainsi que le Coordonnateur provincial des services en langue française étaient présents de même que plusieurs coordonnateurs ministériels. Ils en ont profité pour faire connaître les services et programmes offerts aux Francophones de la province.

Les fonctionnaires ont recueilli suffisamment de renseignements pour leur permettre d'élaborer un nouveau programme et on ne prévoit pas pour le moment d'autre séminaire de ce genre. Cependant, si les dirigeants d'autres municipalités désiraient rencontrer le groupe, on organiserait une rencontre à cet effet. Il suffit d'en exprimer le désir à M. Ted Gomme en signalant (416) 965-3514.

...une bourse bien méritée!

Le père Charles John Principe recevait récemment au cours d'un dîner tenu en son honneur au collège St-Michael à Toronto, le certificat du prix Sainte-Marie. Ce prix remis sous forme de bourse s'élevant à \$1 649 rappelle l'année de la destruction du site historique Sainte-Marie-au-pays des Hurons.

De façon à rendre hommage aux canadiens aidant à mieux faire comprendre et éga-

lement à mieux apprécier les origines de l'Ontario, le ministère des Affaires culturelles et des Loisirs instaurait en 1971 le prix Sainte-Marie. Comme le mentionnait le ministre M. Reuben Baetz, l'existence du site a été très courte. En effet, le site Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons établi en 1639 fût détruit en 1649. Toutefois, cette brève période a suffi pour que l'établissement des Jésuites s'inscrive dans l'histoire de l'Ontario comme la pierre angulaire de la tradition française dans la province.

L'ouvrage présenté par le professeur Principe et intitulé "Les Portraits du sauvage dans les Relations de la Nouvelle-France écrites par le père Paul le Jeune, de 1632 à 1642", relate les observations de ce jeune jésuite sur les nations indiennes réfugiées sur le site de Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons, car de dire l'auteur "Cette mission était plus qu'un lieu d'habitation pour les premiers colons puisqu'elle servait aussi de refuge à des Indiens de plusieurs nations". Depuis l'instauration de ce prix en 1971, le père Charles John Principe est le sixième récipiendaire du prix Sainte-Marie. Les récipiendaires précédents ont été messieurs Conrad Heidenreich de Toronto, François Gagnon de Montréal, Cornelius Jaenen d'Ottawa, Peter Moogk de Vancouver et John Reid de Sackville (Nouveau-Brunswick).

Le jury chargé d'étudier les textes mis en lice a choisi à l'unanimité l'ouvrage du père Principe en raison de l'envergure de sa recherche, de la bibliographie exhaustive et de la qualité de son style.

...enfin du travail

De façon à faciliter et à encourager l'embauche de canadiens dans les milieux artistiques de la province, les ministres du Revenu et des Affaires culturelles et des Loisirs, messieurs Lorne Maeck et Reuben C. Baetz annonçaient conjointement le mois dernier l'abolition de la taxe de vente provinciale de 10% sur les billets d'admission aux pièces théâtrales et musicales.

"En effet", disaient les ministres du Revenu et des Affaires culturelles et des Loisirs, "à venir jusqu'à maintenant, les représentations montées et présentées par des groupes à but non lucratif étaient exemptées de la taxe de vente. Cette

exemption sera maintenant accordée à toute organisation parrainant des représentations commerciales en direct où des artistes canadiens tiendront un rôle".

M. Maeck ajoutait que les ministères du Revenu et des Affaires culturelles et des Loisirs avaient longuement étudié la question de l'abolition de la taxe de vente provinciale de 10% sur les billets d'admission aux pièces théâtrales et musicales et qu'il croit fortement que cette étape encouragera l'emploi de canadiens dans le milieu artistique et bénéficiera considérablement à la communauté théâtrale canadienne.

L'abolition de la taxe de vente provinciale de 10% sur les billets d'admission aux pièces théâtrales et musicales est une autre des nombreuses initiatives prises par le gouvernement ontarien pour encourager et stimuler l'embauche dans les milieux artistiques. Mentionnons entre autres le programme Wintario, le "Arts Challenge Fund" ainsi que le programme Half Back qui permettait d'obtenir un remboursement sur tout achat de disque ou encore sur le prix d'entrée aux films canadiens.

De nombreuses pièces sont présentées à travers la province et à Toronto même. Cette réduction de 60 sous et même un dollar saura certainement attirer et plaire à plusieurs amateurs de théâtre!

...à l'Education

le ministre de l'Education, Mme Bette Stephenson annonçait récemment la nomination de M. Berchmans Kipp, directeur de l'Education des écoles séparées romaines catholiques de la région d'Ottawa au poste de sous-ministre adjoint pour le ministère de l'Education.

M. Kipp remplace M. Gérard Raymond qui a été promu au poste de Secrétaire provincial au développement des Ressources.

M. Berchmans Kipp occupe ses nouvelles fonctions depuis le 1er avril 1980.

...le temps des rénovations

Avec l'arrivée du printemps, plusieurs municipalités s'adonneront au cours des prochains mois à la rénovation ou la cons-

truction d'égouts, de trottoirs, de parcs municipaux ou encore d'installations récréatives.

En 1980, 30 municipalités ontariennes profiteront de subventions accordées en vertu du programme des contributions pour les services aux collectivités. Ce programme remplace le financement fédéral autrefois accordé par les programmes de subventions aux municipalités, d'amélioration de quartier, d'épuration des eaux d'égout administrés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement. Selon les modalités établies, la moitié des subventions octroyées aux municipalités soumettant des projets d'amélioration de quartier est fournie par le gouvernement fédéral et l'autre moitié est répartie également entre le gouvernement provincial et les municipalités participantes. Puisque plus de 34 millions de dollars ont été accordés cette année, la répartition des allocations est de \$22,670,000 pour le fédéral et de \$11,335,000 pour le gouvernement provincial. Les municipalités profitant du programme verseront la somme totale de \$11,335,000 soit le même montant que celui fourni par la province.

Parmi les municipalités qui recevront ou qui ont déjà reçu une aide financière, mentionnons les villes d'Ottawa, Windsor, Toronto, East York, Amherstburg, Tecumseh et Leamington. Les sommes allouées sont de \$1,500,000, \$1,050,000, \$2,625,000, \$1,350,000, \$675,000, \$2,289,750 et \$450,000.

Les municipalités désireuses d'obtenir de plus amples renseignements sur le programme ou sur les conditions d'admissibilité peuvent communiquer avec M. R. Nykor, Direction des communications, Ministère du Logement, 2e étage, 56 rue Wellesley ouest, Toronto, (Ontario), M7A 2K4, tél.:(416)965-9780.

...Artspérience 80!

Ce sera bientôt le temps de planifier vos vacances individuelles ou de familles. Cette année, le collège Canadore de North Bay offre à nouveau aux francophones de la province l'occasion de séjourner pendant une fin de semaine ou cinq jours au collège et de suivre des ateliers de musique, de cuisine, d'art dramatique ou encore de sculpture sur bois.

C'est à compter du 7 juillet que débutera la première session d'ateliers. En effet, du 7 au 11 juillet 1980, les amateurs de dessin, de marionnettes, de peinture, de sculpture, de céramique et de tissage pourront s'adonner à leurs activités favorites. Lors de la fin de semaine du 11 au 12 juillet, M. Jean-Pierre Boivin offrira un atelier qui portera sur la sculpture de bois.

A son tour, la deuxième session ouvrira ses portes dès le 14 juillet et la cuisine française, la guitare classique et l'art dramatique seront à l'honneur. Cette deuxième session se terminera le 18 juillet pour offrir durant le fin de semaine des ateliers d'art dramatique et de cuisine française. Ceux-ci seront animés par messieurs Pascal Desgranges et Pierre Rondeau.

La troisième session sera consacrée à des ateliers de batik, de création littéraire, de peinture, de photographie et de vitrail. Celle-ci se déroulera du 21 au 25 juillet inclusivement.

Les participants seront logés sur le campus du collège et des appartements ou des chambres seront mis à leur disposition. Les repas seront pris à la cafétéria du collège. Pour être admissibles aux ateliers, les enfants doivent être âgés de seize ans. Les familles dont les enfants sont trop jeunes pour participer aux ateliers pourront profiter pleinement de leur séjour étant donné que des programmes spéciaux ont été mis sur pied pour les occuper. Outre les ateliers les participants à "Artspérience 80" pourront prendre part à des pique-niques, des danses, des spectacles, des visites ou encore assister à des représentations cinématographiques ou s'adonner à leur sport favori.

Pour s'inscrire à l'un des ateliers ci-haut mentionnés ou encore pour obtenir de plus amples renseignements sur "Artspérience 80", il suffit d'écrire au collège Canadore, Artspérience, boîte postale 5001, North Bay, Ontario, P1B 8K9 (tél.:705) 476-2111 (local 37).

...un rapport "public"!

Voilà comment le Coordonnateur provincial des services en langue française, M. Don Stevenson présente le rapport annuel publié par son bureau pour l'année 79.

"En effet", souligne M. Stevenson: "depuis

1979, date de la création du poste de coordonnateur provincial des services en langue française, le coordonnateur soumet périodiquement des rapports au Conseil des ministres. Or, c'est la première fois que le contenu d'un tel rapport est présenté au public". Et ce dernier ajoute: "j'en profite donc pour inclure des renseignements additionnels sur le politique du gouvernement en matière de services en langue française, sur le rôle du coordonnateur et des autres responsables chargés d'administrer cette politique ainsi que sur le développement des services en langue française depuis 1970".

Le rapport est publié en français et en anglais. Il contient une lettre ouverte signée par le ministre responsable des services en langue française, M. René Brunelle. Outre la lettre de présentation de M. Stevenson, des informations sont données sur l'histoire des services en langue française, sur le Bureau du Coordonnateur ainsi que sur les réalisations ministérielles en ce qui a trait aux services en langue française pour l'année 78-79".

On peut se procurer une copie du rapport annuel en écrivant au:

Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6ème étage,
Queen's Park
Toronto, Ontario
M7A 1B8

...un bureau de traduction juridique pour l'Ontario

Le 30 mai 1978, le Cabinet ontarien acceptait une soumission qui leur était présentée par le ministère du Procureur général. Cette soumission demandait au Conseil des ministres d'accorder un budget qui permettrait à l'Assemblée législative de mettre sur pied un Bureau de traduction juridique. Celui-ci aurait comme responsabilité première la traduction des lois ontariennes.

Coup d'Oeil a rencontré Mme Thérèse Dorais administrateur du Bureau de traduction juridique. Celle-ci nous a donné un aperçu du fonctionnement du Bureau ainsi qu'une brève description des tâches qu'elle aura à accomplir au cours des prochains mois.

Q. Mme Dorais depuis quand le Bureau de traduction juridique existe-t-il et de qui relève-t-il?

R. Le Bureau de traduction juridique a été formé au mois de novembre 1978. Me Philippe Maltais le directeur, est entré en fonctions au début de l'année 79 et quatre traducteurs dont deux licenciés en droit et deux spécialistes linguistique sont venus s'y joindre au cours de la même année. Etant considéré comme un service qu'offre l'Assemblée législative, le Bureau de traduction juridique relève directement de cette dernière. L'avocat-conseil, Me Arthur Stone est le gardien des lois de l'Ontario et celui-ci travaille conjointement avec le ministère du Procureur général.



Mme Thérèse Dorais administrateur au Bureau de Traduction juridique de l'Ontario.

Q. On sait qu'il y a environ 150 lois à traduire. C'est un travail énorme. Comment procédez-vous pour établir des priorités?

R. Jusqu'à présent, une vingtaine de lois ont été traduites. Aussi, la sélection des lois a été faite par l'Assemblée législative et la priorité a été accordée aux lois qui reflètent le droit des individus et offrent des droits de recours tels que:

- les droits des aveugles
- l'indemnisation des victimes
- d'actes criminels
- les caisses populaires et les coopératives de crédit
- l'indemnisation du bien-être social
- la réforme du droit familial
- l'assistance sociale générale
- le don des tissus
- la santé et la sécurité au travail

J'aimerais ajouter que d'autres lois seront disponibles d'ici la fin avril ou le début de mai. En effet, le public pourra se procurer les lois ayant trait au changement de nom, aux infractions provinciales, au régime des nouveaux logements et aux régies locales des services publics. Comme vous pouvez le constater, l'Assemblée législative accorde la préférence aux lois touchant et servant le plus grand nombre d'individus de la communauté franco-ontarienne.

Q. La traduction d'une loi est-elle un processus complexe?

R. Oui, la traduction d'une loi est extrêmement complexe. Il est important que le texte français demeure fidèle au texte anglais. Toutefois, ce qui est encore plus important, c'est que ce texte ne ressemble pas à une traduction sinon le lecteur devra toujours se référer au texte anglais pour en comprendre le sens. Aussi, le rôle premier de notre directeur, Me Philippe Maltais est de réviser les lois traduites afin d'en assurer l'exactitude et la qualité linguistique.

Q. Mme Dorais, vous êtes à l'emploi du Bureau de traduction juridique comme administrateur déjà depuis quelques semaines. Quelles sont les tâches que vous serez appelée à exécuter aux cours des prochains mois?

R. Mon travail à titre d'administrateur consistera à établir des méthodes de gestion de façon à obtenir un meilleur rendement de nos effectifs. Ainsi donc, je serai responsable du personnel de traduction, du personnel de soutien, de l'impression des lois en français, de leur date de parution et de la compilation d'un lexique de termes juridiques qui servira d'outil de base aux traducteurs de notre bureau. Outre ces fonctions, je souhaite faire l'échange de renseignements et de méthodes de travail

avec d'autres bureaux de traduction des lois en français au Québec, au Nouveau-Brunswick, et peut-être même au Manitoba.

Je compte également mettre sur pied un service de renseignements appropriés en ce qui a trait aux lois disponibles en langue française et d'établir des liens avec toute autre agence dans le but de promouvoir des méthodes nouvelles de traduction juridique en français.

Q. Vous venez tout juste de mentionner que vous désirez mettre sur pied un service de renseignements sur les lois disponibles en français. Où peut-on se les procurer présentement?

R. Les lois qui sont traduites peuvent être obtenues de la librairie du gouvernement. On peut écrire ou se rendre au Centre des publications du gouvernement ontarien, 880, rue Bay, Toronto, Ontario M7A 1N3. Le coût de ces lois varie entre 0.15 et \$1.50.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère de l'Éducation

Après la 8^{ème}

Ministère des Affaires culturelles et Loisirs

Le parachutisme sportif

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées à l'adresse suivante:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5^e étage
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Bureau du Premier Ministre

*Discours du Trône prononcé par l'honorable Pauline M. McGibbon, Lieutenant-Gouverneur de la Province de l'Ontario à l'ouverture de la Quatrième Session de la Trente et unième Législature de la Province de l'Ontario, le 11 mars 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

*Rapport annuel (1979)

On peut se procurer ces publications en s'adressant aux organismes concernés.

*sujets traités dans Coup d'oeil



Énergie
Ontario

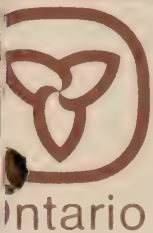
Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur des
services en langue française
Edifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8

A:



COUP D'OEIL

Ontario

DEPARTMENT OF LIBRARY MATERIAL

Gouvernement
Publications

CH 29
= 2/60
- 0/55

mai 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...budget ontarien- 1980

Ce sont les retraités, les agriculteurs, les petites entreprises et les futurs investisseurs qui ont fait l'objet d'une attention spéciale dans le budget dévoilé par le trésorier de l'Ontario, M. Frank Miller pour l'année 1980-1981.

En effet, de façon à alléger le fardeau des retraités, la province leur allouera une aide financière qui pourra dans certains cas s'élever à \$500.00 par année. De plus, le crédit de taxe sur les ventes actuellement offert aux personnes âgées sera remplacé par une subvention directe annuelle de \$50.00 qui commencera à être versée cette année.

À leur tour, les petites entreprises auront droit à un crédit sur l'investissement ainsi qu'à une réduction d'impôt sur le capital. Le crédit maximum au cours d'une année pour une petite entreprise sera de \$3 000. Quant au capital imposable, les corporations dont les revenus se situent entre \$100 000 et moins continueront de payer un impôt uniforme de \$50.00. On estime que le coût de ces mesures s'élèvera à \$20 millions en 1980-1981.

De manière à encourager l'exploitation minière, le trésorier de l'Ontario annonçait la création d'un nouveau programme visant à encourager les activités d'exploitation minière dans la province. Par conséquent, les investisseurs individuels seront admissibles à des subventions égales à 25 pour cent de leurs investissements dans des projets approuvés d'exploration minière en Ontario. Certaines corporations et certains prospecteurs seront également admissibles à des subventions directes ou à des crédits d'impôt couvrant 25 pour cent des frais d'exploitation.

Afin d'inciter la population à économi-

ser l'énergie, des mesures de conservation ont été proposées. Il en résultera une abolition de la taxe de vente sur les matériaux et équipements additionnels utilisés lors de la construction pour améliorer l'efficacité du chauffage.

De façon à stimuler la mise au point d'une nouvelle technologie automobile, la taxe de vente sera enrayée des véhicules immatriculés utilisant un carburant ayant une base autre que le pétrole.

Parce que le taux d'intérêt touche autant la population en général que les fermiers de la province, le trésorier déclarait que le gouvernement publierait en mai prochain, un document de travail sur les taux d'intérêt où seront exposées diverses solutions possibles en vue de répondre à cette situation d'urgence et où des programmes d'assistance aux agriculteurs seront considérés.

Et pour terminer, le trésorier a passé en revue les résultats financiers obtenus par la province en 1979-1980 et déclarait que: «même si nous avons consenti à une augmentation des dépenses, le déficit provincial a été réduit de \$659 millions, soit une baisse de \$494 millions». Pour l'année financière 1980-1981, monsieur Miller a exposé un plan fiscal qui implique des dépenses de \$17 121 millions, soit une augmentation de \$1 266 millions ou 8 pour cent par rapport à l'exercice précédent. On attribue cette augmentation au budget alloué au ministère de la Santé.

Pour obtenir des copies du budget, on peut s'adresser à la Librairie du Gouvernement.

*Voir liste des publications.

...à l'École internationale de Bordeaux en 1980

Chaque année, l'École internationale

de Bordeaux accueille de nombreux stagiaires africains, tunisiens, canadiens ou autres désireux de perfectionner leurs connaissances dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la gestion, l'administration, le marketing, les techniques audio-visuelles, la radio et la télévision.

Mais pourquoi celle-ci offre-t-elle ces stages et à qui? L'École internationale de Bordeaux est une école de gestion et un institut de formation appartenant à l'agence culturelle et technique. La majorité des pays faisant parti de cette organisation proviennent de pays francophones africains. Aussi, les cours offerts sont tout spécialement conçus pour venir en aide à certains pays du Tiers-Monde désireux de former leur personnel cadre tant pour le secteur public que privé.

Le Canada est membre de cette agence culturelle et technique. Etant donné que son mandat ainsi que ses activités se rattachent à des domaines de juridiction provinciale, ce sont l'Ontario, le Québec, le Nouveau Brunswick ainsi que le Manitoba qui participent aux rencontres, aux conférences et aux programmes organisés par cette dernière.

Aussi, chaque année, ces provinces envoient des candidats choisis et désireux d'améliorer leurs connaissances en gestion, en administration, en marketing ou encore en communications.

La province de l'Ontario offre aux fonctionnaires possédant une bonne connaissance de la langue française et à certaines personnes appartenant à la communauté franco-ontarienne, l'occasion de perfectionner leurs connaissances sur les sujets déjà mentionnés. Ainsi, un directeur de journal local ou encore d'un poste de radio ou de télévision pourra, s'il est accepté par le comité de sélection, séjourner à Bor-

deux pour y suivre un stage portant sur «la gestion des services radio-télé» ou encore sur l'entretien du matériel audio-visuel, niveau III. À son tour, un employé de la fonction publique ontarienne aura la possibilité de s'inscrire à un stage ayant trait au perfectionnement d'aide-conservateurs de musée, au rôle de la femme dans le développement national, au perfectionnement de documentalistes ou de cadres de gestion du personnel de la Fonction publique.

Les stages durent entre deux semaines et trois mois. Lorsqu'un candidat est choisi, ses frais de transport et de séjour lui sont payés. Dans certains cas, son salaire lui est versé en entier. L'an dernier, la majorité des candidats ontariens de langue française sélectionnés, faisaient parti du personnel enseignant des collèges communautaires de l'Ontario. Toutefois, il ne faudrait pas oublier que l'École internationale de Bordeaux offre pour l'année 1980, des stages qui s'adresseront non seulement aux employés des collèges communautaires mais également à la population travaillant au sein du secteur public ou privé.

Pour obtenir de plus amples renseignements ainsi qu'un formulaire de participation aux stages offerts par l'École internationale de Bordeaux, il suffit de communiquer avec Monsieur Valère Richard, Coordonnateur des services de langue française, Commission de la fonction publique ontarienne, 2e étage, Edifice Frost sud, Queen's Park, Toronto (Ontario), M7A 1Z5, tél.: (416) 965-4162.

...c'est le mois de la famille!

Depuis plusieurs années déjà, le gouvernement ontarien déclare le mois de mai, le mois de l'unité familiale. C'est le temps de resserrer les liens, de refaire connaissance avec les siens. Comme le mentionnait Mme Mac-lachlan, une participante au séminaire sur la famille, tenu à Kingston le 1er décembre 1979, «nous comptons trop sur les lois et les organismes d'aide sociale pour prendre soin de notre santé, s'occuper de nos enfants, nous trouver un travail intéressant, résoudre nos problèmes personnels et nous as-

surer une vieillesse confortable». Et elle ajoutait: «la famille est la seule institution d'un univers impersonnel où les membres s'aiment pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils font. L'élimination de la famille affaiblirait les attaches avec le passé et l'avenir et nous livrerait encore plus à la merci d'un présent impersonnel et solitaire»! Toutefois, les changements successifs tendent à diviser la famille. Que faut-il donc faire pour la protéger? Voilà le but des conférences organisées par le Secrétariat de la province aux Affaires sociales. Ces conférences ayant comme thème: «Que peut-on faire pour prévenir l'unité de la famille dans un monde qui tend à la diviser?» s'adressent aux parents, aux éducateurs et enfin à toute personne désireuse de partager ses impressions sur la famille monoparentale, sur les conflits des valeurs dans les familles, sur les responsabilités parentales ou encore sur l'enseignement des valeurs qui sont devenues, pour notre société, choses du passé!

La conférence du sud-ouest s'est tenue à London, le samedi 12 avril 1980. Thunder Bay sera le site de la conférence du nord-est et elle se tiendra au collège Confédération, le 3 mai 1980. La personne ressource à contacter est Mme Carol Rusak. Celle-ci peut être rejointe, en composant le numéro de téléphone suivant: (807) 475-6382.

North Bay a été choisi pour accueillir les participants de la région du nord-ouest. La conférence aura lieu le 14 juin à l'école secondaire West Ferris. Pour de plus amples informations, on n'a qu'à communiquer avec le Coordonnateur de la Conférence sur la famille, 215 est, rue Oak, 2e étage, North Bay (Ontario), PIB 1A2, tél.: (705) 474-3821.

...du poisson comestible!

Certains amateurs de pêche se sont adonnés à leur sport favori durant tout l'hiver. D'autres ont préféré entreposer leur équipement et n'attendent que la fonte des glaces pour descendre ou remonter les ruisseaux de la région à la recherche d'un endroit propice pour la pêche à la truite. Cependant savoir pêcher aujourd'hui signifie non seu-

lement connaître les lacs et les ruisseaux où se trouvent les bonnes prises mais aussi l'espèce et la quantité de poissons qu'il est permis de manger.

De façon à aider les pêcheurs et aussi de façon à découvrir les espèces de poissons qui sont contaminés par le mercure, le DDT et d'autres produits chimiques, le ministère des Richesses naturelles a étudié en 1978, plus de 12 000 échantillons de poissons provenant de 244 ruisseaux et lacs de la province.

Une fois les tests effectués, le ministère de l'Environnement décidait de publier deux guides pour la consommation du poisson gibier des régions du nord et du sud de l'Ontario. Ceux-ci contiennent des renseignements sur les types de poissons que l'on retrouve dans ces régions, sur leur degré de contamination par le mercure, les produits chimiques et le DDT ainsi que sur la quantité qu'il est permis d'absorber au cours de vacances de pêche ou tout simplement sur une période d'un mois à un an.

Les publications intitulées: "Guide pour la consommation du poisson gibier de l'Ontario 1980 (sections nord et sud de l'Ontario) peuvent être obtenues en écrivant à la Librairie du gouvernement de l'Ontario ou encore en s'adressant aux bureaux régionaux des ministères de l'Environnement et des Richesses naturelles.

***Voir liste des publications.**

...les jeunes veulent travailler!

Mai est déjà parmi nous. De nombreux étudiants ainsi que certains jeunes travailleurs se remettent à la recherche d'un travail qui leur permettra de bien profiter de la saison estivale.

Pour la quatrième année consécutive, le gouvernement de l'Ontario subventionnera les entreprises commerciales ou agricoles désireuses d'embaucher des jeunes pour la période allant du 5 mai au 26 octobre 1980.

Comme par les années passées, le programme d'emploi pour les jeunes durera vingt-cinq semaines. Le gouvernement offrira au fermier une subvention de \$1.25 de l'heure et de \$2.75

à l'entrepreneur privé. Chaque employeur aura droit à un remboursement équivalent à un maximum de 6 000 heures de travail. Toutefois, il devra offrir au jeune travailleur un minimum de 25 heures de travail par semaine à raison de six semaines ou encore un maximum de quarante heures par semaine pouvant s'échelonner sur une période de vingt-cinq semaines.

Pour participer au programme d'emploi, les jeunes doivent résider en Ontario et être âgés d'au moins 15 ans et moins de 25 ans, le 30 avril 1980. Quant à l'employeur, il doit avoir exploité activement une entreprise commerciale ou agricole en Ontario pendant un an avant le 5 mai 1980 et prouver que l'embauche de jeunes travailleurs n'aura aucune répercussion sur les employés actuels.

En 1979, plus de 40 000 jeunes ont profité de ce programme. Le montant alloué pour rembourser les entreprises commerciales et agricoles est de \$30 millions pour l'année 80.

Les employeurs ayant déjà participé au programme ont sûrement reçu leur formulaire d'inscription pour l'année en cours. Quant aux autres employeurs intéressés à y prendre part, il est possible de se procurer un formulaire d'inscription en écrivant au ministère des Affaires intergouvernementales, Direction des subsides, Queen's Park, Toronto, (Ontario), M7A 2R8 ou en composant le 1-800-268-7592. Dans la communauté urbaine de Toronto le numéro de téléphone à composer est le: 965-0570. Dans le nord de l'Ontario (indicatif régional 807) les frais d'appel sont acceptés et le numéro est le 965-0570.

Les jeunes intéressés à se procurer un emploi d'été devront s'adresser auprès du centre de Main d'œuvre de leur localité ou encore auprès du bureau d'emploi de l'école secondaire ou de l'université qu'ils fréquentent.

*Voir liste des publications.

...le service d'information français de l'OTEO

C'est en 1970 que l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario

ouvrait ses portes. Mais c'est surtout à compter de 1974 avec l'entrée en ondes du canal 24 à Ottawa et des autres canaux tels que Chatham, Windsor, Kitchener et London que la section de l'information française de l'OTEO pris de l'envergure. «En effet, à mes débuts» disait la rédactrice en chef de la section, «j'étais responsable de rédiger quelques communiqués de presse et d'adapter l'horaire de l'OTEO en français. Mais depuis le développement du réseau, mes tâches ont augmenté ainsi que le personnel.

Se composant de cinq personnes, le service d'information français de l'OTEO voit non seulement à la promotion d'émissions françaises mais à la rédaction de publications, de communiqués et d'articles de fond pour les émissions éducatives qu'elle produit. De plus, il entretient des relations avec la presse, les journaux et bien sûr l'auditoire francophone et anglophone de la province. Coup d'Oeil a rencontré Mme Diane Chaperon Lor, rédactrice en chef du service d'information français de l'OTEO. Celle-ci nous a parlé du travail qui se fait en français à la Télévision éducative de l'Ontario, des relations qu'un service d'information français doit entretenir avec la population qu'il dessert et du travail qu'elle accomplit au sein de cet organisme.



À l'avant-plan au centre, la rédactrice en chef, Diane Chaperon-Lor. À l'arrière plan, de gauche à droite, la secrétaire du service, Jackie Duranleau, et les agents d'information, Genevieve Broux, Claude Lefebvre et Christiane Beaupré.

Q. Mme Lor, pouvez-vous nous donner un aperçu des services qu'offre le service d'information français de l'OTEO?

R. Notre bureau offre un service de soutien aux nombreuses sections qui composent l'OTEO. Par exemple,

nous travaillons en étroite collaboration avec le conseil de direction, la division de l'exploitation de la programmation française, le service de distribution et la division des services généraux. Nous offrons des services de rédaction, de révision, de composition, de relations publiques avec la presse, les journaux et l'auditoire afin de faire connaître nos émissions et d'informer autant le public francophone qu'anglophone sur ce qui se fait en français à l'OTEO.

Q. Vous mentionniez que vous travaillez en étroite collaboration avec plusieurs divisions internes de l'OTEO. Bon nombre d'entre elles préparent des émissions anglaises. J'aimerais savoir si les documents que vous produisez sont des adaptations de textes anglais ou plutôt des créations adaptées aux besoins du public?

R. En fait il s'agit d'un mélange des deux. Quelques fois nous créons à partir de la documentation anglaise des textes français. D'autres fois, nous adaptons des traductions. Mais nous ne faisons jamais de traduction proprement dite. Trop souvent, les agents d'information francophones travaillant au sein d'organismes sont utilisés comme traducteurs. Cette façon de procéder ne réussira jamais à donner un bon service à la population francophone de la province. Au contraire, il faut créer un texte et l'adapter au public que l'on veut atteindre. La mentalité francophone diffère de la mentalité anglophone. Par conséquent, pour rédiger un texte français, il faut absolument avoir une perception francophone. Un traducteur ne fait que rendre un texte français. On ne peut lui demander de donner des nuances et d'adapter un texte au contexte d'un organisme, s'il ne le connaît pas. De là, les raisons de vérifier les documents qui sont traduits chez nous. Et de là également, les raisons de vouloir connaître sa clientèle de façon à bien la servir.

Q. Vous semblez avoir une conception tout fait spéciale de ce que devrait être un agent d'information. Quelle est-elle?

R. Un agent d'information devrait être une personne qui connaît sa clientèle, qui la visite, la respecte en lui donnant

un produit de qualité et présenté dans une langue que le "récepteur" comprend - une langue qui est la sienne et qui correspond à son identité. Et dans un milieu anglophone, les standards de qualité sont encore plus élevés. De plus, un agent d'information doit avoir une éthique professionnelle. Il doit se rappeler que sa clientèle peut être à l'occasion sophistiquée, d'où le besoin de devoir se recycler et de savoir ce qui se passe dans le milieu où il travaille.

Q. Jusqu'à maintenant, nous avons parlé de votre service d'information mais pas de vous. Pouvez-vous nous donner un aperçu de votre travail?

R. Comme vous l'avez déjà mentionné, je suis la rédactrice en chef du service d'information français de l'OTEO. Toutefois, il est très rare que je rédige puisque je vois surtout à la planification des services que nous offrons. Mes tâches consistent surtout à établir des communications avec les différentes divisions de l'OTEO, de la presse et bien sûr des organismes de la communauté francophone de l'Ontario qui naissent et disparaissent rapidement. De là, l'importance de les visiter et surtout de ne jamais tenir pour acquis que le public connaît l'OTEO. Il faut toujours recommencer dans notre travail et surtout ne pas avoir peur de se déplacer.

Q. À qui doit-on s'adresser pour obtenir les brochures ou dépliants que publie votre organisme ou encore les informations sur la programmation française de l'OTEO?

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère de l'Industrie et du Tourisme

Ontario Activités de printemps

Ministère des Richesses naturelles

*Guide pour la consommation du poisson gibier de l'Ontario 1980 (sections nord et sud de l'Ontario)

Ministère du Trésor et de l'Economie

*Budget de l'Ontario, 1980

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées en s'adressant au:

Centre des Publications

880, rue Bay, 5e étage,

Toronto, Ontario

M7A 1N8

Ministère des Affaires

intergouvernementales

*Programme d'emploi pour les jeunes de l'Ontario 1980

On peut se procurer ces publications en s'adressant aux organismes concernés

*sujets traités dans Coup d'Oeil



Energie
Ontario

R. Pour obtenir les publications de l'OTEO, il suffit d'écrire au Service des publications de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario, Case postale 200, succursale Q, Toronto, Ontario, M4T 2T1. Toutefois, c'est en communiquant avec les Relations avec l'auditoire que l'on peut se renseigner sur la programmation de l'OTEO. Le numéro de téléphone est le (416) 484-2700. L'OTEO accepte les frais d'appel pour les personnes résidant en dehors de la zone téléphonique de Toronto (416).

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur
provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

A:

DE: Bureau du Coordonnateur des
services en langue française
Édifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, Toronto
Ontario M7A 1B8

Juin 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...que des infractions légères!

Comme le titre de cet article l'indique, il se peut que beaucoup de citoyens ontariens se soient présentés avant le 31 mars 1980 devant la section criminelle pour avoir commis une infraction légère au code de la route, ou à d'autres législations provinciales telles que la Loi sur le permis d'alcool, la Loi sur la chasse et la pêche ou encore la Loi sur les moto-neiges.

Depuis le 31 mars 1980, la nouvelle Loi sur les infractions provinciales est en vigueur. Que signifie exactement la création d'une nouvelle loi pour la province? Comme l'explique le dépliant intitulé *Infractions légères*, publié par le ministère du Procureur général, cette nouvelle façon de procéder va non seulement simplifier le processus judiciaire utilisé dans le cas d'infractions légères mais rendre le système plus efficace et surtout moins onéreux.

En effet, avant la nouvelle Loi sur les infractions provinciales, tout citoyen avait un mois pour payer sa contravention. Si après ce délai, celui-ci n'avait pas payé, la section criminelle de la Cour provinciale considérait que le citoyen ne reconnaissait pas sa culpabilité. Alors, une audience était mise sur pied où souvent ce dernier ne se présentait pas. Ou encore s'il s'y présentait, c'était pour obtenir la date de sa prochaine comparution. Evidemment, ce processus entraînait des dépenses et un gaspillage de temps pour le public en général, les magistrats, les fonctionnaires judiciaires de même que pour le personnel chargé de l'application des lois tels que les policiers.

C'est afin de réduire ce gaspillage de temps ainsi que les dépenses que ces audiences entraînaient, que la nouvelle Loi sur les infractions provinciales a été créée. Celle-ci alloue maintenant à

tout citoyen obligé de payer une contravention, un délai de quinze jours pour se déclarer coupable, non-coupable ou pour encore expliquer sa cause devant un juge de la cour de Paix plutôt qu'à la cour criminelle comme auparavant. Par conséquent, tout citoyen recevant une contravention doit signer soit le plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité et le retourner à l'adresse indiquée sur la contravention en dedans de 15 jours. Si un citoyen plaide non-coupable, il n'a qu'à faire parvenir le plaidoyer de non-culpabilité au greffier de la Cour. La Cour l'avisera de la date de sa comparution devant le juge de la cour de la Paix.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Loi sur les infractions provinciales, il suffit d'écrire au Bureau des Communications, ministère du Procureur général, 18, rue King est, Toronto (Ontario), M5C 1C5.

**Voir liste des publications.*

...pour les enfants

Le nord de l'Ontario s'est muni dernièrement d'un centre de développement de l'enfance et de la jeunesse. C'est en effet le 9 mai dernier que le ministre des Services sociaux et communautaires, M. Keith Norton, inaugurerait le centre de Kapuskasing. Cet établissement non résidentiel désire venir en aide aux enfants et aux jeunes de 0 à 19 ans en évitant de les hospitaliser et en leur offrant plutôt des programmes de consultation familiale et des traitements de jour. C'est là toute la philosophie du centre qui croit fermement que l'enfant répond aux traitements de façon plus efficace et plus rapide si on lui permet de demeurer au sein de sa famille. Le centre desservira toute la région de Kapuskasing, c'est-à-dire qu'on y traitera sans frais les enfants qui résident dans



Keith Norton, ministre des Services sociaux et communautaires

la région allant de Smooth Rock Falls à Calstock.

On retrouve parmi le personnel des spécialistes en psychologie, en psycho-éducation, en counselling, en service social, en éducation et en développement communautaire.

Dans son discours d'inauguration, M. Norton a rappelé que son ministère désirait servir la population franco-ontarienne dans sa propre langue et que «les Franco-ontariens ont le droit et la responsabilité de contribuer à déterminer la nature des services sociaux nécessités par la communauté francophone».

Si le centre peut vous aider, n'hésitez pas à communiquer avec les responsables soit en téléphonant au

(705) 335-8538 ou encore en écrivant à l'adresse suivante:
Case postale 515,
18, avenue Byng,
Kapuskasing (Ontario),
P5N 3B4

...au Conseil des arts

Depuis déjà trois mois, le Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario est sous la responsabilité de Mme Jeanne Sabourin. Celle-ci succède à M. Gaston Blais. Coup d'oeil a rencontré Mme Sabourin pour qu'elle nous donne un aperçu du fonctionnement du Bureau franco-ontarien, des services qui sont offerts aux artistes de la province et du travail qu'elle a accompli depuis son entrée en fonction.

Q. Mme Sabourin, le Bureau franco-ontarien existe depuis dix ans. Comment fonctionne-t-il exactement?

R. Comme vous le mentionniez notre bureau a été formé il y a dix ans et cela, à la suite des recommandations du rapport St-Denis en 1969. C'est à ce moment que le gouvernement ontarien décidait de créer un Bureau franco-ontarien qui aurait comme mandat de veiller à la promotion des arts et à l'administration des subventions accordées aux artistes de langue française dans la province. Le Bureau est formé de trois personnes qui s'occupent de la réception, de la révision et de l'acheminement des nombreuses demandes de subventions qui nous sont soumises par les organismes et les Franco-ontariens de la province. Notre bureau est le lien primordial entre le Conseil des arts de l'Ontario et la communauté artistique franco-ontarienne. Comme vous le savez sans doute, le Conseil est formé des dix bureaux dont six couvrent des disciplines distinctes telles que la danse, le film et la photographie, la littérature, la musique, le théâtre et les arts plastiques. Par conséquent, le Bureau franco-ontarien doit entretenir d'étroites relations avec chacun d'entre eux de façon à suivre les dossiers que nous leur soumettons. Aussi, chaque année des subventions sont remises aux organis-

mes artistiques de la province et l'an dernier, nous avons accordé quelque \$500,000 à 57 organismes et 34 particuliers francophones de la province. M. Jean Malavoy et moi recevons, étudions, vérifions, orientons et suivons l'évolution des demandes qui nous sont présentées par la communauté artistique francophone de l'Ontario.



*Jeanne Sabourin,
responsable du bureau franco-ontarien*

Q. Vous disiez qu'en 1979, votre Bureau a remis plus de \$500,000 en subventions. Quels genres de subventions accorde-t-on aux organismes et artistes francophones de la province?

R. Les artistes et les organismes franco-ontariens ont droit à trois sortes de subventions. En effet, les subventions annuelles sont ordinairement accordées à des organismes déjà bien établis tels que des théâtres, des galeries d'art et des maisons d'édition. Toutefois, pour avoir droit à une subvention, les organismes doivent être rentables et doivent produire des activités de qualité. De plus, il est obligatoire qu'ils possèdent un conseil d'administration et un personnel à plein temps. Outre les subventions annuelles, ceux-ci peuvent obtenir de l'argent pour des projets très précis tels que des festivals ou des tournées. A leur tour, les artistes peuvent recevoir des subventions à la suite de recommandations ou de concours. Par exemple, un artiste peut être recommandé par une maison d'édition. D'ailleurs, je

crois qu'il est important de mentionner que chaque année, le Conseil organise des concours pour les cinéastes, les photographes, les scénaristes et les artistes créateurs.

Q. Vous venez de mentionner que les organismes doivent être rentables. Est-ce que les subventions qui leur sont allouées leur permettent de défrayer tous les coûts de leurs activités?

R. Les subventions doivent les aider à défrayer les coûts de leurs activités mais ne peuvent certainement pas couvrir tous les frais. En fait, pour avoir droit à des subventions, les organismes doivent être en mesure de prouver qu'ils sont capables de réaliser certains profits. Aussi, notre rôle est de contribuer à la réalisation de projets et non d'en absorber tous les coûts. Je dois toutefois vous souligner que les organismes ou les artistes souvent ne sont pas suffisamment appuyés par la population franco-ontarienne et que nos hommes d'affaire francophones investissent rarement dans la culture, c'est plutôt les artistes qui le font. Aussi, au cours des prochains mois, j'ai l'intention de remédier à cette situation en invitant nos hommes d'affaires tels que certains directeurs des Caisses populaires de la province, à rencontrer les artistes de chez-nous.

Q. Vous parlez de mettre l'artiste en contact avec l'homme d'affaire. N'existe-t-il pas déjà une rencontre annuelle qui peut jouer un tel rôle?

R. Vous pensez peut-être à «Contact 80», c'est sûrement l'occasion idéale pour ceux-ci de se rencontrer. Mentionnons d'ailleurs que «Contact 80» a été décentralisé et que cette réunion aura lieu à Ottawa du 18 au 21 septembre inclusivement.

Q. Pourquoi avoir décentralisé «Contact 80»?

R. Je vous réfère au rapport Savard qui recommandait la décentralisation du Bureau franco-ontarien du Conseil des Arts de l'Ontario. Mais voilà, il est assez difficile de décentraliser un Bureau qui, comme je vous l'expliquais

au début de l'entrevue, travaille en étroite relation avec les autres bureaux composant le Conseil. Toutefois, rien ne nous empêche de décentraliser nos activités de façon à ce que la population francophone de la province profite des retombées économiques qu'engendre ce genre d'événement. De plus, le fait de décentraliser nos activités nous permet de mieux rejoindre notre clientèle, c'est-à-dire, dans le cas présent, les artistes et la population francophone de l'est de la province.

Q. Mme Sabourin, avant de nous quitter, j'aimerais vous demander à qui faut-il s'adresser pour obtenir des formulaires de demande de subvention?

R. Pour obtenir de plus amples informations sur nos programmes ou encore des formulaires de demande de subvention, il suffit d'écrire ou de téléphoner au Bureau franco-ontarien, Conseil des arts de l'Ontario, 151, rue Bloor ouest, 5e étage, Toronto (Ontario), M5S 1T6
Téléphone: (416) 961-1660.

...des subventions

Le Conseil des arts de l'Ontario vient d'octroyer des subventions de \$9,620 aux artistes franco-ontariens et \$158,960 aux organismes artistiques franco-ontariens.

Les subventions les plus importantes ont été offertes aux organismes suivants:

Théâtre Action, Ottawa	\$51,000
La Ste Famille, Rockland	28,000
Prise de parole, Sudbury	22,000
Centre communautaire francophone de Toronto	18,000

Sept artistes en arts plastiques et deux écrivains ont chacun reçu une subvention jusqu'à concurrence de \$4,000 alors que sept dramaturges se sont vu octroyer des subventions allant jusqu'à \$2,000.

Le budget total des subventions du Conseil des arts de l'Ontario pour l'année 1980-81 est de \$12,500,000.

...problèmes juridiques

Dans la vie quotidienne, de nombreux citoyens ont à faire face à divers problèmes juridiques (emprunts non remboursables, désaccords entre locataires et propriétaires, contrats non respectés, etc.). Malheureusement, les gens sont bien souvent effrayés par toutes les procédures et les coûts élevés qui se rattachent à une poursuite légale et s'abstiennent de se prévaloir de leurs droits. La cour des petites créances fût instituée justement pour venir en aide à ces personnes. Cette cour s'occupe de causes dont la somme légitime n'est pas supérieure à \$1,000. Les frais juridiques y sont minimes et la procédure sans formalisme.

Dans le but d'informer les citoyens sur les possibilités offertes par la cour des petites créances, le ministère du Procureur général a publié une brochure intitulée *Cour des petites créances*. Celle-ci explique de manière cohérente et succincte la marche à suivre pour y déposer une demande. Nous y retrouvons les informations pertinentes que toute personne se doit de connaître lorsqu'elle se croit lésée dans ses droits.

On peut se procurer cette brochure au Bureau des communications, Ministère du Procureur général, 18, rue King est, 18e étage, Toronto (Ontario), M5C 1C5 ou au Centre des publications, 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario), M7A 1N8.

* Voir liste des publications

...des \$ aux universités

Le gouvernement ontarien accordera aux 21 collèges et universités la somme totale de \$838,8 millions afin de les aider à défrayer leurs coûts d'opération pour l'année 80-81.

Cette somme représente une augmentation de \$56.6 millions par rapport à la somme allouée durant l'année 79-80. Le montant octroyé pour l'année 80-81 sera distribué en tenant compte des recommandations du Conseil ontarien sur les affaires universitaires.

L'Université Laurentienne et ses collèges affiliés et l'Université Lakehead recevront ensemble \$3,591,000. La raison pour laquelle le ministère gratifie aux universités et aux collèges du nord une somme aussi importante vient du fait qu'il leur en est beaucoup plus coûteux d'opérer dans un milieu si éloigné.

Outre les bourses qui seront données pour défrayer les coûts d'opération, certaines universités recevront des bourses de bilinguisme. Les universités d'Ottawa, York et Laurentienne se partageront la somme de \$6,697,000 pour l'année 80-81.

Pour obtenir de plus amples informations sur la distribution des \$838,8 millions accordés aux universités et collèges ontariens, il suffit de communiquer avec le Service des Communications, Edifice Mowat, 14e étage, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 1L2. tél.: (416) 9652827.

...gens de Timmins: attention!

De façon à offrir un meilleur service à ses patients et également pour atténuer le fardeau des médecins appartenant au corps médical de l'hôpital Ste-Marie de Timmins, l'administration de cet établissement décidait d'embaucher des médecins pour répondre aux urgences de nuit et de fin de semaine.

Comme les honoraires des médecins travaillant durant ces périodes s'élèvent à \$30.00 l'heure et que le volume de patients n'a pas été aussi important que prévu, le programme s'est donc trouvé dans une situation déficitaire.

Etant considéré par le ministère de la Santé comme un service valable et même essentiel pour la population de l'endroit, le ministre de la Santé, M. Dennis Timbrell octroyait en février 1980, une aide financière de \$30 000 à l'hôpital Ste-Marie. Cette aide servira à absorber le déficit de la première année d'opération.

Le programme en est encore au stade de développement et comme le men-

tionnait l'un des organisateurs, «l'administration est assurée qu'un plus grand nombre de patients se serviront de ce service, une fois qu'il sera connu».

Avis aux intéressés!

...des fruits et des légumes

Enfin l'été! A travers la province, vous trouverez des fermes qui vous permettent, vous invitent même à venir cueillir des fruits et légumes.

C'est en juin qu'on cueille les fraises, en juillet, les fèves et les pois, au début d'août, les framboises, à la fin d'août, le maïs et les tomates, en septembre et en octobre, les pommes.

Arrivez tôt le matin et n'attendez pas à la fin de semaine alors qu'une foule de gens décident de «jouer au fermier». Vous pouvez obtenir une liste de fermes ou l'on peut faire soi-même la cueillette en demandant au ministère de l'Agriculture une copie de leur dépliant, publié en anglais seulement, intitulé «*Pick-your-own*», Direction du développement du marché, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Edifice de la législature, Queen's Park, Toronto (Ontario), M7A 1A6 ou en vous adressant aux bureaux locaux de ce ministère.

LISTE DES PUBLICATIONS

Procureur général:

- *Infractions légères. 1980. dépliant.
- *Cour des petites créances. 1980. dépliant.

Environnement:

Guide pour la consommation du poisson-gibier de l'Ontario. 1980. (Sections nord, sud, région des Grands Lacs).

Industrie et tourisme:

Politique ontarienne d'expansion pour les petites entreprises. Problèmes-clés et plan d'action. 1980. 24 p.

Consommation et Commerce:

Guide des services du ministère. 1979. 15 p.

Agriculture et Alimentation:

- *Fibres et tissus. 1978. dépliant.

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées en s'adressant au:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

*sujets traités dans Coup d'oeil



Energie
Ontario

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

DF - Bureau du Coordonnateur des
services en langue française
Edifice Howat, 6e étage
Queen's Park, Toronto
(Ontario M7A 1B8)

A:

COUP D'OEIL

Ontario

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

0A24A
ZA 60
-C 55

août 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

...on consomme en français!

C'est à compter de la mi-août que les éducateurs communautaires francophones de la province pourront participer à des ateliers en français sur les principaux problèmes auxquels fait face le consommateur ontarien.

Un tel projet existe déjà pour les éducateurs communautaires anglophones. Le Centre d'information aux consommateurs a décidé de préparer à titre expérimental des ateliers en français. Ceux-ci se dérouleront à Sturgeon Falls le 12 août, à Timmins le 14 et à Kapuskasing le 18.

Bien entendu, le succès d'un tel projet dépend de la participation des candidats.

Pour de plus amples renseignements sur le projet ou pour s'y inscrire, il suffit de communiquer avec Monique Brunet au ministère de la Consommation et du Commerce. Celle-ci peut être rejointe en composant le numéro de téléphone suivant: (416) 963-1111. Les frais d'appel sont acceptés.

Faites vite!

...des vacances à la ferme!

Depuis quelques années déjà, des agriculteurs de la province se réunissent pour offrir aux citoyens ontariens des vacances à la ferme.

Les agriculteurs offrant ce type de vacances logent les pensionnaires à même la maison familiale ou encore mettent à leur disposition des appartements distincts. Dans certains cas, les repas sont pris en famille. Les menus se composent de légumes frais cueillis du jardin, de crème, de beurre, de fromage provenant de la ferme et de

viandes tendres et juteuses. Certains agriculteurs n'offrent pas ce genre de menu mais permettent aux vacanciers de se joindre à la famille pour le petit déjeuner. La cuisine familiale est mise à leur disposition pour les autres repas de la journée.

Les coûts d'une semaine de vacances sont de \$60. pour un enfant et \$165. pour un adulte.

Bien sûr, peu de vacanciers sont intéressés à s'adonner à des travaux épuisants sur la ferme. Toutefois, ceux qui le désirent, peuvent aider à la coupe du foin, à la cueillette des fruits et des légumes ou à la traite des vaches. En général, il est possible durant un séjour à la ferme de faire des promenades à travers bois, à cheval ou encore à bicyclette; de se baigner dans les eaux du lac familial ou de parcourir la campagne à la recherche d'antiquités, de légendes ou de parents éloignés.

Des vacances à la ferme, ce n'est pas une expérience qu'on oublie rapidement. L'air frais de nos campagnes et les repas sains et familiaux raniment souvent des souvenirs de jeunesse.

Pour de plus amples renseignements sur ce type de vacances, on peut communiquer avec l'Ontario Vacation Farms Association, R.R. no 2, Erin (Ontario), N0B 1T0.

Bonnes vacances!

...on est jamais trop prudent!

Même en 1980, plusieurs parents ignorent encore les précautions à prendre afin d'éviter les empoisonnements dus à des produits ménagers. Selon des statistiques publiées par le ministère de la Santé, 125,000 enfants de moins de cinq ans s'empoisonnent chaque

année. Ce nombre est tout de même assez inquiétant. Il est impensable que des adultes soient aussi peu responsables.

Connaissons-nous vraiment les produits toxiques que nous achetons et conservons à la maison? Avons-nous déjà pensé à les mettre sous clé ou hors d'atteinte des enfants en bas âge? Comment réagirions-nous en cas d'accident? Où faut-il s'adresser pour obtenir de l'aide? En fait, nous essayons de nous convaincre que le malheur arrive toujours aux autres!

Le ministère de la Santé décidait en 1979 de mettre sur pied un projet pilote qui visait à sensibiliser les parents d'enfants d'âge préscolaire aux risques d'empoisonnement à la maison. Le projet a tellement bien réussi que le ministre de la Santé, M. Denis Timbrell annonçait en juin de cette année que le programme serait étendu à toute la province. Des troussees ont donc été préparées. Ces dernières contiennent un manuel sur la façon d'éliminer les risques d'empoisonnement à la maison, une liste d'empoisonnements ménagers, des étiquettes à apposer sur le téléphone pour les numéros des services d'urgence et une liste des mesures à prendre en cas d'empoisonnement accidentel. Ces troussees peuvent être obtenues auprès des services locaux de santé publique de votre localité.

...Allo! Allo!

Depuis juin 1980, le ministère de l'Industrie et du Tourisme met à la disposition du public francophone un service d'information en français. Ce service renseigne les citoyens ainsi que les touristes visitant la province sur les activités touristiques se déroulant en Ontario.

Pour le rejoindre, composez le (416) 965-3448. Les frais d'appel sont acceptés.

Des publications sur le camping, l'hébergement, les vacances et la navigation sont disponibles en français. Pour se les procurer, il suffit d'écrire au ministère de l'Industrie et du Tourisme, Division des Communications, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 2E1.

...réservé aux dramaturges!

Afin d'aider les dramaturges de la province à acquérir plus d'expérience et de connaissances dans la production théâtrale, le Conseil des Arts de l'Ontario en collaboration avec les dramaturges et les directeurs artistiques des théâtres de l'Ontario a lancé un programme-pilote.

Ce programme permet aux dramaturges de résider au sein d'un théâtre professionnel et d'y travailler pendant une période déterminée en tant que dessinateur, éclairagiste, maquettiste, accessoiriste ou même machiniste.

Pour participer au programme, il suffit de conclure une entente écrite avec le directeur d'une compagnie professionnelle et de la faire parvenir avec son curriculum vitae au bureau du théâtre du Conseil des Arts de l'Ontario.

La période de résidence peut durer de six à 20 semaines et l'aide financière accordée variera entre \$150.00 et \$250.00 par semaine. La date limite pour la réception des demandes est fixée au 15 août 1980.

Pour faire parvenir sa demande ou encore pour obtenir de plus amples renseignements sur le programme, il suffit d'écrire au bureau du théâtre, Conseil des Arts de l'Ontario, bureau 550, 151 rue Bloor ouest, Toronto, Ontario, M5S 1T6.
Tél.: (416) 961-1660.

...la responsabilité!

Voilà le nom de la nouvelle publication du Secrétariat de la province à la Justice; brochure d'un grand intérêt

tant pour les adultes que pour les adolescents.

La responsabilité qu'est-ce que c'est au juste? Bien sûr, c'est un mot qui implique beaucoup! Mais c'est tout d'abord la liberté de choisir entre le bien et le mal et d'avoir le courage d'agir en conséquence, même face à des objections. C'est aussi la possibilité que l'on a d'assumer des actes ou des décisions qui contribuent en grande partie à la dignité personnelle.

La responsabilité existe qu'elle soit d'ordre morale, légale ou mentale. Selon le Dr William Glasser, psychiatre: "Les personnes qui n'ont pas le sens des responsabilités et cherchent toujours le bonheur sans vouloir assumer de responsabilités, n'ont que des moments furtifs de joie et ne jouissent pas de la profonde satisfaction qui accompagne la conduite responsable". Très souvent, nous pensons que notre chance est toute naturelle, sans réaliser à quel point elle dépend de notre sens des responsabilités. Toutes nos activités humaines ne sont-elles pas fondées sur notre sens des responsabilités? Ce sens, nous est venu par nos expériences vécues.

La responsabilité c'est tout d'abord dans notre famille que commence son apprentissage, pour se poursuivre à l'école et ensuite dans la collectivité. Ce n'est pas d'être "poule mouillée" que de refuser d'endommager la propriété publique ou privée, c'est faire preuve de maturité et de responsabilité. N'est-il pas plus agréable de vivre dans une collectivité où les gens se comportent de façon raisonnable?

Afin de vous informer sur vos responsabilités et sur les siennes, le gouvernement de l'Ontario met à votre disposition la brochure intitulée: "La responsabilité". Pour en obtenir un exemplaire gratuit, il suffit de la commander auprès de la Librairie du gouvernement de l'Ontario.

*Voir la liste des publications

...étudiants du secondaire!

Louise Raby termine ses études secondaires. Elle entreprendra dès le mois de septembre des études collégiales.

En 1984, elle obtiendra son diplôme en marketing. Durant toute la durée de ses études, Louise recevra une aide financière grâce à des bourses d'études provinciales et au régime canadien de prêts aux étudiants. Ainsi, elle pourra plus facilement payer ses dépenses personnelles.

Pour sa part, Luc Valois veut devenir coiffeur. Le cours auquel il s'est inscrit durera 18 semaines. Pour obtenir une aide financière en vertu du "régime canadien de prêts aux étudiants", Luc doit suivre un programme d'études d'une durée de vingt-six semaines. Que fera-t-il pour payer ses études s'il ne peut obtenir d'argent du "régime canadien de prêts"? Il peut recourir au "régime de prêts aux étudiants de l'Ontario" pour recevoir l'aide désirée. Toutefois, l'argent lui sera prêté à un taux d'intérêt plus élevé que le taux exigé par une banque. Un tel emprunt est cependant avantageux pour Luc car il n'aura pas d'intérêt à payer pendant ses études et il ne commencera à verser des remboursements que six mois après l'obtention de son diplôme.

Marie Leclerc n'a pas terminé ses études secondaires. Depuis quelque temps, elle songe à les reprendre. Elle travaille toute la journée. Sa situation familiale ne lui permet pas d'être inscrite comme étudiante à plein temps. Elle vient de découvrir qu'elle pourra recevoir une bourse de \$1,200 en vertu du "régime spécial de bourses de l'Ontario".

Tous ces étudiants ont eu recours au "régime d'aide financière de l'Ontario" administré par le ministère des Collèges et Universités. Chaque année, ce régime vient en aide à de nombreux étudiants ontariens inscrits à des collèges et universités ontariennes surtout lorsqu'ils proviennent de familles nombreuses. Leurs revenus personnels et celui de leur famille ne leur permettent pas toujours de payer les frais de scolarité, de logement, de nourriture et, bien entendu, les dépenses personnelles qu'occasionne une année scolaire.

Un agent de liaison du ministère des Collèges et Universités a récemment visité les écoles pour expliquer aux étudiants des écoles secondaires bilin-

gues et françaises, le "régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario". Il semblerait que beaucoup d'étudiants du secondaire ignorent l'existence de ce régime. Et si parfois ils le connaissent, c'est d'une façon assez vague.



Mariette Grenon, agent de liaison responsable du régime d'aide financière de l'Ontario

Lors d'une entrevue qu'elle accordait à Coup d'oeil, l'agent de liaison responsable du "régime d'aide financière de l'Ontario", Mlle Mariette Grenon, déclarait "que les conseillers en orientation et les étudiants des écoles secondaires bilingues et françaises de la province apprécieraient énormément l'initiative du ministère". Elle ajoutait qu'à la fin de chaque session, beaucoup d'étudiants venaient la rencontrer afin de lui faire part de leur satisfaction et de lui soumettre leur cas personnel. "Ces rencontres, nous disait-elle, leur ont permis de mieux connaître le régime d'aide financière de l'Ontario et de choisir le sous-programme qui leur convient".

Comme nous le mentionnions au début de cet article, les étudiants peuvent obtenir du "régime d'aide financière de l'Ontario" quatre types d'aides. Le premier peut provenir du "régime de bourses d'études de l'Ontario", le deuxième du "régime canadien de prêts aux étudiants", le troisième du "régime de prêts aux étudiants de l'Ontario" et le quatrième du "régime spécial de bourses de l'Ontario".

Les tournées entreprises par Mlle Grenon en mars dernier seront reprises au mois de septembre. Celle-ci accompagnera l'équipe itinérante "University

Information Program" qui parcourra la province pour renseigner les étudiants des écoles secondaires sur les programmes d'études offerts par les collèges et universités de la province.

Pour de plus amples renseignements sur le "régime d'aide financière de l'Ontario" ou pour obtenir la documentation sur le programme, il suffit de communiquer avec Mlle Mariette Grenon, Agent de liaison responsable du "régime d'aide financière de l'Ontario", Direction de l'aide financière, Edifice Mowat, 8e étage, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 2B4. Le numéro de téléphone à composer est le (416) 965-5241.

...les fibres et les tissus

L'industrie moderne du textile nous offre un myriade de fibres et de tissus tant naturels que synthétiques. Il est donc important pour nous, consommateurs, de connaître avec exactitude toutes les fibres produites dans nos usines afin d'être en mesure d'effectuer un choix judicieux lors de l'achat de vêtements pour lesquels nous consacrons un pourcentage relativement élevé du budget familial.

Plusieurs facteurs doivent être pris en considération. Dans le but d'aider les consommateurs à acquérir une meilleure connaissance des différents tissus offerts sur le marché, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a publié une brochure contenant tous les renseignements utiles pour guider les gens dans leurs achats. Nous y retrouvons le nom générique, la marque de commerce, les caractéristiques, les utilisations courantes ainsi que des directives pour l'entretien de plus d'une vingtaine de fibres. Le consommateur est ainsi en mesure de choisir ce qui convient à ses besoins et peut vraiment tirer profit des fibres et tissus mis à sa disposition.

Vous pouvez vous procurer cette brochure au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, 801, rue Bay, 8e étage, Toronto, (Ontario).

*Voir la liste des publications

...vivre à l'étranger!

Le 1er juillet 1980, deux jeunes étudiants récemment gradués d'un collège d'agriculture de l'Ontario s'envolaient pour le Japon où ils travailleront pendant six mois sur une ferme japonaise.

C'est grâce au programme d'échange en agriculture avec l'étranger du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation que Debbie Steinhoff de Kit-chener et Rob Macrae de Guelph ont pu profiter d'une telle occasion.

Le programme s'adresse à tous les jeunes travailleurs du secteur agricole désireux de parfaire leurs connaissances à l'étranger. Pour participer à cet échange, les candidats doivent avoir entre 18 et 28 ans et posséder deux années d'expérience de travail en agriculture. Par contre, une seule année est requise pour les étudiants gradués d'un collège agricole ou d'une université de l'Ontario.

Les jeunes travaillant à l'étranger sont nourris et logés. Le salaire mensuel s'élève à environ \$200.00. Les frais de transport sont la responsabilité du candidat.

Outre le Japon, il est possible de séjourner en France, au Danemark, au Royaume-Uni et au Pays-Bas. Jusqu'à présent, quinze jeunes ont participé au programme d'échange.

Pour obtenir de plus amples renseignements les intéressés peuvent communiquer avec Mme Cay Johnson, Direction des services de la main d'oeuvre agricole, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Edifice de la Législature, Toronto, Ontario, M7A 1B1.

...une personne sur dix!

Une personne sur dix au sein du ministère du Logement est bilingue. Voilà ce que dévoilait ce dernier suite à un sondage qu'il a effectué au début de cette année.

...n'oubliez pas

Que c'est à compter du 12 août que la "Cité-témoin du Nord" ouvrira ses portes à la Place Ontario. Voir Coup d'oeil de février.

Que le 10e festival de la pêche veloutée de la Péninsule de Niagara se tiendra à Niagara du 10 au 23 août.

Que ce sera la "Fête des indiens des Six Nations" les 1er, 2, 8, 9, 15 et 16 août. Les activités se dérouleront à Brantford.

Que l'Exposition nationale canadienne aura lieu du 12 août au 1er septembre à Toronto.

Que l'on pourra assister du 9 au 17 août à Toronto, aux championnats internationaux ouverts de tennis Player's.

Que l'on peut se procurer le dépliant Ontario Canada/activités de l'année, auprès du ministère de l'Industrie et du Tourisme, Direction des Communications, Edifice Hearst, 900, rue Bay, 9e étage, Toronto, Ontario, M7A 2E1.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Affaires culturelles et Loisirs

Vous et votre bibliothèque publique. dépliant, 1980

Collèges et Universités

*Aide financière aux étudiants; information et instructions 1980-81. brochure.

Éducation

Les autochtones du Canada. brochure, 1980

Secrétariat de la province à la Justice

*La responsabilité. brochure, 1980

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées en s'adressant au:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage,
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Ministère de l'Environnement

Faits: la législation de l'Ontario en matière d'environnement. feuillet d'information, 1980

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

*Les fibres et les tissus. brochure, 1980

On peut se procurer ces publications en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'oeil



Energie
Ontario

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur des
services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

OCT 29 1980

IA 60
- CFS

Octobre 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

... des services sociaux français

Le 23 septembre 1980, le ministre des Services sociaux et communautaires, M. Keith Norton annonçait la politique de son ministère sur les services en langue française.

La coordonnatrice des services en langue française du ministère, Abbie Allen, a expliqué que la politique dévoilée par M. Keith Norton est basée sur deux ans de consultation avec la population francophone de la province. "Par conséquent, disait-elle, cette politique est une déclaration formelle de notre engagement. Elle a comme objectif d'offrir des services sociaux gouvernementaux en langue française dans les régions désignées et là où les services sont déjà offerts, de les améliorer."

Dans un discours qu'il prononçait à Sudbury, le ministre divulguait les grandes lignes de cette politique, en voici un bref aperçu.

Les régions désignées bilingues continueront d'offrir des services bilingues. Les appels téléphoniques, les demandes au comptoir et la correspondance seront répondus en français ou en anglais selon le cas. Dans les autres régions, les appels téléphoniques seront acheminés au bureau de la coordonnatrice des Services en langue française à Toronto, si le personnel est incapable de donner un service en français.

De plus, un inventaire du personnel sera effectué au cours des prochains mois. Le but de celui-ci est de s'assurer que la répartition du personnel francophone et bilingue est des plus efficaces et de déterminer les domaines où les services en langue française sont insuffisants.

Le ministère verra à ce que le personnel travaillant dans des postes clés et

directement impliqué avec la communauté francophone soit bilingue. S'il ne l'est déjà on l'encouragera à prendre part à un programme de formation en langue française ou anglaise. Un programme de formation en gestion sera également offert aux francophones de certains bureaux régionaux.

Quant aux formulaires, brochures ou documents destinés au public, ils devront être imprimés en français ou en anglais ou sous version bilingue.

Évidemment, comme le mentionnait M. Norton, la mise en oeuvre de cette politique se fera d'une façon graduelle et en consultation avec la population francophone de la province. Ce dernier ajoutait que le succès de la politique dépend de la bonne volonté et de la générosité des deux groupes impliqués, soit du ministère et de la population francophone de la province.

... se connaître pour mieux se comprendre!

Depuis le 29 septembre 1980, quinze parents de Kapuskasing participent à un programme en vue d'améliorer la qualité des relations avec leurs enfants. Les dix sessions auxquelles ces derniers assisteront sont parrainées par le conseil d'éducation de Kapuskasing et développées en collaboration avec le Centre de développement de l'enfance et de la jeunesse.

Les participants aux sessions aborderont au cours des prochains mois plusieurs sujets qui préoccupent souvent les parents. Mentionnons entre autres les repas et leur impact sur les relations parents-enfants, la participation des enfants aux besognes de tous les jours à la maison, la discipline et les enfants, le jeu et l'enfant, l'enfant et son école, les

conséquences du comportement d'un enfant et d'autres sujets connexes.

Ce nouveau programme pour parents a été conçu dans le cadre d'un projet provincial de prévention de l'Association canadienne de la santé mentale (division de l'Ontario) et c'est la première fois qu'il est offert en français dans le nord de la province.

D'autres sessions auront lieu au cours des prochains mois. Selon la demande, des sessions pourront être organisées en français et en anglais à Kapuskasing, Smooth Falls et Hearst.

Les parents désireux de s'inscrire ou d'obtenir de plus amples renseignements sur le sujet peuvent communiquer avec M. André Guitard du Centre de développement de l'enfance et de la jeunesse. Les numéros de téléphone à composer sont les suivants :
Kapuskasing (705) 335-8538;
Hearst (705) 362-8933

... Contact "80"

Depuis deux ans déjà, le Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario invite les artistes, les impresarios ainsi que les producteurs de spectacles à se rencontrer lors d'une rencontre annuelle connue sous le nom de "Contact". Celle-ci a comme but premier de faciliter les relations entre les deux groupes. Cependant, pour les artistes de la province, cet événement est une occasion de se faire connaître et parfois décrocher quelques contrats.

En 1979, Contact se déroulait à Toronto alors que cette année Contact "80" se tenait à Ottawa, les 18, 19 et 20 septembre. Plus de 300 délégués ont pris part à des ateliers portant sur le cinéma, les arts plastiques, les arts d'interpréta-

tion, la littérature et les pratiques publicitaires. Le marketing était le thème principal discuté en ateliers. Comme le soulignait Mme Sabourin : "il faut non seulement croire dans nos projets culturels mais il faut également pouvoir vivre de ces projets. Aussi, ajoutait-elle, le gouvernement n'est pas la seule source de financement possible. Bien au contraire, il existe plusieurs façons d'obtenir une aide financière. C'est ce que les animateurs d'ateliers et nos invités spéciaux ont su indiquer aux délégués présents."

Ainsi donc, l'atelier du samedi 20 septembre a permis aux artistes et aux hommes d'affaires de la province de connaître d'une part les demandes des artistes ainsi que des producteurs et d'autre part les exigences du monde financier. De plus, les participants formulaient quelques recommandations dont l'une demandait à la Fédération des Caisses populaires de l'Ontario de considérer l'adoption d'une politique de financement à l'égard de la communauté artistique de la province.

Du côté spectacle, le film du cinéaste Pierre Vallée "Un homme à sa fenêtre", a été présenté. Les délégués ont pu également voir des extraits choisis et présentés par le Théâtre du P'tit Bonheur, le Théâtre de la vieille 17 et le Théâtre sans fil.

Contact "80" s'est terminé par la boîte à chansons du samedi soir où Robert Grégoire, Richard Massicotte, Jocelyn Bérubé, Jim Corcoran, Raymond Desmarteau, Claude et Louise Naubert ainsi que Diane Tell ont offert aux délégués une soirée bien méritée!

... \$35.00 de plus

Depuis le 1^{er} août 1980, les personnes âgées de la province habitant et recevant des soins dans les établissements financés par les ministères du Logement, de la Santé ainsi que les Services sociaux et communautaires bénéficient d'une augmentation mensuelle de \$35.00 accordée par le gouvernement fédéral en vertu du programme du régime de supplément de revenu garanti.

... vers un marché commun

Les hôpitaux, les pharmacies, les bureaux de dentistes, de médecins ou encore les cliniques privées achèteront pour \$1.2 milliards de produits d'hygiène au cours de l'année 80. Sur cette somme, 70 pour cent des produits achetés proviendront des Etats-Unis.

Comme le mentionnait le ministre de l'Industrie et du Tourisme, M. Larry Grossman : "L'industrie canadienne de produits d'hygiène est fragmentée et régionalisée. Elle ne pourra jamais faire concurrence à la politique du protectionnisme des États-Unis, politique qui s'accroît de jour en jour. Aussi, disait ce dernier, la seule façon de contrer cette tendance, c'est de créer une coopération économique interprovinciale des produits d'hygiène."

De façon à faire profiter les producteurs canadiens de produits d'hygiène d'une plus grande portion du volume d'affaires, le ministère de l'Industrie et du Tourisme dressait au cours des derniers mois, une liste de 366 fabricants et de 600 agents et distributeurs de produits d'hygiène poursuivant leurs activités au Canada. Au cours des prochains mois, le ministre communiquera avec ces derniers afin d'identifier les compagnies désireuses d'augmenter leur production ou encore d'ajouter quelques produits à leur liste de production.

De plus, il familiarisera davantage les Canadiens avec les produits domestiques et s'assurera que les directeurs des hôpitaux responsables de l'achat de produits d'hygiène connaissent l'existence des manufacturiers ou distributeurs canadiens. "Car, comme le mentionnait le ministre Grossman, trop souvent ces derniers ne savent même pas qu'il y a des compagnies canadiennes qui offrent les mêmes produits et parfois à des prix plus avantageux."

De façon à faciliter la tâche des producteurs, des distributeurs, des hôpitaux ou autres établissements directement ou indirectement reliés à l'industrie des produits d'hygiène, le ministère préparera dans un avenir assez rapproché une exposition sur le potentiel manufacturier. Grâce à celle-ci, les fournisseurs, et les fabricants pourront apprendre ce que veulent les hôpitaux ou autres organismes reliés à

l'industrie des produits d'hygiène. Par contre ces derniers auront un aperçu des produits qu'offrent les firmes canadiennes.

Si le programme fonctionne comme prévu, les compagnies canadiennes augmenteront leurs ventes de 10 pour cent soit d'environ \$80 millions et créeront des milliers de nouveaux emplois permanents à travers le pays au cours de la prochaine année.

Le secteur de l'industrie des produits d'hygiène n'est qu'une première étape vers l'instauration d'un marché commun canadien. Dans l'un des discours qu'il prononçait le 5 septembre 1980, M. Grossman indiquait que l'an dernier, le Canada a importé pour cinquante milliards de produits manufacturés. Une réduction de sept pour cent de ces produits importés éliminerait notre déficit commercial en ce qui a trait aux produits manufacturés et par la même occasion créerait des milliers d'emplois pour les Canadiens. Il est donc primordial selon le ministre de l'Industrie et du Tourisme d'identifier dès maintenant les autres secteurs de l'économie où nous pourrions travailler ensemble afin de diminuer l'importation des produits de toutes sortes, d'établir de nouvelles entreprises canadiennes et d'aider au développement de celles déjà en existence.

... les Mille Îles à bicyclette!

Voyager à travers la région des Mille Îles à sa propre vitesse. Admirer les sites historiques, s'arrêter dans les parcs provinciaux et profiter de l'air frais du mois d'octobre à bicyclette, voilà une excellente façon de profiter de quelques jours de vacances ou encore d'une fin de semaine.

Pourquoi songer à s'évader vers des pays étrangers ou d'autres provinces lorsqu'il est possible et cela à moins de quelques heures de route de visiter l'une des plus jolies régions de l'Ontario.

Évidemment la température à ce temps-ci de l'année n'invite que les intrépides à s'adonner au camping. Toutefois, de nombreux hôtels confortables sont à la disposition des touristes et les restaurants offrent aux clients des repas de qualité à des prix très appréciables.

Pour de plus amples informations ou encore pour obtenir une carte internationale des sentiers pour cycliste, il suffit d'écrire aux Milles Îles, B.P. 10, Landsdowne, Ontario K0E 1L0; tél: (613) 482-2501.

... dentiste ou médecin à Manitoulin!

Le ministère des Affaires du Nord offre depuis le 1^{er} avril 1979 aux étudiants des 3^e et 4^e années de médecine ou d'art dentaire, une bourse annuelle non-remboursable de \$5,000 pour les aider ainsi que les encourager à pratiquer l'art dentaire ou la médecine dans les régions mal desservies du nord de la province.

Il est entendu qu'un étudiant bénéficiant d'une bourse de \$5,000 aura à respecter un contrat de séjour. La durée de celui-ci sera proportionnelle au montant de la bourse reçue.

Bien que la bourse soit donnée par le ministère des Affaires du Nord, c'est auprès du ministère de la Santé qu'il faut faire parvenir sa demande d'inscription au programme. Les étudiants intéressés devront obtenir un formulaire de leur faculté, le remplir puis demander à leur doyen de faculté de l'expédier.

Le ministère des Affaires du Nord remet également aux dentistes ou médecins désireux d'installer leur pratique dans l'une des régions du nord, une subvention de \$20,000 non-remboursable échelonnée sur une période de quatre ans.

Les diplômés non intéressés à une bourse ou à une subvention pourront s'ils le souhaitent, signer un contrat avec le ministère de la Santé leur garantissant un revenu professionnel net minimum de \$33,000 par an dans le cas d'un médecin de pratique générale et de \$28,000 pour un dentiste.

Pour de plus amples renseignements sur le programme, les étudiants en médecine peuvent s'adresser à l'agent sanitaire, Programme pour les régions insuffisamment desservies, Ministère de la Santé de l'Ontario, 6^e étage, 15, boulevard Overlea, Toronto, Ontario M4H 1A9; tél: (416) 965-1170.

À leur tour les étudiants en art dentaire devront communiquer avec l'agent d'hygiène dentaire, Programme pour les régions insuffisamment desservies, Ministère de la Santé de l'Ontario, 15, boulevard Overlea, 5^e étage, Toronto, Ontario M4H 1A9; tél: (416) 965-5036.

*Voir Les liste des publications.

... on a besoin de familles d'accueil

Le père de Marie Bélanger vient tout juste de subir une opération à coeur ouvert. Sa mère habite depuis cinq ans une institution pour handicapés physiques. Les parents immédiats de la famille tels que les oncles, les tantes vivent aux États-Unis. On a perdu toute trace d'eux depuis que la famille s'est réunie il y a de cela quinze ans. Que fera Marie Bélanger? Elle a 13 ans! Devra-t-elle vivre pendant quelque temps dans une institution gouvernementale? À cet âge n'a-t-on pas besoin d'attention, d'affection, de discipline pour bien commencer sa vie d'adolescente?



Mme Mary Felunder, coordonnatrice associée de la Société de l'aide à l'enfance.

Au cours de l'été, le ministère des Services sociaux et communautaires lançait une campagne publicitaire afin de sensibiliser les citoyens de la province au concept de famille d'accueil. "Malheureusement, déclarait le ministre, M. Keith Norton trop de gens s'imaginent que les familles d'accueil ne reçoivent que des enfants problèmes tels que des délinquants. Il est vrai que certains d'entre eux souffrent de troubles émotifs. Toutefois, la majorité de ces troubles disparaîtraient si les enfants avaient la sécurité d'un foyer."

Le nombre d'enfants nécessitant un foyer nourricier a augmenté de 27%

depuis 1974. Les spécialistes du ministère attribuent cette augmentation au taux de divorce toujours croissant, à la difficulté de faire face au stress quotidien et aux responsabilités familiales. Comme la cellule familiale n'a plus l'importance qu'elle avait autrefois, une famille en difficulté ne peut plus désormais compter sur la "parenté". Il ne lui reste donc qu'une seule solution : se retourner vers le gouvernement. L'enfant qui doit être placé peut aller en institution, dans un centre de traitement, en foyer de groupe ou dans certains cas, être adopté.

"Il est entendu que les institutions gouvernementales ne peuvent donner aux enfants y séjournant toute l'attention, l'affection que ceux-ci recevraient s'ils étaient placés dans des foyers nourriciers", disait Mme Mary Felunder, coordonnatrice associée de la Société de l'aide à l'enfance. "C'est pourquoi nous avons cru bon au cours de la campagne de sensibilisation du mois de mai dernier de montrer que les enfants qui ont profité de foyers d'accueil ne sont pas aujourd'hui des gens sans but, ni profession. Au contraire, ils ont comme vous et moi réussi à se faire une place dans notre société ainsi qu'à devenir des êtres sains et équilibrés. Ces enfants n'étaient pas des délinquants mais des enfants qui à un moment précis ont vu leur vie familiale sévèrement perturbée mais ont eu la chance d'être reçus par une famille d'accueil."

Comme l'indique le titre de cet article, le ministère en collaboration avec les Sociétés de l'aide à l'enfance est à la recherche de familles d'accueil. Au mois d'octobre celui-ci lancera une campagne de recrutement dans le but de trouver des parents désireux d'offrir un foyer à l'un des enfants du quartier, de la municipalité ou de la province.

Le ministère des Services sociaux et communautaires a préparé un dépliant sur le placement familial. Celui-ci répond aux questions des citoyens désireux d'offrir un foyer d'accueil à un enfant. On peut se procurer le dépliant au bureau local de la Société de l'aide à l'enfance ou encore à la Division des services à l'enfance, ministère des Services sociaux et communautaires, Edifice Hepburn, 80, rue Grosvenor, Toronto, Ontario M7A 1E9.



Ontario

Renseignements - Ontario

1-800-268-7507

un nouveau service en français

*(les résidents du nord-ouest,
code régional 807, doivent
appeler à frais virés,
1-416-965-3865)*

*Plus de détails
au prochain numéro.
En attendant
signalez*

1-800-268-7507



Energie
Ontario

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs
Patinage artistique, brochure, 1980.

Ministère des Services sociaux et communautaires
Comment choisir une bonne garderie, brochure, 1980.

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées en
s'adressant au :

Centre des Publications
880, rue Bay, 5^e étage
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Ministère de la Santé

* Bourses d'études pour étudiants de 1^{er} cycle en médecine,
dépliant, 1979.

* Bourses d'études pour étudiants de 1^{er} cycle en art dentaire,
dépliant, 1979.

On peut se procurer les dépliants ci-haut mentionnés en
s'adressant à l'organisme concerné.

* Sujet traité dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8

A:



COUP D'OEIL

Ontario

septembre 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

DEPARTMENT OF ENVIRONMENTAL AFFAIRS

OCT 20 1980

JAN 20 1981
24 54
-C 55

... ça pourrait vous coûter cher!

Depuis le mois de juillet 1980, les compagnies opérant un service d'autobus pour voyage nolisé sont obligées de posséder un permis d'exploitation de véhicule public.

Les propriétaires louant des autobus à des clubs sociaux, des agences de voyage ou encore à des organisateurs de groupes sont passibles d'une amende de \$5,000 s'ils ne possèdent pas ce permis. Il en est de même pour les organismes louant les services d'une telle compagnie.

Donc avant de louer les services d'une compagnie opérant un service d'autobus pour voyage nolisé il serait prudent de vérifier si celle-ci détient un permis en vertu de la loi sur les véhicules publics.

... devinettes

Sommes-nous des consommateurs bien informés! Le jeu suivant nous le dira.

1. Un magasin n'a pas le droit de hausser le prix du stock sur les étagères en remplaçant l'ancienne étiquette par une nouvelle portant un prix plus élevé?

VRAI ☐ FAUX ☐

2. Une fois que vous avez signé un contrat chez un marchand de voitures d'occasion, vous pouvez annuler l'entente?

VRAI ☐ FAUX ☐

Voyons maintenant les réponses;

1. Faux. Pourvu que le magasin enlève ou noircisse l'ancienne étiquette, il a le droit de vendre un produit à un prix plus élevé, même s'il s'agit de stock ancien. Cependant, la loi fédérale sur le "double étiquetage" stipule qu'il est illégal de facturer le prix le plus élevé quand

une marchandise porte l'indication clairement visible d'au moins deux prix.

2. Faux. Une fois le contrat signé, vous avez accepté d'acheter la voiture. Il se peut que le vendeur fasse une exception et annule le contrat, mais il n'y est absolument pas obligé.

Si vous avez bien répondu aux deux questions, vous pouvez être fier de vous. Sinon, il ne faut pas trop vous en faire, car il n'est pas facile de bien connaître la législation actuelle sur la protection des consommateurs. Et dans le but de mieux la faire connaître, le ministère de la Consommation et du Commerce a publié un guide informant les consommateurs sur les législations fédérales et provinciales. Ce guide est présenté sous forme de feuilles reliées et s'intitule: "En matière de consommation, quelles sont les fonctions de chacun?"

On peut se le procurer en écrivant au ministère de la Consommation et du Commerce, Centre d'information des consommateurs, 555, rue Yonge, Toronto, Ontario M7A 2H6.

... des déchets récupérés!

Chaque jour, un citoyen ontarien se débarrasse d'environ 4.5 livres d'ordures. Selon des statistiques dévoilées par le ministère de l'Environnement, la population de la province jette au cours d'une année quelque 6.5 millions de tonnes d'ordures.

Le gouvernement de l'Ontario décidait en 1974, de construire le Centre de récupération des ressources de l'Ontario. Ce projet avait comme objectifs de réduire la quantité de déchets produits, de réutiliser les matériaux recyclables, de leur trouver un marché et d'essayer, dans un avenir relative-

ment rapproché, d'éliminer l'utilisation de terrains servant de dépotoirs.

Depuis son entrée en opération qui date de 1977, le Centre transforme quelque 600 tonnes de déchets par jour. C'est sous forme de cartons et papiers encerclés, de papiers mélangés et déchiquetés, de papiers déchiquetés et fibres organiques en vrac, de verre en vrac, de métaux ferreux en vrac et de déchets traités en vrac que les ordures recyclées sont vendues aux industries. Les profits obtenus par la vente de ces produits permettent au Centre de récupération des ressources de l'Ontario de défrayer une partie des frais encourus lors de leur manipulation et de leur transformation.

Dame Nature ne peut plus absorber et digérer la quantité toujours croissante de déchets produits par l'être humain. Depuis plusieurs années, nous tendons à économiser nos ressources pétrolières. Grâce aux techniques de recyclage nous pouvons maintenant fabriquer des boîtes métalliques et de cartons, de l'engrais chimique, du papier journal et des matériaux d'isolation.

Le Centre de récupération des ressources a été aménagé de façon à accueillir les visiteurs. Des tournées sont organisées. Les écoles ainsi que les organismes désireux de le visiter doivent communiquer avec l'agent d'information du Centre de récupération des ressources au 4375 Chesswood Drive, Downsview, M3J 2C2.
Tél: (416) 636-8013.

... l'Ombudsman!

En 1809, le gouvernement suédois mettait sur pied, un bureau qu'il appelait le bureau de l'Ombudsman. Celui-ci se faisait le défenseur du citoyen contre les erreurs administratives du gouvernement suédois. Le terme Ombudsman a

été emprunté à la langue suédoise. Il signifie tout simplement: "protecteur du citoyen."

Suite à l'adoption d'un projet de loi privé, le gouvernement de l'Ontario à son tour créait en 1975, un bureau qui aurait le mandat de réparer les erreurs administratives du gouvernement.

Le bureau de l'Ombudsman existe maintenant depuis cinq ans. Il est formé de six sections dont trois d'entre elles sont responsables d'une ou de plusieurs agences gouvernementales ontariennes. Par exemple, la Section des services sociaux s'occupe des plaintes concernant la Commission des accidents du travail ou encore des prestations familiales. À son tour, la Section des services correctionnels et psychiatriques enquête sur les plaintes qui lui sont soumises par certains citoyens de la province sur nos centres de détention et institutions psychiatriques. Tant qu'à la Section de l'enquête générale, elle est responsable des autres agences ou ministères non-mentionnés.

Dans un rapport qu'il présentait à l'Assemblée législative, l'Ombudsman de la province M. Donald Morand déclarait que depuis la création du bureau de l'Ombudsman 60,445 plaintes et demandes de renseignements ont été reçues. Et pour la période qui s'étend du 1^{er} avril 1979 au 31 mars 1980, 5,475 dossiers ont été ouverts. Sur les 1,610 plaintes reçues, 1,541 relevaient de la compétence de l'Ombudsman et étaient résolues.

C'est le nord de la province qui soumet le plus grand nombre de plaintes per capita. Aussi, le bureau de l'Ombudsman a cru bon d'ouvrir des bureaux régionaux à Thunder Bay et North Bay.

Comme le mentionnait Mme Corine Boyer, une enquêteuse bilingue du bureau de l'Ombudsman, "les gens de cette région profitent énormément des audiences privées qui sont tenues à travers la province." Celles-ci sont mises sur pied afin de recevoir les plaintes des citoyens sur les agences ou ministères gouvernementaux.

Les audiences privées ne sont toutefois pas la seule façon de soumettre une plainte au bureau de l'Ombudsman. On

peut le faire par écrit ou encore par entrevue personnelle. Mais, il est important de souligner qu'avant de demander à l'Ombudsman d'enquêter sur telle ou telle affaire, le citoyen devra essayer de régler son cas avec le ministère, la commission, la personne ou le groupe impliqué. Si cette démarche n'apporte pas de résultat satisfaisant, la plainte devrait être portée à l'attention de la haute direction de l'organisme concerné. Et dans le cas où cette démarche s'avérerait également infructueuse, on peut très bien la soumettre à son député lequel pourrait prendre des mesures pour aider ledit citoyen. Et si après tous ces efforts, celui-ci n'a pas reçu satisfaction, il peut demander au bureau de l'Ombudsman de faire enquête.



Mme Corine Boyer, enquêteuse auprès du bureau de l'Ombudsman.

Les genres de plaintes que reçoit l'Ombudsman sont variées. Certaines ont trait à la propriété privée, d'autres à des difficultés familiales ou financières survenues à la suite de décisions ou de règlements adoptés par tel ou tel ministère. Il arrive quelquefois que les plaintes qui sont soumises à l'Ombudsman relèvent du gouvernement fédéral et même municipal. L'Ombudsman, en tant que fonctionnaire ontarien, ne peut s'occuper de tels cas. Toutefois, une lettre est envoyée au requérant lui expliquant la situation et lui donnant, le nom, l'adresse ainsi que le numéro de téléphone de l'organisme ou de la personne apte à répondre à sa demande.

Le bureau de l'Ombudsman a préparé une brochure intitulée: "L'Ombudsman de l'Ontario, peut-il vous aider?" Celle-ci répond à des questions du genre: "Quelles actions l'Ombudsman peut-il tenter concernant ma plainte? Les résultats de l'enquête me seront-ils

communiqués? Existe-t-il certaines catégories de problèmes que l'Ombudsman ne peut traiter? Aurai-je à payer des frais pour que ma plainte fasse l'objet d'une enquête?"

La brochure est bilingue et peut être obtenue en écrivant au bureau de l'Ombudsman, 6^e étage, 65 rue Queen ouest, Toronto, Ontario M5H 2M5. Tél: (416) 869-4000.

... on a besoin de fermiers ontariens!

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation est à la recherche de fermiers désireux d'accueillir sur leur ferme de jeunes étrangers possédant déjà une expérience en agriculture et souhaitant améliorer leurs connaissances dans un pays étranger comme le Canada.

Nous mentionnions dans Coup d'Oeil du mois d'août que deux jeunes étudiants canadiens gradués d'un collège d'agriculture de l'Ontario s'envolaient pour le Japon afin de travailler pendant six mois sur une ferme japonaise. C'est d'ailleurs grâce au programme d'échange en agriculture du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation qu'ils ont profité d'une telle occasion.

Les jeunes étrangers qui désirent travailler au Canada viennent du Royaume-Uni, du Japon et de la France. Le stage est habituellement de 4 à 12 mois. Ils sont en général de jeunes étudiants gradués d'un collège d'agriculture ou d'une université. Ce travail à l'étranger est pour eux une occasion unique de connaître la vie rurale et les pratiques agricoles d'un autre pays.

Les fermiers intéressés à les recevoir devront leur offrir le gîte, la nourriture et le salaire déterminé en vertu d'une entente survenue à la suite de négociations entre le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et le Centre de la main-d'oeuvre du Canada.

Comme le soulignait Mme Cay Johnson, la responsable du programme, "le but de cet échange est de permettre aux fermiers de la province et aux travailleurs étrangers de mieux connaître les habitudes de travail et de vie

des deux pays respectifs. Les fermiers ne devraient pas voir là-dedans l'occasion de trouver de l'aide à peu de frais mais plutôt la chance d'apprendre à connaître et à apprécier une autre culture."

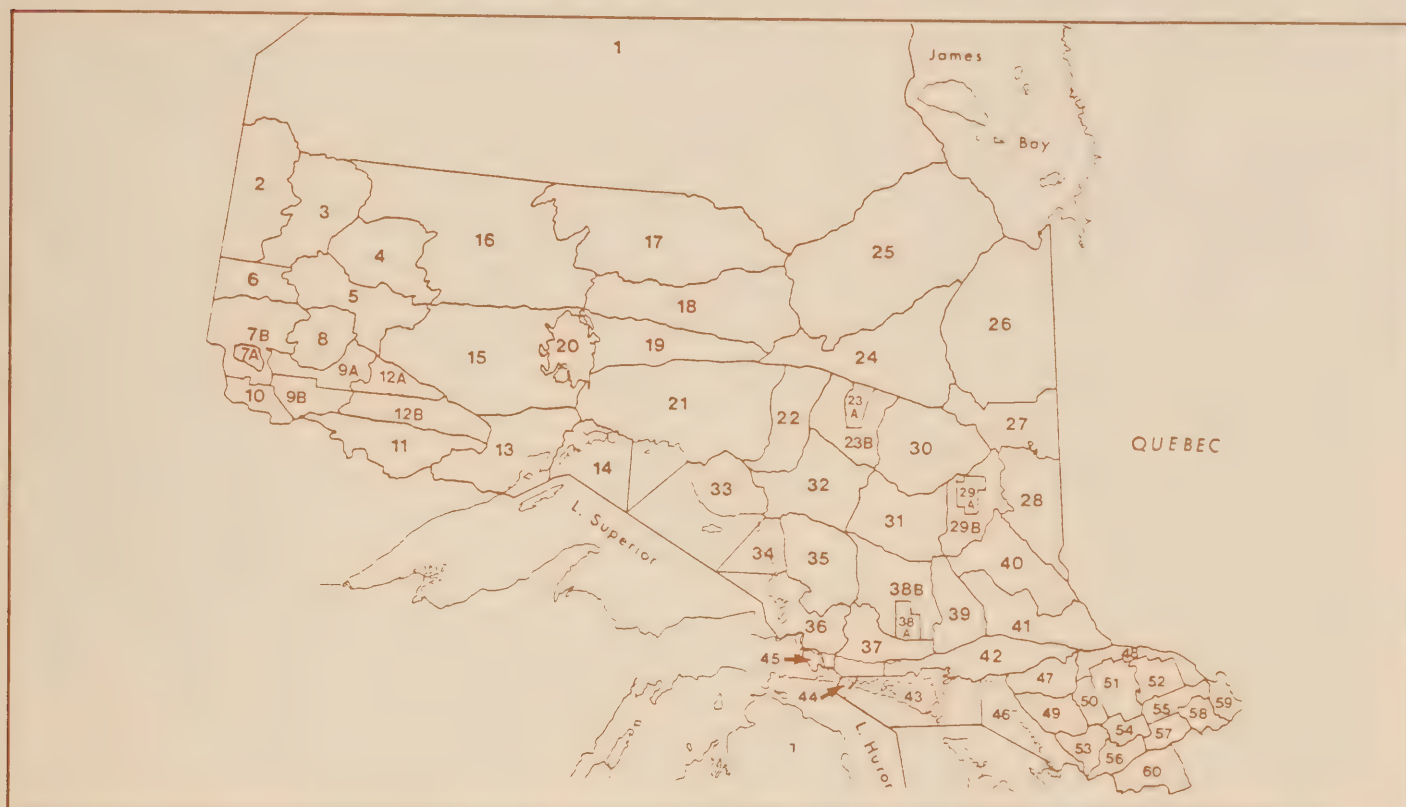
Les fermiers voulant participer au programme doivent communiquer avec Mme Cay Johnson, Direction des services de la main-d'oeuvre agricole, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Edifice de la Législature, Toronto, Ontario, M7A 1B1.

... la chasse à l'orignal!

Depuis 1975, le troupeau d'orignaux n'a pas augmenté. C'est pourquoi dans certaines régions de la province la saison de la chasse ouvrira plus tard et fermera plus tôt qu'en 1979. De plus, les chasseurs qui s'adonneront à ce type de chasse devront chasser deux par deux et chaque couple ne pourra abattre qu'un seul orignal. Cette obligation de chasser en groupe ne s'appliquera toutefois qu'au début de la saison lorsque la

chasse est la plus intensive et que le nombre est le plus élevé.

Nous avons reproduit un tableau publié par le ministère des Richesses naturelles et divisé par secteurs. Ceux-ci correspondent à des nombres, qui eux indiquent la période de chasse permise pour les résidents et les non-résidents des secteurs désignés.



Calendrier	Résidents	Non-résidents	Conditions
1,17,25 et 26	27 sept. - 15 nov.	27 sept. - 31 oct.	Seuls, les arcs les flèches, les fusils à pierre, les fusils à chargement par la bouche et mise à feu par capsule.
2,3,et 4	8 oct. - 15 nov.	11 oct. - 31 oct.	
5,8,9A,12A,15			
18,19 et 21	15 oct. - 15 nov.	18 oct. - 31 oct.	
6,7B,9B,11,12B,13	18 oct. - 15 nov.		
7A	11 oct. - 15 nov.	11 oct. - 31 oct.	Seulement les arcs et les flèches
14,	11 oct. - 15 nov.		
16	27 sept. - 15 nov.	4 oct. - 31 oct.	
22,24,27,32,33,35	18 oct. - 15 nov.	18 oct. - 31 oct.	
23	18 oct. - 15 nov.	18 oct. - 15 nov.	
23A et 29A	29 sept. - 10 oct.	20 sept. - 10 nov.	Seulement les arcs et les flèches
28,29,30,31,34, 36,37,38,39,40 et			
42	18 oct. - 31 oct.	18 oct. - 31 oct.	
38A	15 sept. - 30 sept.	15 sept. - 30 sept.	
41	18 oct. - 31 oct.		
46,47,48,49,50			Seulement les arcs et les flèches
53,54,55,56,57,58,			
59,60	20 oct. - 25 oct.		

... bibliothèques publiques!

À l'été de 1979, le Conseil provincial des bibliothèques de l'Ontario demandait au ministère des Affaires culturelles et des Loisirs de commanditer une enquête afin de connaître l'état des services en langue française dans les bibliothèques publiques de l'Ontario.

Le rapport de cette enquête a été remis en avril dernier à la présidente du Conseil, Mme Gwen MacDougall. Tout en donnant un aperçu des services offerts dans les bibliothèques, le rapport contient 22 recommandations visant à améliorer les services en langue française.

Pour se procurer une copie du rapport intitulé: "Les services en langue française dans les bibliothèques publiques de l'Ontario", il suffit de faire parvenir un chèque au montant de \$7.00 à M. Louis Desjardins, Directeur de l'enquête, 1501 rue Grâce, Ottawa, Ontario, K1H 7C1.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Affaires culturelles et Loisirs
Lutte. brochure, 1980

Éducation
A la découverte de l'Ontario par la carte routière.

Richesses naturelles
La gestion de l'original en Ontario, brochure, 1980.

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées en s'adressant au:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5^e étage,
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Bureau de l'Ombudsman
* L'Ombudsman de l'Ontario

On peut se procurer cette publication en s'adressant à l'organisme concerné.

* sujet traité dans Coup d'Oeil



Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8

A:



Ontario

COUP D'OEIL

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Décembre 1980

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

... jugé en français s.v.p.

Depuis le 21 octobre dernier, 15 cours d'infractions provinciales de la province offrent des services en langue française. Ces cours sont situées dans

les comtés et districts de Cochrane, Ottawa-Carleton, Prescott-Russell, Sudbury et Nipissing.

Les villes où il sera possible d'obtenir un procès en français sont les suivantes :

Hornepayne, Hearst, Kapuskasing, Smooth Rock Falls, Cochrane, Timmins, Ottawa, Orignal, Hawkesbury, Rockland, Sudbury, Espanola, Sturgeon Falls, North Bay et Mattawa.

...elle est là!

Cette campagne publicitaire dont nous vous parlions le mois dernier va bon train.

Aussi, nous vous rappelons que le Bureau du Coordonnateur provincial des Services en langue française a installé une ligne téléphonique vous permettant de nous rejoindre sans frais.

Le numéro à composer est le 1-800-268-7507. Les résidents du Nord-Ouest de la province doivent appeler à frais virés le (416) 965-3865.

Nous incluons aujourd'hui, avec Coup d'Oeil, une affiche portant sur Renseignements-Ontario. Pour en obtenir d'autres, vous n'avez qu'à remplir le coupon de commande ci-dessous et nous le retourner ou, ce qui est encore plus simple, appelez-nous à Renseignements-Ontario.

Avez-vous eu l'occasion d'entendre sur les ondes radiophoniques nos messages publicitaires? Avez-vous consulté votre journal régional?

N'hésitez pas à nous appeler. On pourra certainement vous aider!

Les cours d'infractions provinciales s'occupent des infractions ayant trait aux lois et aux règlements provinciaux tels que code de la route, réglementation des alcools, loi sur la chasse et la pêche ainsi que divers règlements municipaux.

Lorsqu'une personne est accusée d'avoir violé une loi provinciale ou un règlement municipal, elle peut plaider coupable ou non-coupable.

Si l'accusé plaide coupable, il peut tout simplement payer l'amende imposée.

D'autre part, dans les cinq comtés et districts mentionnés ci-haut, l'accusé qui décide de plaider coupable mais avec circonstances atténuantes, peut maintenant se présenter devant un juge de paix bilingue pendant les heures spécifiées à cet effet dans l'avis d'infraction.

Si l'accusé plaide non-coupable, il peut renvoyer le document en demandant un procès devant un juge bilingue.

Dans un discours qu'il prononçait en octobre dernier, le Procureur Général de la province, M. Roy McMurtry déclarait que : "La désignation de ces 15 Cours d'infractions est conforme à l'engagement du gouvernement, soit de faciliter l'accès des résidents francophones de l'Ontario à l'administration de la justice." Et ce dernier ajoutait : "Nous travaillons en ce moment à la désignation, dans un proche avenir, d'autres cours qui offriront des services en langue française, notamment dans la région de Cornwall."

C'est facile... Servez-vous-en!

1-800-268-7507

Veillez me faire parvenir _____ copie(s) de l'affiche
Renseignements-Ontario

Nom _____

Adresse _____

Retournez ce coupon à l'adresse suivante :

Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, Toronto
Ontario M7A 1B8

... l'essence coûte chère

L'essence coûte chère et coûtera encore plus chère d'ici la fin de l'année. Aussi, de manière à aider les automobilistes à réduire leur consommation d'essence, le ministère de l'Énergie demandait à quarante journalistes de la province de se soumettre à une série d'expériences sur une période de trois semaines. Ces expériences avaient comme but de prouver que par de bonnes habitudes de conduite ainsi qu'une voiture bien réglée, un automobiliste peut réduire sa consommation d'essence d'environ 20%.

Les journalistes qui participèrent à ce programme habitaient les régions de Toronto, de Hamilton-Niagara et de London-Sarnia. Au cours de la première semaine, les participants se sont rendus au travail en voiture sans changer leurs habitudes de conduite. Toutefois, ils ont pris soin de relever le millage et la consommation d'essence. Lors de la deuxième semaine, ils ont réglé leur voiture et adopté les conseils du ministère en ce qui a trait à l'économie d'essence pour constater, à la fin de la 3^e semaine, qu'ils avaient réussi à diminuer de 15 à 22% leur consommation d'essence selon qu'ils conduisaient sur la grande route ou dans la ville.

Comme le soulignait M. Patrick Howe, du ministère de l'Énergie : "Un conducteur roulant à une vitesse irrégulière utilise six fois plus d'essence que celui qui circule sur nos routes à une vitesse régulière." Aussi, pour qu'un automobiliste puisse réduire sa consommation d'essence, il doit considérer les limites de vitesse, vérifier le gonflage des pneus de sa voiture, conduire d'une manière défensive et sans à-coups, faire régler son véhicule et utiliser au minimum le climatiseur de sa voiture.

Selon M. Robert Welch, premier ministre adjoint et ministre de l'Énergie : "Une amélioration de 20% par tous les conducteurs de l'Ontario représenterait une réduction de la consommation d'essence d'environ 600 millions de gallons d'essence par an, soit plus de 700 millions de dollars."

A son tour, le ministre de l'Énergie du gouvernement fédéral, M. Marc Lalonde dévoilait en octobre 1980, que le plein d'essence coûtera \$50.00 en

1989. C'est donc dire qu'avec une telle augmentation, il est urgent de mettre en pratique les bonnes habitudes de conduite.

Le ministère de l'Énergie a préparé une série de brochures sur l'économie au volant, l'entretien de la voiture et la consommation d'essence. Pour se les procurer, il suffit d'écrire au ministère de l'Énergie, C.P. GMS 37, Queen's Park, Toronto (Ontario) M7A 2B7.

... de nouveaux membres!

Le 10 novembre 1980, le ministre de l'Éducation, Mme Bette Stephenson annonçait la nomination du président et des membres du Conseil de l'Éducation franco-ontarienne.

Au cours des trois prochaines années, le Conseil aura comme tâche principale d'aviser le ministre de l'Éducation et des Collèges et Universités sur toute question concernant l'éducation franco-ontarienne.

Le Conseil se compose de :

M. Onésime Tremblay (président), Directeur général du Conseil des écoles séparées du district de Sudbury

du Frère Jean-Marc Cantin, Président de la fédération des enseignants de l'Ontario.

M. Antoine D'Iorio, Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche à l'Université d'Ottawa.

M. Alcide Gour, Doyen des programmes de langue française au collège Cambrian à Sudbury.

M. Jean Grisé, Président du Comité consultatif de langue française au Conseil scolaire de Kirkland Lake.

M. Léopold Lacroix, Directeur général du service français à l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario à Toronto.

et Mme Gisèle Lalonde, Directrice du Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques à Ottawa.

Outre le président et les six membres déjà mentionnés, soulignons que messieurs

Berchmans Kipp, sous-ministre adjoint à l'Éducation franco-ontarienne,

Omer Deslauriers, président du Conseil des affaires franco-ontariennes,

et

Donald Stevenson, sous-ministre au ministère des Affaires intergouvernementales,

ont été nommés au Conseil à titre de membres sans droit de vote.

... les avocats francophones de l'Ontario!

C'est à la mi-novembre que les avocats d'expression française de l'Ontario se sont réunis à Ottawa dans le but de créer l'Association de juristes d'expression française.

À la suite de la proclamation de la loi C-42, à la fin de l'année dernière, le Conseil des Affaires franco-ontariennes convoquait quelques avocats francophones de la province afin d'étudier la mise en application de cette loi dans la province. Lors de cette rencontre, les avocats présents soulignèrent le besoin de créer une association d'avocats qui aurait comme objectifs de voir non seulement à la promotion des services juridiques en langue française en Ontario, mais de voir également au développement et à la circulation de lexiques, de formulaires, de manuels de terminologie ainsi que de textes de lois en français à tous ses membres.

Comme le soulignait le juge Goulard, l'un des principaux responsables de l'organisation du congrès : "L'Association s'efforcera de maintenir des liens avec les associations provinciales, nationales et locales de juristes et agira comme porte-parole auprès des autorités législatives et gouvernementales pour faire reconnaître les services juridiques en langue française. De plus, elle sera le début d'une entraide entre avocats, linguistes, juges et tout autre personne travaillant dans un milieu para-juridique.

Au cours de la rencontre qui s'est tenue à Ottawa, les avocats ont élu leur conseil d'administration qui se compose d'un président et de six représentants régionaux. C'est un avocat d'Ottawa, maître Robert Paris qui a été nommé à la présidence de l'Association des juristes d'expression française de l'On-

tario. Il sera assisté dans ses fonctions par six avocats venant respectivement du Nord, du Sud et de l'Est ontarien.

Lors de cette réunion, les congressistes ont adopté une résolution voulant que l'exécutif de l'association présente au ministre de la Justice du Canada, au Procureur général de l'Ontario ainsi qu'au Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur la Constitution, une résolution demandant que la Constitution reconnaisse le statut égal du français et de l'anglais dans la promulgation des lois, dans la procédure parlementaire et dans l'administration de la justice en Ontario.

Dans un discours qu'il prononçait devant les avocats réunis, le Procureur général de la province, M. Roy McMurtry déclarait : "Je sais qu'il n'est pas facile pour des avocats qui n'ont pas reçu de formation juridique en français, de se trouver à l'aise lorsqu'ils exercent leur profession ou plaident en français.

... Mais, si vous ne manifestez pas d'intérêt pour ce nouveau système de services en langue française devant les tribunaux, personne d'autre n'est capable d'en assurer le succès. Car, c'est vers vous que les citoyens francophones de l'Ontario vont se tourner en votre qualité de gardiens des droits individuels. Et l'usage du français prévu dans les lois ontariennes va, ou bien s'épanouir en fonction de notre engagement, ou bien dépérir, en raison de votre manque d'intérêt ... En conséquence, il n'est plus nécessaire d'avoir des excuses ou encore des craintes de "tout déranger". Un franco-ontarien ne devrait jamais croire qu'il doit cesser de parler sa langue au seuil des tribunaux et des cours de l'Ontario."

Pour de plus amples informations sur l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario, les intéressés peuvent communiquer avec maître Robert Paris, 291, rue Dalhousie, Ottawa, Ontario, K1N 7E5.

... après l'université?

En 1979, plus de 86.6% des diplômés des universités ontariennes ont réussi à se trouver un travail à temps plein et 8.5% ont obtenu en emploi à temps partiel.

Voilà ce que révélait l'enquête sur les

emplois tenus par les diplômés de 1979 des universités de l'Ontario et dévoilée par le ministre des Collèges et Universités, Mme Bette Stephenson en novembre 1980.

Sur le pourcentage divulgué par l'enquête, mentionnons que près de 96% des diplômés en génie, en physique, en chimie, en administration et en commerce ont trouvé du travail dans leur champ de spécialisation. Par contre, il n'en est pas de même pour les diplômés en lettres, en sciences sociales, en agriculture et en sciences biologiques et humaines. Près de 30% des diplômés de ces disciplines travaillent dans les secteurs des emplois de bureau, de montage et de la construction.

Parmi les personnes interviewées, 71.2% ont indiqué que leur salaire était

satisfaisant, 67.4% ont souligné qu'ils étaient contents des possibilités d'avancement et 78.4% sont en mesure de faire preuve d'initiative dans leur travail

Les répondants au questionnaire devaient mentionner leur lieu de résidence. Cette question permettait aux évaluateurs de déterminer le pourcentage de diplômés travaillant en Ontario et à l'extérieur de la province. Sur 19,648 diplômés en 1979, 84.5% sont restés en Ontario, 12% sont déménagés dans d'autres provinces et 3.5% sont partis à l'étranger. La majorité de ceux qui ont quitté l'Ontario pour aller dans d'autres pays ou d'autres provinces sont des diplômés d'ingénierie (24.7%). Sur ce dernier pourcentage, 9.1% sont allés en Alberta.

Pour obtenir de plus amples rensei-

... ça coûtera moins cher!

Ce sont les consommateurs, les industries de fabrication de meubles, d'appareils ménagers, de camionnettes, de fourgonnettes, les cultivateurs et l'industrie hôtelière qui profiteront du mini-budget annoncé par le Trésorier de l'Ontario, M. Frank Miller.

En effet, depuis le 13 novembre et jusqu'au 30 juin 1981, les consommateurs pourront se procurer des meubles, des appareils ménagers tels que des réfrigérateurs, des congélateurs, des laveuses, des sècheuses ou encore des cuisinières sans payer la taxe de vente de 7%. Les constructeurs domiciliaires bénéficieront du même privilège mais sur les matériaux de construction.

A son tour, l'industrie hôtelière pourra d'ici le 31 juillet 1981, éliminer la taxe de vente sur les repas en dessous de \$6.00 et sur la location de chambres.

Les cultivateurs profiteront d'une réduction des taux d'électricité puisque le gouvernement de la province remettra à l'Hydro Ontario quelque \$20 millions sous forme de bourses et de fonds spéciaux.

Les garderies de la province recevront une aide monétaire s'élevant à \$1 million de dollars et les programmes



d'assistance sociale et de bénéfices à la famille augmenteront de \$45 millions.

Les acheteurs de camionnettes et de fourgonnettes bénéficieront d'ici le 1^{er} juillet 1981, d'une réduction de la taxe de vente qui dans certains cas, leur fera économiser quelques \$700.00.

Un programme de partage des coûts sera négocié avec le gouvernement fédéral afin de venir en aide aux familles à faible revenu et affectées par l'augmentation des coûts de chauffage.

Pour de plus amples renseignements sur le mini-budget du 13 novembre 1980, les intéressés peuvent se procurer le document en écrivant au Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française.

gnements sur l'Enquête sur les emplois tenus par les diplômés de 1979 des universités de l'Ontario, les intéressés peuvent écrire à M. Claude Lacombe, agent d'information, Division des affaires universitaires, 9^e étage, Edifice Mowat, Queen's Park, Toronto, Ontario M7A 1B8.

... les élections municipales!

Le 10 novembre les citoyens de chaque municipalité élisaient leur nouveau Conseil municipal.

Pour obtenir le ou les noms des nouveaux élus, les intéressés peuvent communiquer avec M.R. Illingworth, Secrétariat provincial des affaires municipales, ministère des Affaires intergouvernementales, 3^e étage, Edifice Mowat, Toronto, Ontario. M7A 1Y7.



Energie
Ontario

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Collèges et Universités

Le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario, dépliant (fr.), 1980.

Lois du gouvernement ontarien

Loi de 1975 sur les jour fériés dans le commerce au détail.

Loi de l'Ontario de 1976 sur le régime de garanties des nouveaux logements.

On peut se procurer les publications ci-mentionnées en s'adressant au :

Centre des publications
880, rue Bay, 5^e étage
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Ministère de l'Énergie

- L'économie au volant, dépliant (fr.), 1980
- L'entretien de la voiture et la consommation d'essence, dépliant (fr.), 1980

Ministère du Trésor et de l'Économie

- Le mini-budget de l'Ontario du 13 novembre 1980.

On peut se procurer les documents ci-mentionnés en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

Janvier 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

... utile à tous

Vous cherchez le numéro de téléphone du Centre culturel de Sudbury, l'adresse de l'école élémentaire de Matachewan ou encore le nom de l'association locale de North Bay qui s'occupe des déficients mentaux?

Mais voilà, vous ne savez où trouver ces informations!

Chaque année, le Conseil des affaires franco-ontariennes publie un annuaire. Celui-ci contient les noms, les adresses et les numéros de téléphone des organismes francophones de la province.

... c'est facile!

Plusieurs d'entre vous connaissent maintenant Renseignements-Ontario. Nous répondons à l'heure actuelle à plus de 100 appels téléphoniques par semaine. On nous téléphone de tous les coins de la province pour nous demander des publications, des numéros de téléphone, des noms de gens ou de bureaux et d'autres informations ayant trait au gouvernement de l'Ontario.

Avez-vous utilisé nos services récemment? Si oui, qu'en pensez-vous? Sinon, essayez-les, vous verrez bien que cela en vaut la peine!



Ontario

Renseignements - Ontario

1-800-268-7507

un nouveau service en français

*(les résidents du nord-ouest,
code régional 807, doivent appeler à frais virés,
1-416-965-3865)*

Pour se le procurer, il suffit de faire parvenir \$2.50 au service des publications du ministère des Services gouvernementaux.

*Voir l'adresse à l'endos de cette publication.

... pensons-y

L'Assemblée générale des Nations Unies a désigné 1981, l'«Année internationale des handicapés».

Saviez-vous que la province de l'Ontario compte à elle seule plus de 800,000

personnes atteintes d'un handicap physique ou mental? Ce chiffre correspond à 10% de notre population totale. C'est donc dire qu'une personne sur 10 a perdu l'usage d'un ou de plusieurs membres ou encore souffre de troubles mentaux.

Malheureusement, beaucoup de gens ignorent qu'une personne handicapée peut continuer à fonctionner normalement. C'est-à-dire qu'elle peut travailler, voyager, lire, écrire et même dans certaines circonstances pratiquer des activités physiques.

Depuis plusieurs années, le gouvernement de l'Ontario consacre une partie de son budget annuel aux personnes handicapées. Cette année, il intensifiera l'aide qu'il leur apporte par l'entremise de programmes de prévention, de rééducation et de soutien.

Toutefois, les efforts déployés par le gouvernement ne suffisent pas. Il faut l'appui de la population pour que, non seulement l'Année internationale des personnes handicapées obtienne le succès anticipé par les Nations Unies mais aussi pour que les handicapés de chaque collectivité sentent qu'ils sont des individus à part entière. Pour ce faire, ils doivent avoir facilement accès aux édifices publics, aux emplois offerts dans chaque localité, à l'éducation, à des logements et à divers autres services dont profite toute la population.

Le Secrétariat aux affaires sociales a publié un dépliant intitulé: "Les handicapés parmi nous". Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'Année internationale des handicapés ou pour se procurer une copie du dépliant, les intéressés peuvent écrire à: Objectif 81, Année internationale des personnes handicapées, Case postale 30, Queen's Park, Toronto, (Ontario) M7A 1A2.

... comme dans l'ancien temps!

Les centres villes d'antan où il faisait bon se rencontrer chez le boulanger, le laitier, le ferblantier ou encore le boucher sont maintenant choses du passé.

Les centres commerciaux, ces immenses boîtes carrées fourmillent d'inconnus. L'anonymat y est roi. Et pourtant, il est si agréable de se promener dans un quartier où le style des maisons d'époque, s'harmonise avec le paysage et où cafés et boutiques offrent aux visiteurs et aux citoyens des mets et des articles uniques confectionnés avec soin.

Plusieurs municipalités de la province s'adonnent, depuis quelques années, à la rénovation de leur centre ville. De façon à leur venir en aide, le ministère du Logement préparait récemment un guide sur l'amélioration des zones commerciales.

Ce document contient des suggestions sur la rénovation commerciale tels que la modernisation des édifices historiques; l'élargissement de certaines rues ou l'utilisation de celles-ci comme rues piétonnières; l'installation de bancs, de plantes et même de parcs. Evidemment, la réalisation d'un tel projet coûte tout de même assez cher. Le manuel intitulé "Zones commerciales à améliorer" informe également les municipalités sur les façons d'obtenir des fonds. De plus, le ministère met à leur disposition des prêts qu'elles peuvent obtenir à des taux d'intérêt spéciaux. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les prêts octroyés aux municipalités entreprenant des rénovations commerciales, les intéressés peuvent communiquer avec le directeur de la section des services de rénovations commerciales, ministère du Logement, 56 ouest, rue Wellesley, 3e étage, Toronto, Ontario. Des documents sur les sujets suivants sont disponibles en français : programme de revitalisation du centre des localités, contrôle de la démolition, normes immobilières, projets de réaménagement, contrôle municipal sur le stationnement, plans officiels, et améliorations des zones commerciales. On peut se les procurer à la même adresse.

Quant au guide intitulé "Zones commerciales à améliorer" il peut être obtenu du ministère du Logement, 60

ouest, rue Bloor, 8e étage, Toronto, Ontario, M4W 3K7. (Attention : Administrative system).

... en voyage chez nous!

Chateaubriand écrivait un jour : "un soir, je m'étais égaré dans une forêt à quelque distance de la cataracte de Niagara; bientôt, je vis le jour s'éteindre autour de moi et je goûtai, dans toute sa solitude, le beau spectacle d'une nuit dans les déserts du Nouveau-Monde."

Ces déserts du Nouveau-Monde dont parle l'écrivain n'ont plus la même allure. En effet, les chutes de Niagara ont gardé leur puissance et leur beauté, mais elles attirent de si nombreux touristes, qu'il est maintenant impossible d'éprouver ce sentiment de solitude.

M. Tim Nau, agent d'information au ministère de l'Industrie et du Tourisme se rendait en France au mois de septembre 1980 pour présenter aux agences de publicité française un montage audiovisuel portant sur le nord de l'Ontario. Comme celui-ci le mentionnait : "Les français ont une certaine image de notre pays. Pour eux, le Canada, c'est le pays des grands espaces, de la nature à l'état sauvage, des bois à n'en plus finir et des couchers de soleil à faire rêver. Et lorsque ces derniers débarquent chez nous,

ces images se transforment en grands centres peuplés où gratte-ciels et voitures modernes se côtoient tout comme chez eux. Pourtant, cette image qu'ils se font du Canada existe. Toutefois, pour retrouver cette nature à l'état sauvage, il faut pouvoir s'éloigner des régions habitées. C'est pour cela que notre ministère a pensé réaliser un document présentant le nord de l'Ontario. Cette région peu connue des étrangers représente bien l'image qu'ils se font du Canada."

Comme le soulignait M. Nau, ce qu'il y a de merveilleux avec notre province c'est qu'elle n'a guère changé depuis l'arrivée des premiers explorateurs. À l'exception des régions fertiles et développées du sud, l'Ontario est une forêt géante, d'une superficie égale à deux fois la France. De plus, elle est parsemée de lacs et de rivières limpides, où il est possible de parcourir en canot quelque 1,600 kilomètres, de s'adonner à la pêche et à la chasse dans des endroits encore peu fréquentés du public et de prendre ce fameux train, le "Polar Bear Express." Ce dernier vous transporte à travers des régions encore pratiquement inhabitées où de temps à autre le train s'arrête en pleine forêt pour déposer une famille indienne ou un traqueur solitaire.

L'image que se font les Français de notre pays existe encore. Mais voilà, l'aurait-



Le Canyon Agawa situé à 160 kilomètres de Sault-Ste-Marie.

on oublié? Les grandes villes nous attirent, l'Europe nous fascine et notre province nous échappe!

Les belles saisons reviendront nous inviter à partir vers des destinations inconnues. et si nous décidions de partir pour Kenora, Cochrane, Osnaburgh House ou le lac Nipissing! Qui sait! Nous y rencontrerions peut-être certains de nos cousins français et cette solitude dont parlait Chateaubriand au siècle dernier!

... de bonnes habitudes alimentaires

Pour la deuxième année consécutive, le ministère de la Santé, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, invite les écoles secondaires de la province offrant des cours de la 9^e à la 13^e année à participer au concours "Santé-nutrition 80-81".

Le concours "Santé-nutrition" a été créé lors de l'Année internationale de l'enfant. Il a comme objectif de stimuler dans les écoles la mise en place de programmes soulignant l'importance d'une bonne nutrition et la nécessité de former de bonnes habitudes alimentaires.

En tout, vingt prix de \$1,000 seront décernés avant la fin de l'année 1980-81 aux conseils d'étudiants des écoles gagnantes. L'argent qui leur sera remis, devra servir à créer de nouvelles activités axées sur la santé.

Les gagnants auront présenté des programmes qui pourront être répétés d'année en année et qui entraînent la participation d'élèves, de professeurs, de familles; ils comporteront aussi des éléments de promotion, d'éducation et finalement, fourniront la preuve que les habitudes alimentaires ont changé ou que les élèves mettent en pratique leurs connaissances de bonne nutrition.

La date limite pour participer au concours est fixée au 1^{er} février 1981. Les étudiants intéressés à y prendre part doivent communiquer avec leur conseil d'étudiants. Si celui-ci n'a pas les renseignements sur le concours ou encore le formulaire d'inscription, il pourra l'obtenir en écrivant au Service de nutrition, Direction de la santé publique, ministère de la Santé,

5^e étage, 15, boul. Overlea, Toronto (Ontario), M4H 1A9.

... c'est à boire qu'il nous faut!

En Ontario, le contrôle des boissons alcooliques remonte à 1927. Avant cette date, la province était administrée par la législation de 1919 plus connue sous le nom de la loi sur la tempérance. Celle-ci interdisait la vente de boissons alcooliques. Toutefois, elle ne s'appliquait pas aux pharmacies et aux maisons de fabrication de vin, de bière ou de spiritueux.

Inutile de dire que cette législation fit la joie des pharmaciens dont la vente des produits alcooliques monta en flèche. Il en fût de même pour les petits entrepreneurs qui, à cause des faibles exigences, soit celles de posséder quelques connaissances sur le vin européen, se voyaient octroyer des permis pour la fabrication de cette eau-de-vie. En 1927, les pharmacies vendaient beaucoup d'alcool, soit-disant, pour guérir certaines maladies. On avait même octroyé quelque 51 permis autorisant autant d'entrepreneurs à fabriquer des boissons alcooliques. La contrebande était une affaire courante et les produits fabriqués étaient parfois toxiques et malheureusement de mauvaise qualité.

À cause des pressions exercées par le public et surtout à cause du monstre qui avait été créé par la loi sur la tempérance le gouvernement de l'époque décida d'abolir la loi de 1919 et d'instaurer, en 1927, un contrôle des boissons alcooliques qui aurait comme objectif de voir à la qualité et la quantité des produits fabriqués chez nous ainsi que des produits importés.

À partir de cette date et surtout depuis les années 50, l'Ontario exerce l'un des contrôles les plus efficaces en ce qui a trait aux boissons alcooliques.

En effet, avant qu'une bière, qu'un vin ou encore qu'un spiritueux soit mis sur les tablettes de la Régie des alcools de l'Ontario (RAO), il doit passer par le laboratoire du 55, boulevard Lakeshore est, à Toronto ou encore subir le test de dégustation effectué par le Comité de dégustateurs professionnels de la RAO.

Les examens de laboratoire consistent à

mesurer le degré alcoolique, le taux d'acidité volatile, de ferrocyanure de potassium, de cyanure de potassium et à l'occasion de colorant. La RAO possède une échelle permettant de mesurer le nombre de particules par million ou enfin pour mieux comprendre, le nombre de milligrammes par litre. Ainsi, un vin possédant plus de 100 milligrammes d'acide volatile (acide acidique), plus communément appelé vinaigre, sera rejeté puisqu'il n'est plus qu'une bonne bouteille de vinaigre. Il en est de même pour un vin contenant plus de 200 milligrammes d'acide sorbique et ainsi de suite.

Le laboratoire de la RAO analyse quelque 5,000 produits par année. Soulignons que ce n'est pas chaque bouteille de vin qui doit être analysée. On prend un spécimen de chaque expédition.

Depuis 1976, la Régie des alcools embouteille quelques produits alcooliques tels que le gin, le cognac, le scotch, la vodka, et le brandy. Ces produits sont conservés dans 56 réservoirs de la Régie.

Pour de plus amples informations sur ce sujet, les intéressés peuvent communiquer avec M. Christopher Layton, agent d'information, ministère de la Consommation et du commerce, 555, rue Yonge, 9^e étage, Toronto, Ontario, M7A 2H6. tél: (416) 963-0339.

... du nouveau dans l'est!

Le Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française félicite M. Marcel Paulhus, qui depuis le 15 décembre 1980, occupe le poste de directeur du collège d'Agriculture et de l'Alimentation à Alfred.

Avant sa nomination au collège technique d'Alfred, M. Paulhus était employé par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation dans la région de l'est ontarien en tant que coordonnateur agricole.

C'est toutefois depuis 1969 que M. Paulhus est au service du gouvernement provincial où il commença sa carrière comme assistant au représentant agricole dans le comté de Prescott. Quelques années plus tard, il devient le représentant agricole des districts de

Cochrane nord et de Nipissing. En 1977, il exerça les fonctions de coordonnateur régional et de spécialiste en gestion agricole pour la région du nord ontarien.

T.V. Ontario pour tous!

D'ici l'automne 1982, les citoyens du nord-est de l'Ontario pourront capter les émissions télévisées par TV Ontario.

En effet, grâce aux récents crédits alloués par le cabinet ontarien, T.V. Ontario construira prochainement deux émetteurs qui permettront aux futurs auditeurs de North Bay, Parry Sound et Timmins de capter sur des fréquences VHF, les émissions de T.V. Ontario.

Pour de plus amples informations, les intéressés peuvent téléphoner au service de l'information de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario. Le numéro de téléphone à composer pour les résidents de la région de Toronto est le 484-2750; les autres peuvent signaler 1-800-268-8840.

... faites vite!

En préparation de l'Année internationale des personnes handicapées le gouvernement canadien adoptait l'une des recommandations de l'Assemblée générale des Nations Unies, soit celle de former un Comité d'organisation canadien pour l'année 1981.

Récemment, le gouvernement canadien lui remettait 1 million de dollars. Cette somme servira à financer des projets s'adressant aux personnes handicapées.

Les projets susceptibles d'obtenir une aide financière devront répondre à l'un des critères suivants :

- 1) impliquer ou employer des personnes handicapées
- 2) être nouveau et novateur
- 3) prendre l'aspect d'une conférence. Ce type de projet ne sera considéré que si le sujet n'a pas été abordé lors d'événements du genre dans la localité ou encore s'il est conçu par des personnes handicapées, leurs parents ou leurs tuteurs.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs
Patinage artistique, dépliant (fr.), 1980.
Ski, dépliant (fr.), 1980.

Lois du gouvernement ontarien
Loi de 1976 sur la stabilisation des revenus agricoles.

Loi de 1977 sur la réforme du droit à l'enfance.

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto, Ontario
M7A 1N8

Secrétariat aux affaires sociales
* Les handicapés parmi nous.

Logement
*Zones commerciales à améliorer, brochure (fr.), 1980

Conseil des Affaires franco-ontariennes
L'annuaire franco-ontarien, 1980-81, prix \$2.50.

On peut se procurer les documents ci-haut mentionnés en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

Mentionnons que les projets exceptionnels mériteront une considération spéciale. Les organismes ou les individus intéressés à soumettre leurs projets au Comité d'organisation pour 1981, devront le faire d'ici le 15 janvier 1981. Les projets devront être expédiés au Comité d'organisation canadien, Case postale 1981, succursale "C", Ottawa, Ontario K1Y 4N9.

Pour de plus amples renseignements sur le sujet, on peut téléphoner à Mme Marilyn McRea au 613 (998-3861).

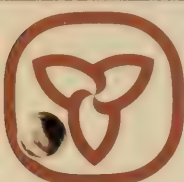
Faites vite, puisqu'avec quelques milliers de dollars vous pourrez rendre la vie de quelques personnes handicapées plus agréable.

International Year
of Disabled Persons

1981



Année internationale
des personnes handicapées



Ontario

COUP D'OEIL

Février 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

... l'efficacité ... synonyme d'économie!

Avec la crise énergétique presque tous les gouvernements provinciaux et même celui de l'Alberta proposent à leurs citoyens et à leurs municipalités des méthodes et des programmes qui leur permettront de bien utiliser leurs ressources naturelles.

Le ministère du Logement de l'Ontario tiendra au cours des trois prochains mois une série de 9 ateliers. Ceux-ci auront comme objectif de sensibiliser les personnes reliées directement ou indirectement à l'industrie de la construction et de la rénovation, au redéveloppement communautaire et à la conservation de l'énergie.

De nos jours, de plus en plus de gens cherchent à habiter les vieux quartiers d'une ville. L'augmentation du coût de l'essence, du prêt hypothécaire et des frais de construction les incite à louer ou à acheter un appartement dans ces secteurs. Ainsi, ils économisent de

l'argent, du temps et peuvent se consacrer à des activités qui les intéressent. Mais voilà, les municipalités sont prises avec des problèmes d'accommodation. Où loger tous ceux qui désirent délaisser les banlieues?

C'est afin de leur suggérer des alternatives que le ministère du Logement invite les maires, les conseillers municipaux, les banquiers, les agents d'immeubles et toute autre personne reliée à l'industrie du bâtiment à assister aux ateliers intitulés : «Comment faire pour mieux utiliser nos ressources déjà existantes?»

Quelques ateliers se sont déjà déroulés. Toutefois à compter du 18 février, l'équipe itinérante du ministère visitera les villes suivantes:

18 février :	Kingston
25 février :	Ottawa
4 mars :	Toronto
11 mars :	Thunder Bay
18 mars :	Sault Ste-Marie
25 mars :	Kitchener

Pour de plus amples renseignements sur ce programme, les intéressés peuvent communiquer avec Madame Joan Krantzberg, Agent d'information, Direction des communications, Ministère du Logement, 56, rue Wellesley ouest, Toronto, Ontario M7A 2K4 (Tél. : (416) 965-9780).

N.B. Pour le moment, l'équipe itinérante n'est pas bilingue. Cependant si des francophones sont intéressés à participer à des ateliers, nous vous suggérons de communiquer avec Mme Krantzberg ou avec Renseignements-Ontario.

... réservé aux enseignants

Il est certainement plus amusant et moins fastidieux d'enseigner une matière aride comme peuvent l'être «les sciences», si l'on peut joindre aux explications théoriques une démonstration pratique. Mais voilà, dans ce domaine les instruments de laboratoire sont souvent très dispendieux et ce ne sont malheureusement pas tous les conseils scolaires qui peuvent mettre à la disposition de leurs professeurs et de leurs étudiants un équipement scientifique élaboré.

Pourtant, depuis 1969, la province de l'Ontario possède un Centre des Sciences où il est permis d'utiliser les instruments et les locaux pour faire ses propres expériences. De plus, de nombreuses possibilités s'offrent aux visiteurs ainsi qu'aux enseignants désireux d'y amener leur classe. Par exemple, un étudiant peut fabriquer son propre papier, simuler un alunissage, assister à des démonstrations de chimie, de physique ou encore à des ateliers sur le camouflage chez certains animaux, sur le laser et sur le vol.

... c'est très encourageant!

Votre enthousiasme pour Renseignements-Ontario est très encourageant. En effet, au cours du mois de janvier, nous avons reçu plus de quatre cents appels provenant de tous les coins de la province.

Nous sommes très heureux de l'intérêt que vous portez à ce service et nous vous invitons fortement à communiquer avec nous au cours des prochains mois.

Renseignements-Ontario est un service français offert par le gouvernement de l'Ontario. Il s'adresse à tous les francophones de la province désireux de se renseigner sur les services offerts par le gouvernement de l'Ontario.

Appelez-nous à 1-800-268-7507. Nous serons heureux de répondre à vos questions.

C'est facile ... servez-vous en et que cela devienne une bonne habitude.

N.B. Nous pouvons vous faire parvenir nos catalogues des publications en français ainsi que notre liste des services français. Écrivez-nous au Bureau du Coordonnateur provincial des Services en langue française ou téléphonez-nous à Renseignements-Ontario.

Pour les personnes dont le code régional est 807, il suffit d'appeler à frais virés (416) 965-3865.



Il y a de l'électricité dans l'air!

Il est entendu que la majorité des démonstrations se font en anglais. Néanmoins, depuis quelques années, le Centre des Sciences de l'Ontario demande aux commissions scolaires de lui prêter un professeur de science de langue française. Comme le mentionnait M. Richard Lanthier : « Mon travail consiste à répondre aux demandes des enseignants et des étudiants francophones. Cependant, elles sont insuffisantes pour occuper toutes mes journées. Par conséquent, une partie de mon travail se fait en anglais. »

Les programmes proposés en français s'adressent aux étudiants du primaire et du secondaire. Les démonstrations leur étant présentées, sont énumérées au deuxième paragraphe de cet article. Il est important de souligner que les francophones peuvent profiter, au Centre des Sciences, d'une visite guidée en français.

Tout comme leurs confrères du milieu scolaire anglophone, les étudiants francophones ont droit d'accès, en compagnie de leur professeur, aux locaux et laboratoires du Centre des Sciences. Au mois de mars 1981, un enseignant de la ville de Pénétanguishene viendra utiliser les installations de cet établissement pendant trois jours.

Pour profiter d'une visite guidée ou pour réserver les locaux du Centre, les intéressés doivent s'adresser à M. Richard Lanthier, Centre des Sciences de l'Ontario, 770, rue Don Mills, Don Mills (Ontario), M3C 1T3. Le numéro de téléphone à composer est le (416) 429-4100, poste 136.

De plus, vous êtes cordialement invités à assister à l'Expo science qui se tiendra le 15 avril au Centre des Sciences de l'Ontario. Cette foire est parrainée par le Conseil des écoles catholiques du grand Toronto (CECGT) et ce dernier

invite tous les étudiants de la 7^e à la 10^e année à exposer leurs projets de science. Lors de cette journée, des invités d'honneur tels que M. B. Kipp, sous-ministre à l'éducation et M. Nelligan, directeur du CECGT seront présents. Un film français sera projeté en soirée et la boutique du Centre vendra des documents en français. L'exposition débutera à 10 h 00 pour se terminer à 22 h 00.

C'est un rendez-vous!

... épargne-chaleur!

Épargne-chaleur, c'est le titre d'un nouveau programme préparé par le ministère de l'Énergie, pour aider les gens de la province à économiser l'énergie et à réduire leurs dépenses. Ce projet quinquennal s'élève à \$4.9 millions et profitera au cours des cinq prochaines années à plusieurs milliers de propriétaires de 60 villes ontariennes.

Depuis quelques mois, les propriétaires des villes de Pembroke, Sault-Ste Marie et Belleville ont pu profiter du programme épargne-chaleur. Celui-ci consiste à prendre une photographie aérienne de certaines zones urbaines dans des conditions atmosphériques très précises, c'est-à-dire ciel clair, vent léger, température extérieure à 35 degré fahrenheit, bâtiments chauffés et toits sans glace, sans neige ou sans eau.

Les photographies appelées thermogrammes sont des images de chaleur sur lesquels apparaissent des couleurs allant du gris au blanc, celles-ci montrent les

Oui! je veux économiser l'énergie chez moi. Veuillez donc m'envoyer les brochures suivantes :

- ☐ Protection contre les courants d'air
- ☐ Mettez-vous à l'abri du froid en isolant
- ☐ La fournaise économique
- ☐ Pour que l'eau soit bien chaude

J'aimerais également recevoir des renseignements sur ces autres façons d'économiser l'énergie :

- ☐ D'agréables rénovations
- ☐ À l'achat d'une maison, pensez à la chaleur!

Et pour ma voiture :

- ☐ L'économie au volant
- ☐ Un simple entretien peut prolonger la vie de votre voiture
- ☐ Achetez la voiture qui consomme le moins

Prière d'envoyer ce bon de commande à l'adresse suivante :

Ministère de l'Énergie, C.P. GMS 37
Queen's Park, Toronto (Ontario)
M7A 2B7

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

différentes intensités de chaleur s'échappant des bâtiments.

Ainsi donc, grâce à ces thermogrammes, les spécialistes du ministère peuvent expliquer aux propriétaires des zones urbaines photographiées comment faire pour améliorer l'isolation de leur maison.

Pour de plus amples renseignements sur le programme «épargne-chaleur» ou pour obtenir la documentation préparée par le ministère de l'Énergie, les intéressés doivent remplir le coupon de commande ci-dessous et le retourner à l'adresse indiquée.



... des textes de lois français en Ontario

Un problème vous préoccupe et vous aimeriez connaître quels sont vos droits. Il serait plus facile pour vous, Franco-phone, de lire le texte de loi dans votre langue maternelle. Heureusement, cette possibilité vous est maintenant offerte.

En effet, dans le cadre de son programme de traduction des lois, le gouvernement de l'Ontario met à la disposition de la population de langue française, toute une série de textes de lois qui ont été traduits en français. Ces publications, dont vous trouverez la nomenclature ci-après, sont en vente au Service des publications du gouvernement de l'Ontario.

Si vous habitez une région où se trouve une forte concentration de population francophone, il se peut que ce texte de loi en français soit offert pour consultation à la bibliothèque publique de votre ville ou de votre localité.

Vous désirez vous renseigner au point de vue juridique, consultez votre bibliothèque locale ou bien adressez votre demande au Service des publications du gouvernement de l'Ontario.

Liste des lois de l'Ontario déjà traduites en français et offertes en vente au Service des publications du gouvernement :

	Prix l'unité
Loi sur l'assistance sociale générale	\$ 1,00
Loi de 1972 sur l'assurance-maladie	1,00
Loi sur l'assurance-récolte (Ontario)	0,25
Loi de 1978 sur le bien-être de l'enfance	3,00
Loi sur les bureaux de district pour l'administration du bien-être social	0,50
Loi de 1976 sur les caisses populaires et les coopératives de crédit	2,00
Loi sur le changement de nom	0,75
Loi sur le code de la route	4,00
Loi sur les cours provinciales	1,00
Loi de 1971 sur le don de tissus humains	0,50
Loi de 1976 sur les droits des aveugles	0,35
Loi de 1974 sur l'éducation, accompagnée des modifications apportées par le projet de loi n° 82 sur l'enfance en difficulté	3,50
Loi sur les formules abrégées d'actes translatifs de propriété	0,50
Loi sur les formules abrégées de baux	0,50
Loi sur les formules abrégées d'hypothèques	0,75
Loi de 1978 sur les habitations en copropriété	1,00
Loi de 1971 sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels	0,50
Loi de 1979 sur les infractions provinciales	0,75
Loi de 1975 sur les jours fériés dans le commerce au détail (2e session)	1,00
Loi de 1977 sur le ministère des Affaires du Nord	0,50
Loi de 1974 sur les motoneiges	0,75
Loi sur l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	1,00
Loi de 1974 sur les pratiques de commerce	0,50
Loi sur les prestations familiales	1,25
Loi sur la preuve	1,00
Loi de 1977 sur la réforme du droit de l'enfance	0,75
Loi de 1978 sur la réforme du droit familial	0,75
Loi de 1976 sur le régime de garanties des nouveaux logements de l'Ontario ..	0,75
Loi de 1979 sur les régies locales des services publics	0,75
Loi de 1980 sur la responsabilité des occupants	0,50
Loi sur la santé mentale	1,00
Loi de 1979 sur la santé et la sécurité au travail et Règlement de l'Ontario 658/79 - Établissements industriels aux termes de la Loi de 1979 sur la santé et la sécurité au travail	1,00
	pour les 2 brochures
Loi de 1973 sur les sociétés de développement	0,50
Loi de 1976 sur la stabilisation des revenus agricoles	0,50
Loi de 1980 sur la violation du droit de propriété	0,50

Vous pouvez vous procurer ces textes de lois en faisant parvenir votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du Trésorier de l'Ontario,

Centre des publications,
880, rue Bay, 5e étage,
Toronto, Ontario
M7A 1N8

... l'invitation est lancée

Lors de la conférence annuelle de l'Association des bibliothèques de l'Ontario (l'Ontario Library Association) qui se tenait à l'automne de 1980, celle-ci reconnaissait la formation d'une section française qui porte maintenant le nom de «Gilde des services en français.»

La présidente du conseil exécutif Mme Rolande Landriault invite tous les bibliothécaires francophones ainsi que toute autre personne intéressée à se joindre à eux.

Pour de plus amples renseignements, on peut communiquer avec l'Association des bibliothèques de l'Ontario, 73, rue Richmond ouest, appartement 402, Toronto, Ontario M5H 1Z4.

International Year
of Disabled Persons



Année internationale
des personnes handicapées

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère de l'Éducation

Guide du projet de loi 82 : un projet de loi sur l'enfance en difficulté, brochure (fr.).

On peut se procurer la brochure ci-haut mentionnée en s'adressant au :

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Ministère de la Consommation et du Commerce

Étude de cas : achat d'un sofa. Pochette d'information pouvant être obtenue du Centre d'information aux consommateurs, 555, rue Yonge, Toronto (Ontario) M7A 2H6.

Ministère de l'Industrie et du Tourisme

Au coeur des bénéfices : découvrez le centre stratégique du marché nord-américain. brochure (fr.), (1981),
N.B. La brochure ci-mentionnée peut être obtenue en communiquant avec Renseignements-Ontario.

Ministère de l'Énergie

*La fournaise économique, dépliant (fr.), 1981.

*Mettez-vous à l'abri du froid en isolant, dépliant (fr.), 1981.

Les dépliants ci-mentionnés peuvent être obtenus en s'adressant au ministère concerné.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

Mars 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

CA 79
7A 60
- C 55

... pour ceux qui ont des idées!

En 1969, les premiers ministres du Québec et de l'Ontario signaient un accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture. De façon à réaliser cet accord, ces derniers créaient une Commission qui verrait à la mise sur pied de programmes d'échanges entre les deux provinces.

Depuis dix ans, des centaines de citoyens du Québec et de l'Ontario ont participé à des programmes leur permettant d'accroître leurs connaissances linguistiques et de se familiariser avec la culture québécoise et ontarienne.

Cette année, comme par les années précédentes, la Commission permanente Ontario-Québec permettra à des étudiants, des professeurs, des fonctionnaires, des musiciens et des artistes de séjourner pendant une période déterminée dans la province voisine. Par exemple, à l'été de 1981, des universitaires du premier et du second cycle travailleront pendant 13 semaines au gouvernement du Québec et à Queen's Park. À l'automne de 1981, 200 étudiants de la 10^e et de la 11^e année de l'Ontario étudieront en français lors de la première session scolaire. Ces derniers habiteront avec une famille québécoise et leurs confrères québécois séjourneront et étudieront en Ontario au cours de la deuxième session.

Outre les échanges éducationnels, la Commission accordera des subventions à certains artistes ontariens et québécois désireux de présenter leurs oeuvres aux citoyens des deux provinces. De plus, des fonctionnaires provinciaux seront échangés au cours de l'année et travailleront au sein d'un ministère pendant un an.

Pour participer à des échanges Ontario-Québec, ou pour avoir un meilleur aperçu des programmes offerts par la Commission, les intéressés peuvent se procurer la brochure intitulée "Des activités pour ceux qui ont des idées" auprès du Co-secrétaire de la Commission permanente Ontario-Québec, Ministère des Affaires intergouvernementales, Édifice Mowat, 5^e étage, Queen's Park, Toronto (Ontario), M7A 1B8.

*Voir liste des publications **DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL**

... bref aperçu!

Le 1^{er} février 1981, le district de Timiskaming ouvrait les portes de son foyer de groupe pour déficients mentaux.

Pour de plus amples renseignements sur ce foyer, les intéressés peuvent communiquer avec M. Kirby Breithaupt, Services sociaux et communautaires, Division des services à l'enfance, Timmins, (Ontario). Tél.: (705) 267-7901.

... Renseignements-Ontario 1-800-268-7507



Renseignements-Ontario bonjour!

— Bonjour madame, j'aimerais avoir des renseignements au sujet du programme d'assurance-maladie de l'Ontario. j'ai entendu dire que dans certains cas, ou si vous préférez, dans une situation financière difficile, on peut jouir d'une exonération des primes de l'O.H.I.P. Est-ce exact?

— Absolument. Dépendant de votre situation, vous pouvez avoir droit à une exonération partielle ou totale des primes. Tout ceci est d'ailleurs très bien expliqué dans le guide du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario.

— Comment dois-je procéder pour faire une demande?

— Vous n'avez qu'à communiquer avec votre bureau régional d'O.H.I.P. Vous téléphonez de quel endroit monsieur?

— D'Ottawa.

— Le numéro du bureau d'O.H.I.P. à Ottawa est le (613) 237-9100. Lorsque vous leur téléphonerez, assurez-vous d'avoir à la portée de la main votre numéro d'O.H.I.P., puisqu'on vous le demandera. On vous fera parvenir les informations ainsi que les formulaires vous permettant d'obtenir une exonération des primes de l'O.H.I.P. N'hésitez pas à nous rappeler, Renseignements-Ontario, c'est facile, servons-nous en!

... ce qu'il nous tombe sur la tête!

Depuis quelques années, et surtout depuis qu'un traité sur la lutte contre les pluies acides a été signé le 5 août 1980, entre le ministre d'Environnement Canada, M. John Roberts et le Secrétaire d'État américain, M. Edward Muskie, les journaux et les médias électroniques ont beaucoup parlé de ce phénomène polluant et alarmant.

Connaissons-nous ce que sont les précipitations acides? Comment elles se

forment? D'où elles proviennent? Et pourquoi elles affectent la faune et la flore de certaines régions en particulier?

Les précipitations acides plus communément appelées «*pluies acides*» sont des composés sulfurés et azotés rejetés dans l'atmosphère par les véhicules, les industries pétrolières, les centrales électriques et d'autres industries. Ces composés, au contact de l'atmosphère, sont oxydés en bioxyde de soufre (SO_2) et en oxyde d'azote (NO_x). Selon les conditions

météorologiques, ceux-ci sont transportés à des centaines et des milliers de milles du point de déversement puis retombent finalement sous forme de précipitations (pluie ou neige acidifiées) ou de dépôts secs (particules ou gaz).

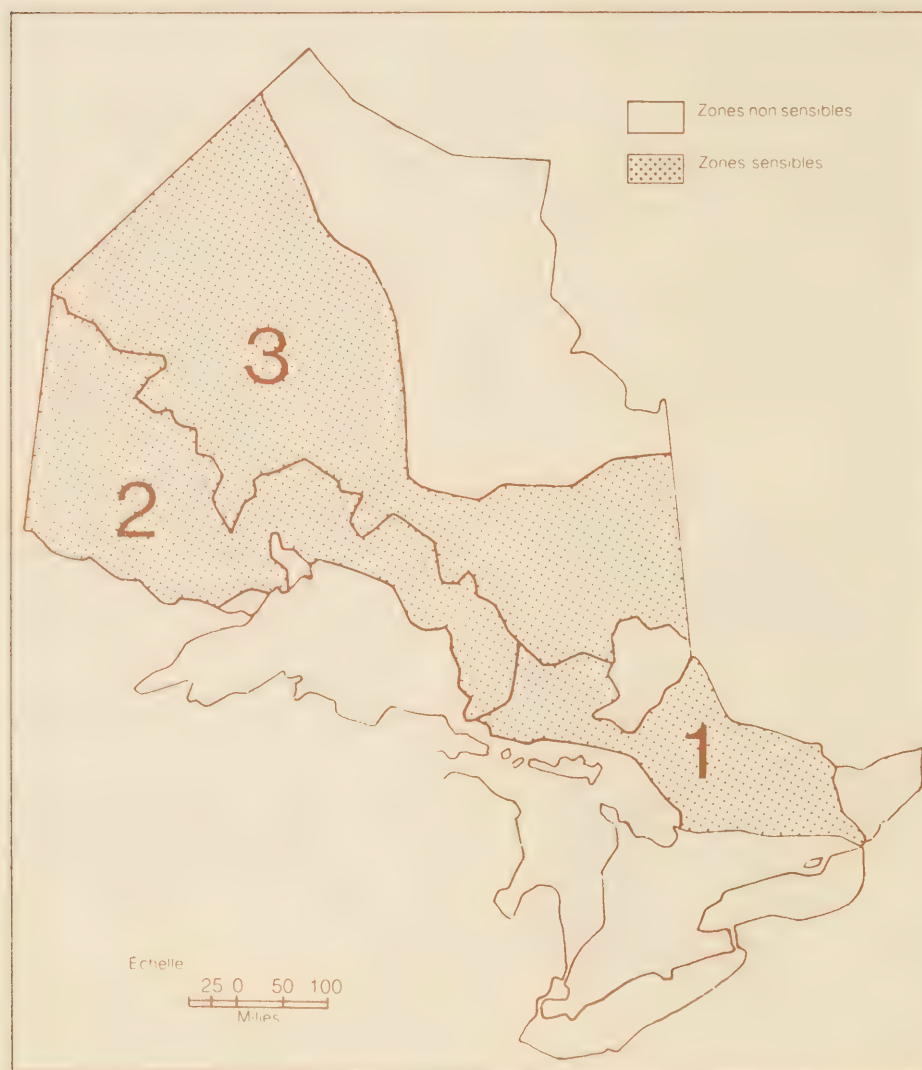
Lors de leur chute, ces composés ou polluants détruisent la vie aquatique des lacs et des bassins hydrographiques des régions quartziteuses ou granitiques. Soulignons que le calcaire neutralise l'acidité et que par conséquent, la vie aquatique des lacs et des bassins hydrographiques des régions calcaireuses est protégée de ce phénomène.

Malheureusement ce n'est pas le cas pour de nombreux lacs et rivières de la province. En effet, selon les spécialistes du ministère de l'Environnement, si les déversements d'acide restent aux niveaux de 1980 ou encore les dépassent au cours des 10 ou 20 prochaines années, l'Ontario pourrait voir disparaître une bonne partie de la vie aquatique dans quelque 48,000 lacs. De là, l'urgence de créer des programmes de dépollution et un réseau de stations de contrôle pour mesurer les retombées et identifier les sources de pluies acides.

De façon à sensibiliser la population à ce phénomène, le ministère de l'Environnement vient de publier un rapport intitulé «*le procès de la pluie*». Celui-ci renseigne les citoyens de la province sur ce que sont les précipitations acides et sur les mesures prises par le gouvernement pour les enrayer. Les intéressés peuvent se le procurer en écrivant à la Librairie du gouvernement de l'Ontario.

*Voir liste des publications.

Zones de lacs sensibles aux précipitations acides



Code	Nombre total de lacs	Surface moyenne par lac (acres)	Pourcentage des lacs sensibles	Nombre de lacs sensibles	Surface totale de lacs sensibles (milles carrés)
1	40,589	58.9	50%	20,295	1,868
2	76,728	98.0	20%	15,346	2,350
3	64,133	130.0	20%	12,827	2,605
Totaux:	181,450			48,468	6,823

... les crédits d'impôt de l'Ontario

Depuis maintenant huit ans, le gouvernement de l'Ontario remet à certains résidents de la province une partie des dollars qu'ils ont donnés à la province ou à leur municipalité en taxes foncières ou en taxes de vente.

Comme par les années précédentes, ce sont les gens à revenu faible ou modeste qui bénéficient de ce programme. Ainsi, pour l'année d'imposition 1980, ces

derniers pourront profiter de crédits d'impôts fonciers et de crédits de taxe sur les ventes.

Le crédit d'impôts fonciers allège le fardeau des propriétaires en leur permettant de réduire de leurs impôts une partie des frais occasionnés par le loyer. Quant au crédit de taxe sur les ventes, il fournit un allègement fiscal supplémentaire de 1%. Celui-ci est calculé d'après les exemptions personnelles.

Depuis 1975, le gouvernement de la province encourage le public ontarien à participer davantage au processus démocratique. Aussi, il lui permet de déduire de ses impôts, ses contributions politiques. Ces crédits peuvent être demandés par toute personne ayant versé des contributions à un parti politique ontarien enregistré, une association d'électeurs enregistrée d'une circonscription ou un candidat inscrit à une élection provinciale.



Les personnes âgées de 16 à 64 ans peuvent profiter du régime de crédits d'impôts de l'Ontario. Toutefois, depuis le 1er juillet 1980, les propriétaires ou les locataires de 65 ans et plus reçoivent directement du gouvernement de la province les formulaires et autres documents leur permettant de recevoir une subvention annuelle pour le logement et la taxe de vente.

Le ministère du Revenu a préparé un guide intitulé «Crédits d'impôt de l'Ontario, imposition 1980». Celui-ci répond aux questions des citoyens et donne quelques explications sur les méthodes à suivre pour remplir le formulaire «Régime de crédits d'impôt de l'Ontario». On peut se le procurer en

écrivant au ministère du Revenu, Direction du revenu garanti et du dégrèvement fiscal, Queen's Park, Toronto (Ontario) M7A 2B3. Si après avoir consulté le guide, le lecteur a besoin de plus amples éclaircissements sur le programme de dégrèvement fiscal ontarien, il pourra communiquer par téléphone aux numéros suivants : Toronto (416) 965-8470; tous les citoyens dont l'indicatif régional est (807) devront demander le Zénith 8-200. Tous les autres pourront composer le 1-800-268-7121.

*Voir liste des publications.

... pourquoi pas vous!

À l'été de 1981, douze étudiants francophones de l'Ontario profiteront du programme de bourses pour francophones provenant de milieux minoritaires en allant étudier à l'université du Québec à Trois-Rivières.

Ce programme expérimental est subventionné par le Secrétariat d'État et administré par le ministère des Collèges et Universités de l'Ontario. Il a comme but de permettre aux étudiants francophones hors Québec de perfectionner leur langue maternelle, d'accroître leurs connaissances et de mieux comprendre leur culture.

Les étudiants qui seront choisis logeront dans des familles québécoises ou sur le campus de l'Université de Trois-Rivières. Leurs frais de scolarité, de logement, de nourriture, de fournitures scolaires ainsi que la moitié du transport seront payés par le Secrétariat d'État.

Pour être admissibles au programme, les étudiants devront avoir terminé leur douzième année, être citoyen canadien ou encore avoir un statut d'immigrant reçu et habiter l'Ontario depuis un an. Les étudiants de 12e année subissant leurs examens de fin d'année au mois de juin de 1981 sont également éligibles.

On peut obtenir le formulaire de participation en s'adressant au Conseil étudiant de l'école fréquentée. Il devra être retourné au ministère pour le début de mai 1981. Pour obtenir de plus amples détails sur le programme, les personnes intéressées sont priées de communiquer

avec Mme Jeannine Haick, section des Bourses, ministère de l'Éducation, 8e étage, édifice Mowat, Queen's Park, Toronto, Ontario M7A 2B4. Tél.: (416) 965-3208.

... d'une pierre, deux coups

Cette année, comme par les années passées, le Secrétariat d'État en collaboration avec les ministères de l'Éducation des dix provinces, permettra à plusieurs étudiants de deuxième et de troisième année universitaire, de bénéficier d'une bourse de \$3,000 pour étudier dans une université de langue française ou anglaise. Ce programme s'adresse aux étudiants désireux de parfaire leur connaissance du français ou de l'anglais.

En retour, ces derniers devront travailler comme moniteur de langue seconde à raison de six à huit heures par semaine.

Notons qu'à titre expérimental, un programme de moniteurs pour francophones en milieu minoritaire offre aux étudiants dont la langue maternelle est le français les mêmes opportunités. Ceux-ci devront cependant travailler comme moniteur de français dans une école de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, ou de la Nouvelle-Écosse.

L'objectif de ce programme est de contribuer à l'amélioration de la connaissance de la langue française dans les communautés francophones minoritaires du Canada par l'intermédiaire d'étudiants qui agissent comme moniteurs.

Les étudiants désireux de participer aux programmes de moniteurs de langue seconde ou de moniteurs pour francophones en milieu minoritaire devront faire parvenir leur formulaire de participation au ministère de l'Éducation d'ici le 30 mars 1981.

Ces formulaires peuvent être obtenus du Coordonnateur du programme de moniteurs de langue seconde, Direction des projets spéciaux, Ministère de l'Éducation, 14e étage, Édifice Mowat, Queen's Park, Toronto (Ontario), M7A 1L2, (416) 965-5996.

... nomination au CAFO!

Le Premier ministre M. William G. Davis annonçait le mois dernier la nomination de Mme Laura G. Charron comme membre du Conseil des affaires franco-ontariennes.

Par la même occasion, M. Davis a renouvelé les mandats du docteur Maurice Chagnon d'Ottawa, du Docteur Jérôme R.J. Corbeil de Rockland, de M. J. Raymond Lanthier de St. Catharines et du juge Guy Goulard d'Ottawa. À l'exception de M. Lanthier, les mandats des membres du Conseil s'échelonnent sur une période de trois ans.

À noter, la démission du président de CAFO, M. Omer Deslauriers qui se présente comme candidat aux élections provinciales qui auront lieu ce mois-ci.

International Year
of Disabled Persons



Année internationale
des personnes handicapées

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère du Trésor et de l'Économie

Rapport financier, 1980 brochure (fr.).

Ministère de l'Environnement

*Le procès de la pluie, brochure (fr.), 1981

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au :

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Ministère des Affaires intergouvernementales

*Des activités pour ceux qui ont des idées,
dépliant (fr.), 1981

Ministère de la Consommation et du Commerce

*Pour mieux comprendre le crédit, brochure
(fr.), 1981

Ministère du Revenu

*Crédits d'impôt de l'Ontario, brochure (fr.), 1980

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Édifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

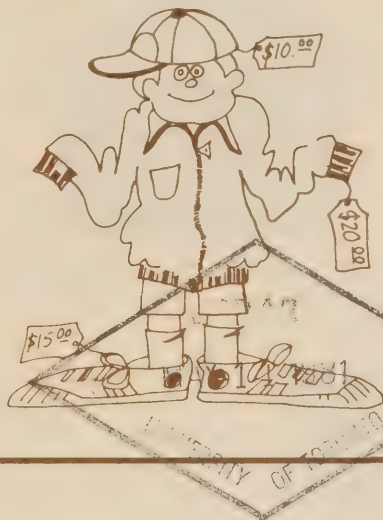
Avril 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

... savez-vous acheter!

Le ministère de la Consommation et du Commerce vient de faire paraître trois publications s'adressant aux handicapés mentaux.

Ces publications sont rédigées dans un langage simple et précis. Le contenu de celles-ci porte sur les conseils à suivre lors de l'achat de vêtements, de meubles ou de tout autre objet de consommation.



Pour se procurer les feuillets d'information intitulés Six conseils à suivre lorsque vous magasinez; Conseils à suivre lorsqu'un colporteur frappe à votre porte ou Comment obtenir un remboursement ou un échange, les intéressés peuvent écrire au ministère de la Consommation et du Commerce, Centre d'information aux consommateurs, 555, rue Yonge, Toronto, Ontario, M7A 2H6.

... en avez-vous besoin?

Le ministre des Affaires culturelles et des Loisirs, M. Reuben C. Baetz annonçait le 28 janvier 1981, la réouverture du programme de subventions d'immobilisation Wintario.

En effet, grâce à votre participation à Wintario, le gouvernement de l'Ontario paiera à nouveau aux municipalités, aux organisations sans but lucratif, aux conseils scolaires et aux bibliothèques, une partie du coût de l'achat, de la construction ou de la rénovation d'installations récréatives et culturelles.

Toutefois, contrairement aux années précédentes, le gouvernement encouragera les demandes d'assistance financière visant à rénover ou à développer les établissements déjà existants.

C'est depuis le 1er avril 1981, que les demandes de subventions pour des projets d'intérêt général sont acceptées. Jusqu'à maintenant le ministère étudiait les demandes visant à faciliter aux handicapés, l'accès aux installations culturelles ou récréatives.

Les projets susceptibles de recevoir une assistance financière devraient répondre aux critères suivants :

1) Le projet est-il absolument nécessaire?

... ça bouge chez-nous!

Le Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française en collaboration avec le Conseil des Affaires franco-ontariennes entreprend une étude sur la qualité des services offerts aux francophones par le gouvernement de l'Ontario.

L'étude qui doit être remise au Premier ministre avant la fin de l'année en cours examinera et évaluera les différentes stratégies utilisées par les ministères pour appliquer la politique des services en langue française du gouvernement de l'Ontario. Elle identifiera également les principaux obstacles rencontrés et donnera probablement un nouvel essor à la mise en application de cette politique.

En attendant le résultat de l'étude, un fonds d'un million de dollars a été mis à la disposition du Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française. Ce fonds servira à subventionner des projets ministériels spéciaux destinés aux Francophones ainsi que des projets communautaires. Tout organisme ou individu intéressé à mettre sur pied des projets qui s'avèreraient utiles à la population francophone tels que recherche, traduction, publication ou autres peut faire une demande de fonds auprès du Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française.

On rappelle au lecteur que l'on prendra donc en considération la région d'où nous parviennent les demandes afin de distribuer équitablement les fonds parmi la population franco-ontarienne. Le programme vise à subventionner de nombreux petits projets plutôt qu'une demi-douzaine de projets d'envergure. Ces formulaires seront disponibles d'ici quelques semaines. On peut quand même faire une demande en écrivant au Bureau de coordonnateur provincial des services en langue française immédiatement.

Pour de plus amples renseignements sur ce programme, on peut communiquer avec Renseignements-Ontario administré par le même bureau. Le numéro à composer est le 1-800-268-7507. Les résidents de la région du nord-ouest, code régional 807, doivent appeler à frais virés 1-416-965-3865.

2) Répond-il aux objectifs culturels et récréationnels de la communauté?

3) Encourage-t-il la rénovation et le développement des facilités déjà existantes?

4) Vise-t-il à réduire les frais d'opération tel que le coût de l'énergie?

Pour de plus amples renseignements sur le programme de subventions d'immobilisation Wintario, les intéressés peuvent s'adresser au bureau régional du ministère de leur région ou encore communiquer avec Mme Carmen Gauthier, au numéro de téléphone suivant : (416) 965-0283.

La documentation à ce sujet peut être obtenue de la section des programmes de subventions d'immobilisation Wintario, ministère des Affaires culturelles et des Loisirs, 77, rue Bloor ouest, 6e étage, Toronto, Ontario, M7A 2R9.

... et si c'était vous!

De nos jours, presque tous les Canadiens possèdent un appareil téléphonique grâce auquel en moins de 30 secondes, il est possible de communiquer avec le médecin, le banquier, le gouvernement ou encore certains parents éloignés. Toutefois, jusqu'à récemment, les personnes souffrant de troubles de la parole ou de l'ouïe étaient incapables de s'en servir.

Depuis le début du mois de janvier, la compagnie Bell Canada met à la disposition de ces personnes un adaptateur visuel. Cet appareil connu sous le nom de visuur est un téléscripateur électronique. Il peut s'adapter à presque tous les téléphones et permet de converser avec une autre personne en dactylographiant ce que l'on veut dire. Bien entendu, la personne possédant un "Visuur" doit communiquer avec un organisme ou une autre personne disposant du même appareil.

Depuis quelques mois, le centre d'information du ministère de la Consommation et du Commerce s'est procuré un "Visuur" qui permet à quelque 72,000 Ontariens souffrant de troubles de l'ouïe et de la parole de communiquer avec le ministère. Jusqu'à maintenant, le personnel qualifié du Centre a pu

répondre aux appels d'une dizaine de personnes. Ces dernières demandaient des informations portant sur différents sujets, tels que la condition des routes, le rôle du ministère de la Consommation et du Commerce, le genre de services qu'il offre et ainsi de suite.



Le Visuur permet aux personnes souffrant de troubles de l'ouïe et de la parole de se servir d'un appareil téléphonique.

Les personnes intéressées à rejoindre le Centre visuur du ministère de la Consommation et du Commerce doivent composer le (416) 963-0808. Les frais d'appel sont acceptés.

Le Visuur a été conçu et mis au point par les bureaux de recherche de Bell Northern en collaboration avec Ontario Mission of the Deaf et le Gouvernement du Canada. Pour de plus amples informations sur cet appareil, les intéressés peuvent communiquer avec le bureau d'affaires de Bell Canada de leur région.

... profitez-en!

Inutile de jeter votre billet Wintario s'il n'est pas gagnant puisqu'il vous servira à économiser sur l'achat de livres de poche canadiens ou sur le prix d'un billet d'entrée aux représentations de théâtre, de danse ou de musique canadienne.

Pour la troisième année consécutive, le ministère des Affaires culturelles et des Loisirs grâce à son programme "Half-back" aide les artistes canadiens à se faire connaître. Contrairement, aux années précédentes, ce sont les écrivains, les danseurs ainsi que les comédiens qui profiteront de ce programme.

C'est à compter du 1er juillet que le programme Half-Back sera en vigueur. Tous les citoyens de la province pour-

ront obtenir un rabais de \$1.00 sur l'achat de livres de poche canadiens et de \$2.00 sur le prix d'entrée (qui doit coûter au moins \$3.00) aux représentations de théâtre, de danse ou de musique canadienne.

Le programme se terminera le 1er janvier 1982. À vous d'en profiter!

... bâtir l'Ontario des années "80"!

L'électricité, les transports, le développement des ressources, les nouvelles technologies, l'amélioration des aptitudes individuelles et les programmes destinés à attirer les touristes feront l'objet d'une attention particulière par le gouvernement de l'Ontario au cours des cinq prochaines années.

En effet, c'est en janvier 1981 que le premier ministre, M. William Davis et M. Frank Miller dévoilaient aux citoyens de la province leur programme massif d'expansion industrielle. Ce programme dynamique de développement économique de \$1.5 milliards sera sous la responsabilité du Conseil de leadership et de développement industriel (CLDI).

Le CLDI est un nouveau comité du conseil des ministres présidé par le trésorier. Ses responsabilités en matière de planification consistent à regrouper et à coordonner le développement économique d'ensemble du gouvernement.

Parmi les projets qui seront réalisés au cours de cette période dans les domaines du transport et de l'électricité, mentionnons entre autres, la construction accélérée de centrales nucléaires, l'électrification du réseau de transport GO en commençant par la ligne Oakville-Pickering, le retour aux transports en commun électrique, un nouveau service de transports en commun à capacité intermédiaire de l'ordre de 90 millions de dollars pour le centre-ville de Toronto et enfin un programme d'amélioration des voies ferrées de 125 millions de dollars.

De manière à assurer notre compétitivité sur le plan international et à réaliser une croissance économique, le gouvernement encouragera la recherche et le développement des projets de technologie avancée et l'expansion des marchés de l'Ontario dans ce domaine.

De plus, un programme de développement des ressources de 400 millions de dollars sera créé afin de venir en aide aux industries agricoles, forestières et minérales.

Au cours des cinq prochaines années, quelque 200 millions de dollars seront utilisés pour mettre sur pied des programmes de main-d'oeuvre à long terme. Ces programmes mettront l'emphasis sur le développement de la formation industrielle et les établissements d'enseignements déjà existants profiteront de nombreux projets leur permettant de faire avancer la recherche industrielle.

À leur tour, les collectivités de l'Ontario recevront également la somme de \$200 millions de dollars. Cette somme servira à réaliser des projets de développement communautaire et touristique, des parcs d'attraction, un système de réservation électronique pour l'hébergement des touristes et la construction de centres de congrès à Ottawa, Toronto et Hamilton.

Le financement des nouveaux programmes sera partagé entre les trois paliers de gouvernement et le secteur privé. Sur le montant total de 1.5 milliards, 750 millions de dollars ont été alloués au CLDI comme capitaux d'amorçage au mois de novembre dernier.

... au C.D.E.J. de Kapuskasing!

Depuis le 1er avril 1981, M. Jean Bernard occupe le poste de directeur général du Centre de développement de l'enfance et de la jeunesse de Kapuskasing.

Avant d'occuper ce poste, M. Bernard était responsable de la direction de la clinique du Centre. Ce dernier remplace M. Noël Thomas qui récemment remettait sa démission comme directeur général du C.D.E.J.

Le Centre de développement de l'enfance et de la jeunesse de Kapuskasing est une corporation sans but lucratif. Depuis bientôt deux ans, celui-ci offre aux enfants de la région ainsi qu'à leur famille des services d'hygiène mentale. Ces services bilingues et gratuits sont subventionnés entièrement par le ministère des Services sociaux et communautaires.

Pour de plus amples renseignements sur les services dispensés par le C.D.E.J., les personnes intéressées peuvent communiquer avec M. Jean Bernard, direc-

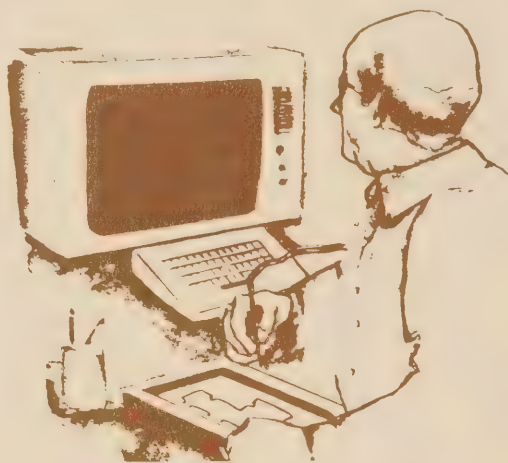
teur général, Centre de développement de l'enfance et de la jeunesse, C.P. 515, Kapuskasing, Ontario, P5N 3B4. tél : (705) 335-8538.

... la communication des années 90!

En 1990, et peut-être avant, de nombreux citoyens ontariens profiteront du système Télidon pour faire leurs courses, payer leurs factures, connaître les conditions météorologiques, les cours de la bourse ou encore pour communiquer avec leur architecte ou leur médecin.

Pour quelques dollars par mois, un abonné du système Télidon pourra à partir de son foyer suivre des cours universitaires ou effectuer des recher-

Au Canada et aux Etats-Unis, le système Télidon est au stade expérimental. Depuis quelques années, TV Ontario subventionne quelques écoles et bibliothèques de la province pour les encourager à participer au développement du système. Ces subventions servent à créer des programmes et à recueillir des renseignements que l'on emmagasine dans l'ordinateur central. Ces informations serviront dans un avenir assez rapproché aux étudiants et aux clients des bibliothèques de la province.



Le Télidon, une innovation remarquable.

ches sur un sujet précis. Grâce à un adaptateur Télidon qu'il fixera sur son téléviseur, il n'aura plus besoin de se rendre tous les jours à une bibliothèque puisque sa salle de séjour sera transformée en bibliothèque électronique.

À l'heure actuelle, le système Télidon se compose de trois éléments soit un ordinateur central, un système de transmission et un adaptateur Télidon qui traduit les signaux échangés entre l'abonné et l'ordinateur.

Pour y avoir accès, l'abonné doit se procurer un adaptateur Télidon qu'il fixe sur son téléviseur. L'adaptateur peut avoir la forme d'un clavier ou d'une calculatrice électronique. L'abonné compose une formule correspondant à l'information inscrite dans l'ordinateur et quelques secondes plus tard, les renseignements apparaissent sur l'écran de son téléviseur.

En général, l'information qui sera transmise par le système Télidon sera en partie gratuite. Toutefois, tout comme le système de cablodistribution, l'abonné sera appelé dans certains cas à payer pour tel ou tel type de renseignements.

Il est indéniable que le développement de la science des télécommunications transformera complètement notre mode de vie et à l'heure actuelle celui-ci nous cause déjà des soucis d'ordre social. On songe en particulier à l'atteinte à la vie privée ainsi qu'à l'isolement de l'individu, qui grâce à l'ordinateur peut se procurer un bon nombre de services sans avoir à se déplacer et pire encore, à communiquer avec des humains. Les sociologues d'aujourd'hui en sont conscients et se préparent même à faire face aux problèmes du robot mécanique!

... sur nos publications!

Nous vous offrons un service de distribution des publications françaises du gouvernement de l'Ontario depuis déjà quelques années.

Jusqu'à présent nous étions en mesure de répondre à vos demandes en moins d'un mois.

Depuis quelques temps, de plus en plus d'écoles et autres organismes francophones se prévalent de ce service. Nous sommes donc obligés de vous demander de nous donner un avis d'au moins deux mois.

N'hésitez pas à nous téléphoner ou à nous écrire. Nous serons toujours heureux de vous faire parvenir nos publications en français.

Merci de votre collaboration!

International Year
of Disabled Persons



Année internationale
des personnes handicapées

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère de l'Environnement

La vie au chalet, brochure (fr.), 1981, 50 pages.

Ministère du Procureur général

Protection de la propriété et activités en plein air, brochure (fr.), (angl.), 1981.

Ministère du Revenu

Guide du ministère, brochure (fr.), 1981, 25 pages

On peut se procurer les brochures ci-haut mentionnées en s'adressant au :

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs

*Guide de demande de subvention de planification
Wintario, brochure (fr.), 12 pages, édition récente, 1981

Ministère de la Consommation et du Commerce

*Pour mieux comprendre le crédit, brochure (fr.), 1981

*Six conseils à suivre lorsque vous magasinez

*Conseils à suivre lorsqu'un colporteur frappe à votre porte

*Comment obtenir un remboursement ou un échange

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



COUP D'OEIL

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

CA24A
ZAG0
-C55

Ontario

Mai 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

... rendez-vous à King Mountain!

C'est en 1983, que les touristes et les hommes d'affaires du Canada et de l'étranger pourront profiter pleinement du centre de villégiature de King Mountain.

Situé à 37 kilomètres de Toronto, ce centre comprendra un hôtel immeuble de 150 chambres, un golf de 9 trous, des courts de tennis ainsi qu'une piste de ski alpin de 1,000 pieds de dénivellation.

La construction est déjà commencée. Elle permettra d'employer au cours des deux prochaines années quelque 400 travailleurs à plein temps. Plus de 300 personnes seront embauchées lorsque le centre sera en opération.

Au mois de février 1981, le premier ministre de la province, M. William Davis annonçait que le ministère de l'Industrie et du Tourisme accordait 19.2 millions de dollars en vue de construire les infrastructures telles que les routes, les stationnements, les égouts et autres services publics destinés à rendre le centre viable.

Pour de plus amples informations sur ce projet, les intéressés peuvent communiquer avec M. Tim Nau, Agent d'information, Division des Communications, Ministère de l'Industrie et du Tourisme, 9e étage, Edifice Hearst, Toronto, Ontario M7A 2E1, tél.: (613) 965-3252.



... séminaires en français



... en parlant de lois

Dans notre numéro de février, nous vous donnions les noms des lois traduites en français. Depuis, d'autres lois se sont ajoutées à la liste mentionnée et le prix de certaines d'entre elles a été modifié.

Lois dont le prix a été modifié

	ancien prix	nouveau prix
1) Loi de 1971, sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels:	\$0.50	\$0.25
2) Loi de 1979 sur les infractions provinciales	\$0.75	\$1.50
3) Loi de 1979 sur la santé et la sécurité au travail	\$1.50	\$1.00
4) Loi de 1976 sur les Caisses populaires et les coopératives de crédit	\$1.00	\$2.00
5) Loi de 1971 sur le don de tissus humains	\$0.75	\$0.50

Lois récemment publiées

Loi de 1971 sur la protection de l'environnement	\$3.00
Loi de 1974 sur l'éducation	\$4.00
Le code de la route	\$4.00

Pour plusieurs restaurateurs, hôteliers, propriétaires de terrain de camping et certains marchands, la saison touristique vient tout juste de commencer ou commencera d'ici quelques jours. Les parcs provinciaux accueilleront à nouveau les nombreux visiteurs qui camperont sur les lieux ou même rechercheront les petits hôtels confortables de la région.

Le ministère de l'Industrie et du Tourisme invite les restaurateurs, les hôteliers, les associations de marchands ou encore toute municipalité désirant améliorer ses services touristiques à participer à des séminaires donnés en français sur le tourisme.

Les participants apprendront, des spécialistes du ministère, comment rendre leur établissement plus accueillant ou encore comment donner un meilleur service aux clients.

Par exemple, les hôteliers découvriront l'importance de mettre à la disposition des visiteurs, une liste des différents restaurants de la région, des horaires de train, d'autobus ou autre système de

transport, le nom des hôpitaux, médecins, pharmacies situés à proximité de l'hôtel ou encore un guide sur les principales attractions touristiques de la région.

Quant aux restaurateurs et à leurs employés, les séminaires leur donneront l'occasion de se familiariser avec les techniques modernes d'hôtellerie, du marketing et de vente.

Les personnes intéressées à participer à ces séminaires doivent en faire la demande à M. Maurice Gagnon, Conseiller en tourisme, Ministère de l'Industrie et du Tourisme, 199, rue Lanark, Sudbury, Ontario, P3E 5P9, tél.: (705) 675-4330.

... dialogue franco-ontarien "81"

Le dialogue franco-ontarien "81" est la septième rencontre annuelle organisée par le ministère de l'Éducation afin d'encourager les orienteurs des écoles secondaires et le personnel des universités et des collèges à échanger leurs idées de façon à faciliter aux élèves franco-ontariens la transition entre l'école secondaire et les établissements post-secondaires qui offrent des cours en français.

La rencontre qui aura lieu les 7 et 8 mai 1981, se tiendra à l'hôtel Chimo Inns à Ottawa. L'inscription se fera à l'hôtel même entre 11h00 et 13h00.

Pour de plus amples informations sur cet événement les intéressés peuvent communiquer avec M. Gérard M. Blake, Ministère de l'Éducation, Edifice Mowat, 17e étage, Queen's Park, Toronto (Ontario) M7A 1L2. tél.: 965-3592.

... pour les handicapés

Depuis le début de janvier, plusieurs ministères ontariens mettent sur pied des programmes pour venir en aide aux personnes handicapées.

Le ministère des Services sociaux et communautaires met à la disposition des handicapés une multitude de ser-

... étudiants à la recherche d'emploi!

Le Secrétariat d'État en collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation (du Canada) offre aux étudiants ayant terminé au moins un an d'études postsecondaires, des postes de moniteurs de langue à plein temps.

Les moniteurs choisis travailleront 25 heures par semaine sous la supervision d'un enseignant de langue seconde ou d'un enseignant d'un module scolaire de langue française en milieu rural ou périurbain.

Pour l'année 81-82, les candidats seront placés dans les dix provinces du Canada ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Leur salaire s'élèvera à \$6,000 par année et deux voyages aller-retour entre leur province de domicile et la province d'accueil leur seront payés. Une allocation d'installa-

tion d'un maximum de \$700.00 sera mise à leur disposition.

La date limite pour se procurer un formulaire de participation est le 7 mai 1981 et les demandes de participation au programme seront acceptées jusqu'au 22 mai 1981. Pour de plus amples renseignements sur le programme de moniteurs de langue à plein temps ou encore pour se procurer un formulaire de participation, les personnes intéressées peuvent communiquer avec M. Roy Schatz, ministère de l'Éducation, 14e étage, Edifice Mowat, Queen's Park, Toronto (Ontario) M7A 1L2. tél.: (416) 965-5996.

N.B. A cause des dates limites, nous vous invitons à faire votre demande à Renseignements-Ontario au numéro (1-800-268-7507).

vices qui se regroupent en trois catégories bien distinctes. La première a trait au logement, la deuxième au support communautaire et la troisième aux services reliés au secteur de l'emploi.



À l'heure actuelle, le ministère subventionne certains foyers de groupes pour les adultes gravement handicapés, les personnes souffrant d'alcoolisme ou encore toute personne désavantagée. Toutefois, les services que reçoivent les résidents de ces lieux ne relèvent pas du ministère.

Plusieurs personnes handicapées peuvent pratiquement fonctionner par elles-mêmes surtout si celles-ci logent

dans des appartements spécialement conçus pour elles ou encore dans des foyers pour petit groupe. Cependant, il arrive à l'occasion qu'elles nécessitent l'aide d'une autre personne pour les aider à prendre leur bain, à s'habiller et à préparer leurs repas. Le ministère, par ses bureaux régionaux, voit à leurs besoins en trouvant des bénévoles qui viendront les visiter à certaines heures de la journée.

La troisième catégorie, soit les services reliés à l'emploi, est la seule catégorie où le ministère pourvoit directement aux besoins des personnes handicapées. En effet, par son programme de réhabilitation professionnelle, celui-ci est en mesure grâce à ses 175 conseillers, de réorienter, réhabiliter et souvent trouver du travail à l'handicapé. L'an dernier, ce service a orienté quelque 13,000 clients.

Les services ci-haut mentionnés sont offerts par les bureaux régionaux du ministère des Services sociaux et communautaires. Pour de plus amples renseignements sur l'un d'eux, les personnes intéressées doivent communiquer avec le bureau régional situé dans le secteur habité. Les régions désignées sont en mesure de répondre aux demandes du public en français.

... besoin d'argent?

Plusieurs municipalités pourront profiter d'une subvention pouvant aller jusqu'à \$5,000 pour défrayer les coûts d'une étude leur permettant de savoir de quelle manière le programme de logement sans but lucratif peut répondre à leurs besoins en matière de logement.

Jusqu'à présent, les municipalités désireuses d'entreprendre une telle étude devaient emprunter des établissements privés à des taux d'intérêt souvent très élevés. Malheureusement beaucoup d'entre elles refusaient de prendre le risque.

Grâce à cette nouvelle subvention, le ministère du Logement croit qu'un plus grand nombre de collectivités participeront au programme de logement sans but lucratif.

L'argent qui sera prêté à la municipalité devra être remboursé lors du premier versement de l'hypothèque. Aucun intérêt ne sera exigé sur cette somme.

Advenant le cas où une municipalité est incapable d'offrir des logements sans but lucratif, elle n'aura pas à remettre la subvention puisque le ministère du Logement absorbera les frais de l'étude.

Autres sources de financement

La municipalité participant au programme de logement sans but lucratif bénéficie d'une subvention fédérale ce qui réduit à deux pour cent le taux d'intérêt réel des prêts émanant d'établissements privés. Elle peut également dans certains cas obtenir du gouvernement provincial une subvention additionnelle de réduction des loyers jusqu'à concurrence de la subvention fédérale.

Le programme de logements sans but lucratif est réservé aux personnes dont les revenus sont insuffisants pour se loger convenablement. En général, dans un immeuble familial, une municipalité peut réserver jusqu'à 25% de ses logis pour des familles à faible revenu et jusqu'à 50% pour des personnes âgées.

Pour de plus amples renseignements sur le programme de logement sans but lucratif, les municipalités peuvent

s'adresser à Mme Jindra Rutherford, Ministère du Logement, 56 ouest, rue Wellesley, Toronto (Ontario) M7A 2K5. tél.: (416) 965-9784.

... un pas de plus!

Le Bureau du coordonnateur provincial des services en français est heureux de souhaiter la bienvenue à Mme Jindra Rutherford comme coordonnateur des services en français pour le ministère du logement.

Mme Rutherford sera responsable de déterminer les besoins des franco-ontariens en ce qui a trait aux services en français au ministère du Logement et élaborera des programmes visant à répondre à ces besoins.

Le gouvernement de l'Ontario compte maintenant huit coordonnateurs des services en français à plein temps. Ceux-ci se retrouvent aux ministères des Affaires culturelles et des Loisirs, de la Consommation et du Commerce, de l'Environnement, de l'Industrie et du Tourisme, du Logement, du Procureur général, de la Santé et des Services sociaux et communautaires.

On pourra rejoindre le coordonnateur des services en français du ministère du Logement en écrivant à Mme Jindra Rutherford, Ministère du Logement, 56 ouest, rue Wellesley, 2e étage, Toronto (Ontario) M7A 2K4. téléphone (416) 965-9784.

... aux passionnés de la musique!

Le camp musical, "Au Diapason" incorporé invite les étudiants en musique au niveau secondaire à se joindre à eux pour la seconde année consécutive.

"Au Diapason" se tiendra à Cornwall du 28 juin au 12 juillet au pavillon Mille Roches.

Il est à souligner que les étudiants admissibles à ce camp devront posséder deux ans d'expérience musicale au secondaire, ou un an d'expérience avec recommandation spéciale du professeur de musique.

De manière à profiter d'un programme plus individualisé, les participants pourront choisir une option parmi les suivantes : composition, histoire de la musique, "stage band", théorie élémentaire, théorie avancée, musique de chambre, solo avancé, dictée musicale et appréciation. De plus, ils auront l'opportunité d'entendre des concerts présentés par des groupes invités ou par les professeurs du camp.



Les étudiants nécessitant une aide financière pourront obtenir des bourses partielles du Conseil des Arts de l'Ontario.

Pour de plus amples renseignements sur le camp musical "Au Diapason", les intéressés doivent écrire à C.P. 113, Martintown (Ontario) K0C 1S0. tél.: (613) 528-4612.

La date limite pour s'inscrire est le 31 mai, 1981.

... pour les matineux!

Depuis le 1er avril 1981, le Centre d'information aux consommateurs est en mesure de répondre aux appels de la population ontarienne et de recevoir les visiteurs à compter de 8 h 00 du lundi au vendredi. Avant cette date, les heures d'ouverture étaient entre 9 h 00 et 17 h 00.

Le Centre d'information aux consommateurs est situé au premier étage du 555 rue Yonge à Toronto. Le numéro de téléphone à composer est le (416) 963-1111.

... l'avantage

Le Secrétariat à la Jeunesse vient de publier deux brochures pour les étudiants désireux de travailler à l'été de 1981.



“L'avantage pour trouver un emploi ou pour créer le vôtre et en profiter pleinement” est le titre de la première publication. Elle donne à l'étudiant plusieurs conseils, entre autres : que faut-il se demander avant d'entreprendre la recherche d'un emploi; comment se préparer à une entrevue; comment rédiger un curriculum vitae; comment faire bonne impression ou encore comment créer son propre travail.

La deuxième publication, “Le guide de référence” énumère les emplois d'été spéciaux offerts par le gouvernement de l'Ontario. Il est divisé par ministères et par programmes. Il indique le nombre de postes disponibles, les qualifications requises ainsi que le lieu de travail.

Pour se procurer des exemplaires des brochures ci-haut mentionnées les étudiants doivent s'adresser à leur conseiller scolaire ou au Secrétariat à la Jeunesse, 700, rue Bay, 2e étage, Toronto (Ontario) M5J 1Z6. tél.: (416) 965-3540.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère de la Consommation et du Commerce

Vous voulez acheter un logement, dépliant (fr.), 1981,

Ministère de l'Éducation

Les écoles de langue française en Ontario, dix ans après.
Rapport écrit par messieurs Louis Bordeleau, Raymond Lallier et Aurèle Lalonde, 237 pages, coût \$5.00.

Ministère des Services sociaux et communautaires

Qui peut bénéficier de l'assistance sociale
Où est l'autre

Ministère de la Santé

La santé, l'alcool et vous, 9e et 10e, pochette
d'information contenant des tableaux illustrés
sur l'alcoolisme, 1980, \$12.50.

On peut se procurer les publications ci-haut
mentionnées en s'adressant au :

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Secrétariat à la Jeunesse de l'Ontario

*L'avantage pour trouver un emploi ou pour créer
le vôtre et en profiter pleinement, brochure (fr.), 1980,

*Le guide d'expérience, brochure (fr.), 1980

Les brochures ci-mentionnées peuvent être obtenues
en s'adressant à l'organisme concerné.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

CAD4N
JA 60

juin 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française



... la justice et vous!

Depuis que Renseignements-Ontario est au service de la population francophone, nous avons reçu de nombreux appels concernant les cours de justice, prouvant ainsi, l'intérêt marqué des citoyens quant à la possibilité de défendre leurs droits en français.

Il est rare qu'une convocation à la cour soit un événement agréable. Il est donc rassurant de savoir que l'embarras de

s'expliquer dans une langue étrangère ne viendra pas s'ajouter à l'anxiété et à l'inquiétude que ne manque jamais de provoquer ce type "d'invitation".

Le gouvernement est conscient de l'importance indiscutable pour les francophones d'avoir accès dans leur langue maternelle, à tout ce qui touche de près ou de loin à la défense de leurs droits. À l'heure actuelle, toutes les cours criminelles de la province sont bilingues. De plus, les cours des petites créances ainsi que les cours provinciales, soit la division criminelle et la division de la famille, situées dans les régions désignées, offrent également leurs services dans les deux langues. Le secours d'un interprète est naturellement disponible pour ceux qui en font la demande.

Renseignements-Ontario est un très bon moyen pour nous de prendre conscience

des besoins immédiats des citoyens. Nous vous invitons donc à communiquer avec nous chaque fois que vous vous interrogez sur l'existence des services français à l'intérieur du labyrinthe que constituent les services gouvernementaux. Vos réflexions, vos commentaires, vos appréciations ainsi que vos suggestions nous aiderons à répondre à vos besoins de manière toujours plus efficace.

... Wintario, ça rapporte!

Même si vous ne gagnez pas à la loterie Wintario, il vous est toujours possible d'obtenir certains fonds qui vous permettront de mettre sur pied toutes sortes de projets communautaires ou autres.

En effet, chaque année, de nombreux groupes artistiques, sportifs ou autres profitent des subventions accordées par le programme Wintario pour acheter de l'équipement, participer à des compétitions, former des entraîneurs, traduire des documents ou encore organiser des conférences.



Les sportifs profitent de Wintario.

Le 1er avril 1981, le ministre des Affaires culturelles et des Loisirs, M. Reuben C. Baetz annonçait que les fonds alloués au programme Wintario s'élevaient à \$13.5 millions pour l'année 81-82.

Aussi, de manière à souligner l'année internationale des personnes handi-

... en parlant d'anglicisme!

On entend souvent autour de nous, les gens nous parler de la cédule du hockey qui vient tout juste de se terminer, de la cédule des autobus qui n'est plus à date ou encore de la cédule des prix qui change constamment.

Le mot "cédule" est un ancien mot français plus précisément un mot qui s'utilisait au XIII^e siècle et qui s'écrivait avec un "s" au lieu d'un "c". Il signifiait la reconnaissance d'un engagement, d'une dette ou encore représentait une petite feuille de papier sur laquelle on notait des choses que l'on voulait se rappeler. Il donna même à l'anglais le mot "schedule".

Aujourd'hui, le terme anglais ne retient que la deuxième signification du mot

français soit une feuille de papier sur laquelle on note quelque chose. Tandis que le terme français est utilisé lorsque l'on parle de reconnaissance d'un engagement, de feuillet de déclaration de revenus d'impôt ou encore d'ordonnance d'un juge de paix.

Aussi, si on désire supprimer les anglicismes mentionnés au premier paragraphe, il serait plus juste de parler d'horaire de hockey, d'horaire d'autobus et de barème de prix. On peut également parler de calendrier de la saison au lieu de la cédule de la saison et non de la cédule de l'exécution des travaux mais bien de l'exécution des travaux selon le plan de travail ou les prévisions.

capées, le ministère des Affaires culturelles et des Loisirs accordera une aide financière plus importante aux groupes sociaux qui entreprendront des projets culturels et récréatifs auxquels participeront les handicapés. Les bibliothèques bénéficieront également de ce surcroît d'argent à la condition qu'elles se procurent des livres et du matériel de lecture comme des appareils de lecture, des magnétophones à cassettes et des tourneurs de pages afin d'aider les handicapés physiques.

Des subventions plus considérables seront mises à la disposition des milliers d'entraîneurs volontaires de l'Ontario afin qu'ils puissent suivre des ateliers ou des séminaires de perfectionnement. Il en sera de même pour les clubs, les organismes ainsi que les ligues de sports amateurs. Ces derniers seront autorisés à se procurer du matériel de sport et de loisirs avec l'aide financière reçue.

Les subventions du programme Wintario sont offertes dans 59 catégories dans les domaines des relations civiles, des arts, du sport, de la condition physique, des loisirs, du patrimoine, des bibliothèques et de l'information communautaire. Il est important de souligner que les groupes communautaires devront comme par le passé recueillir des fonds privés pour avoir droit à une subvention équivalente.

Pour de plus amples renseignements sur le programme Wintario ou pour obtenir les formulaires de participation, les intéressés peuvent communiquer avec le bureau régional du ministère des Affaires culturelles et des Loisirs de leur secteur ou encore avec la Direction des communications, Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs, 6e étage, 77 ouest rue Bloor, Toronto, Ontario, M7A 2R9 tél.: (416) 965-0615.

... réservé aux enseignants de l'Ontario

Les ministères de l'Énergie et de l'Éducation en collaboration avec la Fédération des enseignants de l'Ontario parrainent le troisième d'une série de stages d'été sur l'énergie.

Aussi, chaque conseil scolaire de l'Ontario est invité à nommer deux enseignants soit un enseignant du module primaire anglais et un enseignant du module primaire et moyen français.

Toutefois, les enseignants désirant participer à ce stage, sont priés d'aviser leur directeur ou un agent de supervision de leur conseil scolaire.

L'un des principaux buts de ce stage est d'aider les enseignants à mieux comprendre les implications présentes et futures de l'offre et de la demande dans le domaine de l'énergie. De plus, on présentera et expliquera comment se servir du matériel d'apprentissage utilisé par les conseils scolaires pour donner des cours sur l'énergie et l'économie d'énergie au niveau primaire et moyen. Des ateliers auront lieu pour permettre aux enseignants de réaliser des articles qu'ils pourront utiliser au cours de l'année scolaire.



...de l'énergie à économiser.

Les participants seront logés et nourris gratuitement sur le campus de l'Université d'Ottawa. Les frais de séjour et de scolarité seront absorbés par les ministères et la Fédération des enseignants de l'Ontario. Le stage commencera le 6 juillet pour se terminer le 17. Les fins de semaine sont libres.

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, les intéressés peuvent communiquer ou faire une demande de participation en écrivant au Coordonnateur, Stage d'été sur l'énergie de 1981, Pièce 1638, édifice Mowat, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 1L2.

... voyagez par autobus cet été!

Depuis le 1er mai 1981, les citoyens de l'Ontario et ceux de Winnipeg, de Buffalo et de Montréal peuvent acheter un passeport d'autobus connu sous le nom de Bus Hopper Pass. Celui-ci donne droit pendant dix jours à un kilométrage illimité dans la province de l'Ontario et permet d'économiser jusqu'à 50% des frais de voyage.

Mise au point par l'association Motor Coach, cette carte coûte \$89.00 pour un adulte et \$44.50 pour un enfant de moins de 17 ans. Mentionnons que les enfants de cinq ans et moins accompagnés d'un adulte détenant un passeport Bus Hopper Pass voyagent gratuitement.

Grâce à cet achat, une famille pourra réaliser des économies importantes. Par exemple, une famille de quatre personnes, soit deux adultes et deux enfants de moins de 17 ans décide de partir de Toronto pour aller à Wonderland. Elle pourra ensuite traverser le Muskoka et les Trente mille Îles dans la baie Georgienne, visiter Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons à Midland et faire une halte à Hamilton pour visiter le château Dundurn avant de s'arrêter aux chutes de Niagara. En continuant plus au nord, elle jettera un coup d'oeil sur les écluses de Peterborough pour ensuite prendre la route menant vers Ottawa et visiter le village Upper Canada, les Mille Îles et Kingston avant de revenir à Toronto.

Le prix normal de ce voyage en autobus est de \$429.00. Avec la carte d'abonnement, il revient à \$222.50. Cette famille a pu donc économiser \$206.50, soit près de 50 pour cent du prix.

Tout en faisant une économie d'argent, les personnes utilisant la carte Bus Hopper reçoivent gratuitement un carnet de coupons "Fun Trek" des magasins Dominion. Ceux-ci donnent des réductions d'une valeur de \$300 à de nombreuses attractions touristiques en Ontario, la plupart étant desservies par autobus.

Pour de plus amples renseignements sur la carte-voyage par autobus, contactez le terminus de votre localité ou votre

agent de voyage. Vous pouvez également écrire à Ontario Travel, 900, rue Bay, 3e étage, Queen's Park, Toronto (Ontario) M7A 2E5 ou appeler à frais virés au (416) 965-4008.

... Artspérience "81"

Bientôt, plusieurs d'entre vous planifierez vos vacances en famille. Où vous rendrez-vous cette année? Pourquoi pas au collège Canadore de North Bay où toute la famille pourra assister à des ateliers de peinture, de tissage, de photographie, de musique ou encore de vitrail.

Pour la quatrième année consécutive, le collège Canadore de North Bay propose aux francophones de la province de séjourner pendant une fin de semaine ou une semaine entière sur le campus du collège pour prendre part aux ateliers ci-haut mentionnés.

C'est à compter du 6 juillet que les premiers ateliers sur le vitrail, la peinture et le tissage débiteront. Quant à l'atelier sur la photographie, il se tiendra du 13 au 17 juillet inclusivement.

Les participants résideront sur le campus dans des chambres ou des appartements. Les repas se prendront à la cafétéria du collège. Toutefois, les personnes désireuses de préparer leurs repas devront se munir de vaisselle, d'ustensiles et d'une batterie de cuisine.

Outre la participation aux ateliers, les vacanciers seront invités à se joindre à des pique-niques, des danses ou des spectacles préparés par la direction. L'emplacement du collège permettra aux sportifs de pratiquer leur sport favori et les amateurs de cinéma seront bien servis.

L'inscription aux ateliers doit se faire avant le 15 juin. On peut téléphoner sans frais ou écrire à Artspérience "81", B.P. 5001, North Bay, Ontario, P1B 8K9 (tél.: 1-800-461-9513).

N.B. Ce numéro de téléphone n'est valable que pour les régions faisant partie des codes régionaux suivants: 705, 613, 416, 519.

... qui sont-ils?



Ontario

Le Premier Ministre de la province, M. William Davis nommait dernièrement les membres de son Cabinet qui, au cours des prochaines années, seront responsables des ministères suivants :

Premier ministre et Président du Cabinet des ministres :

M. W.G. Davis

Vice-premier ministre

M. Robert Welch

Affaires culturelles et Loisirs

M. Reuben Baetz

Affaires municipales et Logement

M. Claude Bennett

Affaires du Nord

M. Léo Bernier

Affaires intergouvernementales et ministre responsable des services en langue française

M. Thomas Wells

Agriculture et Alimentation

M. Lorne C. Henderson

Éducation/Collèges et Universités

Mme. Betty Stephenson

Énergie

M. Robert Welch

Environnement

M. Keith Norton

Industrie et Tourisme

M. Larry Grossman

Procureur général

M. Roy McMurtry

Revenu

M. Gordon Ashe

Richesses naturelles

M. Alan Pope

Santé

M. Dennis R. Timbrell

Services correctionnels

M. N. Leluck

Services gouvernementaux

M. Douglas J. Wiseman

Services sociaux et communautaires

M. Frank Drea

Solliciteur général

M. Roy McMurtry

Transports et Communications

M. James W. Snow

Travail

M. Robert G. Elgie

Trésor et Economie

M. Frank Miller

Secrétaire de la province à la justice

M. Gordon Walker

Secrétaire de la province au développement des ressources

M. R. Ramsay

Secrétaire de la province au développement des affaires sociales

Mme. Margaret Birch

Président du Conseil des politiques administratives et Président du Conseil des ministres

M. George McCague

Ministre d'État

M. B. McCaffrey

Ministre d'État

M. Norman Sterling

Secrétaire du Conseil des ministres

M. Edward Stewart

... du transport en commun pour les handicapés.

Le ministère du Transport et des Communications aide les municipalités, les groupes de citoyens ou tout autre organisation à mettre sur pied un système de transport en commun pour les personnes handicapées.

En effet, une aide financière allant jusqu'à 50% aidera ces derniers à couvrir les dépenses encourues par un tel projet. Toutefois, pour qu'une demande financière soit étudiée, elle doit être soumise par la municipalité au bureau du Transport en commun.

Une municipalité, un organisme sans but lucratif ou en groupe de citoyens désireux de venir en aide aux handicapés peuvent utiliser les services d'une compagnie de taxi ou encore de transport en commun comme la compagnie d'auto-bus local pour opérer ce système de transport ou encore le faire elle-même.

L'autre partie des dépenses encourues par un tel projet pourra être défrayée par les usagers et certains fonds alloués par la municipalité.

Pour plus amples renseignements sur la mise d'un système de transport en commun pour personnes handicapées, les intéressés peuvent écrire au bureau du Transport en commun, ministère du Transport et des Communications, 1201, avenue Wilson, 3ème étage, Tour ouest, Downsview, Ontario, M3M 1J8.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs

Sports pour les amputés, dépliant (fr.), (angl.), 1980

Ministère de la Consommation et du Commerce

Pour ne pas dire adieu à vos vacances, dépliant (fr.), (angl.), 1981

Ministère de la Santé

Pour la vie... obtenez votre nouvelle carte d'immunisation et jouissez d'une bonne protection, dépliant (fr.), 1981

Ministère des Services sociaux et communautaires

Réservé aux hommes, dépliant (fr.), 1981

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au :

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Secrétariat à la Justice

L'origine des lois qui nous gouvernent, brochure (fr.), 1977
(s'adresser au Bureau du Coordonnateur)

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs

*Guide de demande de subvention de planification
Wintario, brochure (fr.), 1981

Les brochures ci-mentionnées peuvent être obtenues en s'adressant aux organismes concernés.

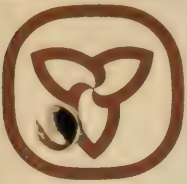
*Sujet traité dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications
Francine Robitaille

Rédaction: Denise Ashby
ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

CADW
ZAG
- 528

Juillet 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française



Exposition pour l'A.I.P.H.



Année internationale
des personnes handicapées

“Plaine participation et égalité”, voilà le thème de l'exposition de l'Année internationale des personnes handicapées que le gouvernement de l'Ontario veut promouvoir à l'intérieur de la province au cours de la saison estivale.

Visant le public en général, cette exposition désire attirer l'attention sur les besoins des personnes handicapées et sur la promotion de leurs droits. Ceux-ci consistent non seulement à participer pleinement à la vie sociale et au développement de la communauté dans laquelle

elles vivent mais également à bénéficier de façon égalitaire des améliorations et des conditions de vie résultant du développement social et économique.

Quatre étudiants universitaires dont deux handicapés participeront à l'exposition tout au long de l'itinéraire ci-joint. Ces derniers pourront informer le public sur les services offerts aux handicapés. Le kiosque disposera aussi d'un magnétoscope et de gravures qui décrivent des situations concrètes vécues par des personnes handicapées. De plus, plusieurs publications gratuites seront disponibles au kiosque de l'exposition.

Pour de plus amples informations, les personnes intéressées peuvent écrire à :

Objectif '81
Année internationale des
personnes handicapées
Case postale 30
Queen's Park, Toronto (Ontario)
M7A 1A2

L'union fait la force!

Dans le cadre des initiatives francophones et grâce à une subvention du ministère des Services sociaux et communautaires, deux centres d'aide de la région de Vanier viennent d'ouvrir leurs portes à la population.

Il s'agit du Centre de services communautaires (CSC) et du Service intégré familial (SIF) qui travaillent en collaboration pour conseiller et venir en aide aux citoyens. Les gens en détresse, ayant besoin d'aide familiale, individuelle ou collective peuvent s'adresser à ces services communautaires.

Le Service intégré familial a été mis sur pied par 3 agences dont la Société d'aide à l'enfance, le Bureau des services à la jeunesse et l'Hôpital Royal d'Ottawa. Le projet conjoint recevra du ministère des Services sociaux et communautaires une subvention de \$551 000 qui se répartira sur une période de trois ans.



Service Intégral Familial

Ces divers organismes, dorénavant réunis sous un même toit, offrent leurs services à toute la population; familles monoparentales, enfants, adolescents, personnes âgées, handicapés, que le problème soit d'ordre social, affectif ou financier.

Pour de plus amples informations, les personnes intéressées doivent s'adresser au Centre communautaire de Vanier, 6, avenue Beechwood, Vanier (Ontario) K1L 8B4, tél. : (821) 744-2885, entre 8 h 30 et 17 h 00.

L'ANNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES ITINÉRAIRE DE L'EXPOSITION

Date	Ville	Mail
2-4 juillet	Sault Ste-Marie	(Station Mall)
9-11 juillet	Thunder Bay	(County Fair Plaza)
16-18 juillet	Sudbury	(City Centre)
21-25 juillet	North Bay	(North Bay Mall)
28-29 juillet	Orillia	(Orillia Square Mall)
30-31 juillet et 1er août	Barrie	(Georgian Mall)
4-5 août	Kitchener/Waterloo	(Fairview Park Mall)
6-8 août	Sarnia	(Lambton Mall)
11-12 août	Chatham	(Thames-Lea Mall)
13-15 août	Windsor	(Devonshire Mall)
19-22 août	London	(White Oaks Mall)
25-26 août	Welland	(Welland Square)
28-29 août	Hamilton	(Centre Mall)

Oups, quelques erreurs!

Quelques erreurs se sont glissées dans la publication Coup d'oeil du mois de mai 1981. Il s'agit entre autres de l'article au sujet de King Mountain. King Mountain est situé à 715 kilomètres de Toronto et plus précisément à Sault Ste-Marie. Aussi la construction n'est pas encore commencée, mais elle est sujette à l'obtention du financement par les entrepreneurs.

De plus, dans l'article "... en parlant de lois", quelques corrections sont à apporter au sujet des anciens et nouveaux prix des lois traduites en français.

Loi de 1979 sur la santé et la sécurité au travail, maintenant \$1.50.

Loi de 1979 sur le don de tissus humains, maintenant \$0.75.

Loi de 1974 sur l'éducation, maintenant \$3.50.

Les laissez-passer

Certains d'entre vous ont peut-être remarqué dans notre numéro du mois de juin que nous avons utilisé l'expression "passeport d'autobus".

Nous désignons par cette expression, une carte d'autobus autorisant les voyageurs à emprunter les autobus de l'Association Motor Coach pendant dix jours à un prix spécial.

En consultant le dictionnaire des difficultés de la langue française de Gérard Dagenais, nous avons convenu qu'il aurait mieux valu parler de **laissez-passer** et non de passeport. En effet, un passeport désigne uniquement un **laissez-passer** autorisant un individu à voyager à l'étranger et certifiant son identité. Un **laissez-passer** a comme définition un permis d'entrée, de sortie ou de circulation. Par conséquent, nous vous invitons à demander un **laissez-passer** d'autobus de l'Association Motor Coach au lieu d'un passeport d'autobus.

PASSE

On entend souvent les gens nous parler de leur passe d'autobus, de métro,

Les jeunes et le travail

Suite à un sondage réalisé par le Secrétariat à la Jeunesse et la Commission de la main-d'oeuvre de l'Ontario, le gouvernement ontarien décidait de mettre sur pied un programme de consultation pour l'embauche des jeunes.

Puisque les résultats de ce sondage dévoilaient que ce sont les jeunes manquant d'éducation, en particulier ceux ayant quitté l'école avant la fin de leurs études, qui avaient le plus de difficulté à se trouver et à garder du travail, on a décidé d'adresser ce programme plus particulièrement à ces derniers.

Aussi, grâce à une allocation annuelle de trois millions de dollars, le Secrétariat à la Jeunesse permettra aux municipalités et aux organismes privés de créer des centres régionaux pour ces jeunes. Ces municipalités ou organismes privés pourront recevoir jusqu'à 50% des coûts d'exploitation des centres régionaux qu'ils auront mis sur pied. Par exemple, un organisme régional établit qu'un budget d'exploitation de \$70 000 est nécessaire pour fonder un centre de consultation sur l'emploi des jeunes. Il réussit à recueillir \$35 000 en contrats de services et autres



dons. Le Secrétariat à la Jeunesse de l'Ontario lui octroiera donc les \$35 000 restants.

Ces programmes auront comme buts principaux de fournir des conseils sur les aptitudes des participants, de les aider à trouver des emplois et de mettre sur pied un système de contrôle continu une fois que les jeunes auront été placés ou seront retournés à l'école.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le programme ou se procurer la brochure intitulée "Fonds pour les programmes de consultation pour l'embauche des jeunes", les intéressés doivent écrire ou téléphoner au Secrétariat à la Jeunesse de l'Ontario, 700 rue Bay, 2e étage, Toronto, (Ontario) M5G 1Z6, (416) 965-0480.

*Voir liste des publications.

d'avion ou leur passe pour entrer gratuitement au spectacle ou ailleurs. En fait, le mot passe est désuet depuis très longtemps et il est utilisé aujourd'hui dans un cas très particulier soit celui où un employé de chemin de fer reçoit de sa compagnie un passe pour voyager gratuitement.

Par conséquent, les usagers des services de transport en commun ne devraient plus parler de leur passe mais bien de leur **laissez-passer**. Car dans ce contexte, le mot passe est un anglicisme provenant du terme anglais "pass" et traduisant l'idée d'autorisation d'utiliser l'autobus, l'avion ou tout autre mode de transport. Il en est de même en ce qui concerne un passe pour entrer à un spectacle gratuitement. On ne dira pas j'ai reçu une passe pour voir la joute de baseball, mais bien un billet de faveur ou encore un **laissez-passer**.

Venez vivre dans le Nord!

Quoi de mieux que de changer d'air, connaître un nouveau milieu et découvrir un site où la verdure est reine. C'est l'invitation que le Centre de développement de l'enfance et de la jeunesse à Kapuskasing en Ontario désire offrir à un psychologue clinicien diplômé (Ph.D./D. Ps./Psy.D.), bilingue et enregistré en Ontario.

Le but de ce nouveau service régional non-résidentiel est de venir en aide aux enfants et aux adolescents (et leurs familles) aux prises avec des problèmes émotifs ou de comportements.

Le centre est situé dans un endroit où l'air pur et la faune abondent. Il compte présentement 14 employés bilingues qui

oeuvrent dans un milieu de travail où la créativité et l'initiative occupent une place privilégiée.

Le territoire desservi par le Centre est situé dans le nord de l'Ontario, dans une région majoritairement francophone (population totale 30 000). Le salaire est de \$30 000 et plus et d'excellents avantages sociaux sont offerts.

Toutes les personnes intéressées sont priées de soumettre leur candidature à M. Jean Bernard, Directeur clinique, Centre de développement de l'enfance et de la jeunesse, case postale 515, Kapuskasing (Ontario), P5N 3B4.

Pour de plus amples renseignements, communiquer à frais virés avec M. Bernard, (705) 335-8538.

Avant d'en manger!

Le ministère de l'Environnement nous révèle, dans les guides pour la consommation du poisson gibier de l'Ontario, le résultat des analyses effectuées sur plus de 62 000 poissons prélevés dans 1 036 lacs et rivières de l'Ontario.

Trois guides bilingues à l'intention des pêcheurs, portant sur les régions du Nord de l'Ontario, du Sud de la province et la région des Grands Lacs, sont maintenant disponibles. Ces publications sur la consommation du poisson gibier nous précisent les espèces et la taille des poissons selon les lacs et les cours d'eau.



Des résultats positifs découlent des recherches entreprises. Les analyses nous indiquent que pour 92,9 pour cent des étendues d'eau étudiées, les poissons de toutes tailles peuvent être consommés sans restriction; pour 6,9 pour cent, on recommande une consommation limitée et pour 0,2 pour cent, toute consommation est à éviter. Dans le dernier cas,

les endroits à déconseiller sont : la rivière Wabigoon en aval de Dryden et le lac Clay.

On peut se procurer gratuitement les exemplaires des publications bilingues intitulées "Guide pour la consommation du poisson gibier de l'Ontario" pour la région des Grands Lacs, le Sud et le Nord de l'Ontario en s'adressant à un bureau des ministères de l'Environnement, des Richesses naturelles, ou des Affaires du Nord. On peut également les obtenir dans les magasins de bière et de la Société des alcools dans les régions de villégiature, au printemps et en été.

*Voir liste des publications.

Ça aide!

Afin de souligner le développement artistique, le Conseil des Arts de l'Ontario accorde des subventions s'élevant à \$265 793 à 33 organismes artistiques et 32 artistes franco-ontariens.

Parmi les artistes de la province, les Franco-ontariens ont su se distinguer

Lois et Règlements de l'Ontario

Service des abonnements aux *Lois et Règlements de l'Ontario* traduits en français.

Vous pouvez maintenant vous abonner aux *Lois et Règlements de l'Ontario* traduits en français et publiés en français ou en format bilingue, pour un terme d'un an du 1er avril 1981 au 31 mars 1982.

Coût de l'abonnement : \$70. pour l'année en cours.

Veuillez remplir le coupon ci-dessous et le faire parvenir, accompagné de votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du *Trésorier de l'Ontario*, à : Service des abonnements en français, Ministère des Services gouvernementaux, 77 ouest, rue Wellesley, 8e étage, Édifice Ferguson, Queen's Park, Toronto, Ontario M7A 1N3.

COUPON D'ABONNEMENT

Service des abonnements en français, Ministère des Services gouvernementaux
77 ouest, rue Wellesley, 8e étage, Édifice Ferguson, Queen's Park, Toronto, Ontario M7A 1N3.

Ci-inclus mon versement au montant de \$_____ à l'ordre du *Trésorier de l'Ontario* pour _____ abonnements aux *Lois et Règlements de l'Ontario* publiés en français ou en format bilingue, pour la période du 1er avril 1981 au 31 mars 1982.

Nom _____

Adresse _____

_____ Code postal _____

par leurs créations individuelles qui représentent le témoignage et le fondement de leur vie culturelle.

Des organismes se sont mérités des subventions, mentionnons entre autres : le Théâtre Action à Ottawa, \$56 000; le Théâtre du P'tit Bonheur à Toronto, \$46 000; la Ste Famille à Rockland, \$25 000; le Théâtre d'la Corvée à Vanier, \$25 000; le Centre communautaire francophone de Toronto, \$20 000 et Prise de parole (Inc.) à Sudbury, \$19 125.



Des subventions ont aussi été réparties aux fonds pour tournées artistiques; le Comité culturel d'Oshawa a obtenu une somme de \$1 500, le Club canadien-français de Longlac, \$1 300 et le Mouvement d'implication francophone d'Orléans (M.I.F.O.), \$1 150.

Le développement remarquable des activités artistiques dans les régions francophones de la province nous indique la part importante des Franco-ontariens au sein des activités culturelles. Ainsi, les subventions émises permettront d'optimiser et d'actualiser le potentiel de nos artistes tout en enjolivant notre environnement.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et Loisirs

Plongée sous-marine, dépliant (fr.), (angl.), 1980

Ministère de la Consommation et du Commerce

Bidons d'essence, les cinq modèles acceptés.

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au :

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Ministère de l'Environnement

*Guide pour la consommation du poisson gibier de l'Ontario, brochure (fr.), (angl.), 1981, région du Nord de l'Ontario.

*Guide pour la consommation du poisson gibier de l'Ontario, brochure (fr.), (angl.), 1981, région des Grands Lacs

*Guide pour la consommation du poisson gibier de l'Ontario, brochure (fr.), (angl.), 1981, région du Sud de l'Ontario

Secrétariat à la Jeunesse

*Fonds pour les programmes de consultation pour l'embauche des jeunes, brochure (fr.), (angl.), 1981

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications :
Francine Robitaille

Rédaction : Denise Ashby

Collaboration spéciale :
Danielle Béland

ISSN 0704

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Édifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

SEP 4 1981

DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Août 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

A la découverte de l'Ontario cet été!



*Sainte-Marie au pays des Hurons
(1639 - 1649)
Midland, Ontario.*

Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons

Arrêtez-vous un instant. Replongez-vous dans votre douce enfance, cette étape de votre vie dont il fait si bon remémorer. Temps des jeux, de l'insouciance, des rêveries, des contes. Étant petit, qui n'a pas joué aux indiens, aux missionnaires ou encore ne s'est évadé à l'écoute d'un conte ou d'une émission télévisée se rapportant à ces mystérieux personnages.

Le site de Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons, vous invite à revivre ces rêves d'enfants. Toute la famille sera saisie par la véracité de l'aménagement du site qui comprend 22 bâtiments.

Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons, site qui marque les années 1639 à 1649, fut oublié pendant trois cents ans. C'est en 1941 que le musée royal de l'Ontario décide d'entreprendre des recherches archéologiques pour enfin débiter une reconstitution authentique en 1964.

Sainte-Marie accueille chaque été des visiteurs de tous les coins du Canada, des États-Unis et même de l'Europe. Des guides, en costume d'époque, agrémenteront votre visite.

Située au sud-est de la Baie Georgienne, la Huronie a aussi d'autres attractions touristiques, tels le Centre d'interprétation faunique du marais Wye, le Sanctuaire des martyrs et les Établissements historiques, navals et militaires de Pénétanguishene. De plus, ce site enchanteur offre de merveilleuses plages, des promenades en bateau et des terrains de camping.

Prêt à partir? Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons vous attend!

Pour de plus amples renseignements, les personnes intéressées peuvent communiquer avec le ministère de l'Industrie et du Tourisme, Queen's Park, Toronto (Ontario), Canada, M7A 2E1 ou encore appeler à frais virés au (416) 965-3448.

Festivals du violoneux

Musique, rigaudon, chansons et danses, voilà ce que vous offrent les festivals de violoneux de l'Ontario.

L'Ontario présente plus d'une douzaine de concours de violoneux et de gigue au cours de la période estivale. Aussi, l'Omnium canadien de violoneux, au centre sportif de Shelburne, à 45 miles au nord-ouest de Toronto, est le plus grand événement du genre au Canada. Chaque année, participants et visiteurs de toutes les régions du Canada et des États-Unis sont réunis. Ce célèbre concours qui a déjà 31 ans d'existence, attend le 7 et 8 août, tout près de 10,000 visiteurs.

Les gagnants de l'Omnium canadien se retrouveront à Pembroke (dans l'Est de l'Ontario) les 4 et 5 septembre pour prendre part à la soirée de nominations des champions. Le bal de ce concours sera mené par le groupe de musique Country et Western d'Art de la vallée de l'Outaouais.



Venez vous joindre à ces festivités du rythme et du rire. On vous attend.

Pour obtenir une liste complète des concours de violoneux et de gigue de l'Ontario, procurez-vous le calendrier des activités d'été en écrivant au ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario à l'adresse suivante : Voyage Ontario, 900, rue Bay, Queen's Park, Toronto (Ontario), Canada, M7A 2E5, ou appelez à frais virés au numéro suivant : (416) 965-3448.

La planification communautaire

Le ministère du Logement a accordé en mai et juin des subventions totalisant une somme de \$24 827 à sept municipalités pour leur permettre de faire des études sur la planification communautaire.

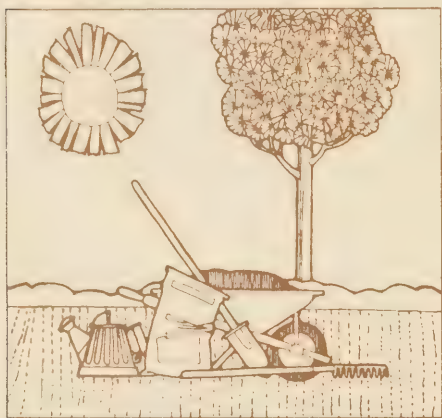
Les municipalités et les subventions respectives pour le mois de mai sont : le

village de Casselman, \$2 250; le village de l'Original, \$4 124 et le canton de Hawkesbury-Ouest, \$4 500. Pour le mois de juin : le canton d'Alfred, \$4 763; le canton de Témagami \$2 288; le canton de Bonfield, \$5 138 et le canton de Nipissing, \$1 763.

Ces subventions permettront le financement de programmes de planification pour les territoires non municipalisés, des études pertinentes à l'aménagement du territoire ainsi que la mise à jour de plans officiels et de règlements de zonage.

L'environnement, vous en êtes responsable!

Contrairement à ce que beaucoup de citoyens semblent croire, l'environnement, c'est l'affaire non seulement du gouvernement et des entreprises privées mais également de chaque citoyen de cette province.



Chaque jour, un citoyen ontarien se débarrasse d'environ 4,5 livres d'ordures. Et selon des statistiques dévoilées par le ministère de l'Environnement, la population de la province jette au cours d'une année quelque 6,5 millions de tonnes d'ordures. Où vont toutes ces ordures vous demandez-vous? Certaines sont expédiées au Centre de récupération des ressources de l'Ontario, d'autres sont tout simplement enterrées ou brûlées. Chaque jour nous empiétons sur nos espaces verts. Que nous restera-t-il d'ici vingt ans? L'espace et les planètes? Mais à quel prix?

De là l'importance en tant qu'individu de participer à la protection de notre environnement. Et pour ce faire, il faut commencer à la maison par la réduction d'ordures, la suppression de pesticides, ou de tout autre produit polluant.

De façon à sensibiliser les citoyens de la province aux problèmes de l'Environnement, le ministère de l'Environnement a mis sur pied toutes sortes de programmes. Ceux-ci sont expliqués par des films, des brochures, du matériel didactique et parfois des expositions qui sont tenues un peu partout à travers l'Ontario. Ce fut le cas par exemple pour le programme sur le contrôle de la pollution au chalet. La documentation sur les programmes tels que les pluies acides, la contamination des poissons en Ontario, l'utilisation des pesticides, les installations septiques, l'approvisionnement en eau potable ou sur tout autre sujet est disponible à chaque bureau régional ou bureau de district du ministère.

En effet, pour mieux rejoindre les citoyens de la province, le ministère se subdivise en six bureaux de districts. Les bureaux régionaux et de districts pouvant répondre aux demandes du public en français sont situés à Stoney Creek, Sudbury, Cornwall, Ottawa, Peterborough, Timmins et Welland.

Les services offerts à la population francophone s'améliorent tous les jours et la documentation sur les programmes ci-haut mentionnés est disponible en français et peut être obtenue auprès des bureaux régionaux et de districts ou de la division des Communications, ministère de l'Environnement, 6^e étage, 135 avenue St-Clair ouest, Toronto (Ontario), M4V 1P5.

Un Centre des sciences à Sudbury!

Le ministre des Affaires culturelles et des Loisirs, M. Reuben Baetz, annonçait récemment que son ministère verserait la somme de 10 millions de dollars pour aider à la construction du premier Centre des sciences à Sudbury.



Le centre ne sera pas une reproduction du Centre de Don Mills, mais reflètera

plutôt le Nord de la province et expliquera les principes et les lois scientifiques de l'univers. Les thèmes se rapporteront à la géologie ainsi qu'à la géophysique du bassin de Sudbury; au peuplement historique de la région et au développement économique survenu dans ce coin de la province grâce aux fonderies et aux sociétés minières.

Le coût pour la construction du Centre des sciences sera de 18.3 millions de dollars. Outre l'aide financière accordée par le gouvernement provincial, le projet recevra 5 millions de dollars de la compagnie Inco Limitée et 1 million de dollars de la compagnie Falcon Nickel Mines Ltd. On prévoit que les autres sources de financement proviendront de particuliers et du gouvernement fédéral. La date d'ouverture est prévue pour 1983, date à laquelle la ville de Sudbury célébrera son centenaire.

Des idées "brûlantes"

Vous avez l'esprit créatif et êtes soucieux du bien-être de la société. Nous avons un projet pour vous. Les ministères de l'Environnement et de l'Énergie de l'Ontario subventionnent des compagnies ou des personnes présentant des idées pratiques sur la conversion des déchets en énergie utilisable.

Une somme de \$200 000 sera destinée cette année aux idées "brûlantes". Ces projets subventionnés devront utiliser les installations ou les produits de l'usine expérimentale pour la récupération des ressources, exploitée par Environnement Ontario à Downsview.

Les projets se méritant une subvention devront permettre l'utilisation des produits de l'usine ou encore l'addition de nouvelles installations qui augmenteront l'efficacité du processus de récupération de matériaux et d'énergie à partir de déchets.

Les projets seront tout d'abord étudiés par la Fondation de recherche de l'Ontario, à Mississauga. Toutes les idées réalisables seront adressées à des spécialistes des deux ministères concernés, qui prendront une décision finale quant à l'octroi de subventions.

Tout en laissant mûrir nos "idées de génie brûlantes", agissons en fonction

de la récupération afin de conserver notre environnement.

La récupération, c'est notre affaire!
Participons aujourd'hui, c'est un investissement!

On peut obtenir de plus amples renseignements sur le programme auprès de la Fondation de recherche de l'Ontario.

Prière d'envoyer toute demande de renseignements ou tout projet à l'adresse suivante : Dr. Bob Laughlin ou Mme Isobel Duncal, Fondation de recherche de l'Ontario, Sheridan Park, Mississauga (Ontario) L5K 1B3, tél. : (416) 822-4111, poste 210.

Acheter à crédit!

Aujourd'hui, rares sont les gens qui n'achètent pas à crédit. Presque toutes les grandes chaînes de magasin offrent à leurs clients leur propre carte de crédit. De plus, les cartes internationales de crédit nous ouvrent les portes des plus grands restaurants ou des plus grands hôtels à travers le monde. Voyagez maintenant et payez plus tard!

Notre monde moderne fonctionne grâce au crédit. Les gens qui n'y croient pas l'utilisent quand même d'une certaine façon en payant leurs comptes de téléphone, de chauffage ou encore d'électricité. Quoi qu'on en dise, le crédit est une invention extraordinaire qui a permis à nos parents lors des années 50 d'acheter leur première maison ou leur première voiture.

En 1981, nous utilisons toujours le crédit pour nous procurer la voiture rêvée, la maison unifamiliale, les meubles de style scandinave ou certains articles ménagers. Mais, savons-nous comment l'obtenir, le conserver? Ce qu'il faut faire en cas de refus et quels sont les avantages et les désavantages du crédit?

C'est afin d'indiquer aux consommateurs comment utiliser le crédit avec discernement que le ministère de la Consommation et du Commerce publiait le guide intitulé "Pour mieux comprendre le crédit".

Cette brochure informe le consommateur sur les façons de se procurer du

crédit, sur les difficultés à obtenir du crédit, sur ses droits et ses obligations en tant que consommateur et dans des cas de mariage, de séparation ou de divorce, sur les mesures à prendre pour se protéger contre l'utilisation démesurée du crédit par l'un des conjoints.

Pour se procurer le guide "Pour mieux comprendre le crédit," les intéressés peuvent écrire au Centre d'information du consommateur, ministère de la Consommation et du Commerce, 555, rue Yonge, Toronto, Ontario, M7A 2H6 ou téléphoner à frais virés (416) 963-1111.

*Voir liste des publications.

Recette pour truite arc-en-ciel ou mouchetée!

On retrouve en Ontario, plusieurs établissements piscicoles cultivant la truite arc-en-ciel ou encore la truite mouchetée. Au cours de l'été, plusieurs d'entre nous s'adonneront à la pêche à la truite et voici une recette qui plaira aux friands de ce poisson.



Cette recette est pour deux personnes.

Ingrédients:

- 2 truites fraîches et nettoyées
- 1 oignon jaune à cuisson coupé en quatre
- 1 oignon jaune à cuisson finement tranché
- 1 gousse d'ail hachée
- 2 c. à table de persil frais coupé
- 2 c. à table de beurre
- 1/2 feuille de laurier
- 1/4 de c. à table de feuilles séchées de thym
- 2 c. à table d'huile d'olive
- 1/2 tasse de bouillon de poulet
- 2 c. à table de jus de citron
- 1 c. à table d'amandes tranchées et rôties
- 2 tranches de citron
- 2 branches de persil.

Cuire les oignons tranchés, l'ail ainsi que le persil coupé dans du beurre jusqu'à ce que les oignons deviennent transparents. Mettre de côté.

Combiner les oignons finement tranchés, la feuille de laurier et le thym à l'intérieur des poissons déjà nettoyés. Les déposer dans une poissonnière graissée avec l'huile d'olive. Ajouter le bouillon de poulet, le jus de citron. Couronner d'abord les poissons avec les oignons et les amandes tranchées. Recouvrir d'un papier d'aluminium.

Cuire les truites à 230° centigrade (450°F). Compter dix minutes de cuisson par pouce d'épaisseur. Retirer les truites du four lorsque la chair s'effeuille avec une fourchette.

Une fois la cuisson terminée, déposer les truites sur un plat. Garnir avec les rondelles de citron et les branches de persil.

Les autres, et vous?

Les statistiques nous révèlent que 15 pour cent des habitants de l'Amérique du Nord sont atteints de diverses formes de troubles mentaux.

Tous, nous traversons à certaines périodes de notre vie des perturbations émotives. Pendant cette phase, nous pouvons être déprimés, irritables, coléreux ou trop sensibles. Ces phénomènes devraient justement nous aider à accepter et à comprendre que la maladie mentale n'est pas une affection que nous pouvons feindre d'ignorer ou tenter de cacher.

Au cours des dernières années, la psychiatrie a fait des progrès remarquables. Nous avons abandonné les asiles qui ressemblaient à des prisons pour un concept plus positif, l'hôpital psychiatrique. Avec ce nouveau système, le malade peut avoir l'espoir de retourner un jour vers sa famille, son travail et sa communauté.

Le ministère de la Santé collabore à l'évolution de ce domaine. Favorisant la création des services pour la maladie mentale dans les hôpitaux généraux, le ministère a pour objectif de créer à l'échelle de l'Ontario, un réseau de services psychiatriques auquel les patients pourraient avoir accès dans leur propre collectivité.

Aussi, aujourd'hui, il existe des centres de traitement psychiatrique dans 60 hôpi-

taux généraux de la province, dans nos 10 hôpitaux psychiatriques, deux hôpitaux psychiatriques communautaires – l'Hôpital Royal d'Ottawa et le sanatorium de Sudbury Algoma ainsi qu'à l'Institut Clarke et à l'Hôpital Homewood de Guelph.

Finalement, nous vous rappelons que le ministère offre également des "foyers approuvés". Ce sont des maisons familiales qui servent de logements à court terme aux malades mentaux qui semblent prêts à quitter un hôpital psychiatrique. En Ontario, il y a présentement 37 foyers approuvés logeant 151 malades. Ces institutions permettent aux membres d'évoluer au sein de la collectivité, ce qui les aide ainsi à être plus autonomes.



LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs

Le Badminton, brochure (fr.), (angl.), 1981

Cricket, brochure (fr.), (angl.), 1981

Ministère de la Consommation et du Commerce

À qui doit s'adresser le consommateur,

brochure (fr.) 1981

Ministère de l'Environnement

L'expérience Ratchford : une famille s'attaque au

gaspillage, brochure (fr.), 1980

Ministère des Richesses naturelles

L'avenir du Nickel et le droit de la mer, brochure (fr.)

28 pages, 1980

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au :

Centre des Publications

880, rue Bay, 5e étage

Toronto (Ontario)

M7A 1N8

Ministère de la Consommation et du Commerce

*Pour mieux comprendre le crédit, brochure (fr.), 1980

La brochure ci-mentionnée peut être obtenue en s'adressant à l'organisme concerné.

*Sujet traité dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

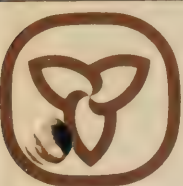
Conseillère en communications :
Francine Robitaille

Rédaction : Denise Ashby

Collaboration spéciale :
Danielle Béland

ISSN 0704 3120

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

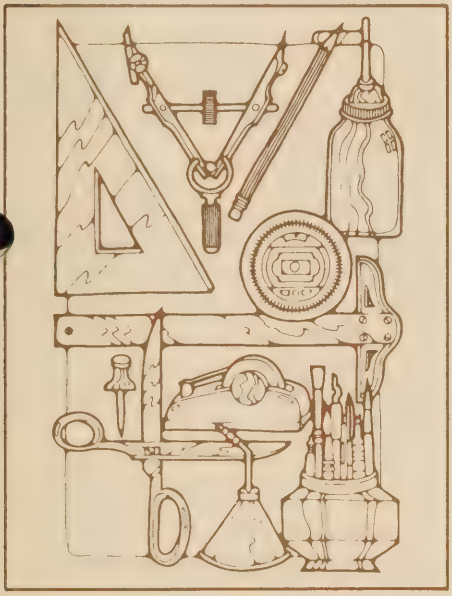
DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL

Septembre 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

Pour les artistes

En 1973, le Conseil des Arts de l'Ontario décidait de mettre sur pied un projet permettant aux étudiants des écoles primaires et secondaires de la province d'avoir des contacts beaucoup plus directs avec les artistes de l'Ontario. C'est ainsi que naissait le programme "Artistes créateurs dans les écoles."



Depuis sa formation, le programme "Artistes créateurs dans les écoles" a permis à 960 artistes et 225,000 étudiants de partager des projets aussi variés que le cinéma, la poterie, la photographie ou encore les arts plastiques.

Cette année, comme par les années passées, le CAO invite à nouveau les conseils scolaires et les artistes de la province à profiter de ce service. Il met à leur disposition les listes des noms des écoles, des conseils scolaires et des artistes intéressés à prendre part à un tel projet.

Pour obtenir cette liste, les personnes intéressées doivent communiquer avec le Bureau des Arts/Éducation du Conseil des Arts de l'Ontario. Veuillez noter

que le CAO défraie 70% du cachet de l'artiste. Le reste du salaire exigé par ce dernier doit être payé par l'école ou le conseil scolaire concerné.

Pour recevoir une aide financière, les conseils scolaires ou les écoles doivent soumettre au Bureau des Arts/Éducation, un formulaire de demande d'inscription dûment rempli par les deux partis.

La durée d'un stage dans une école peut varier entre une semaine et quelques mois. Il est trop tard pour obtenir une aide financière pour la rentrée scolaire. Toutefois, les dates limites de présentation des demandes d'inscription des projets artistiques commencent le 15 novembre, le 1er janvier et le 15 mars sont les 1er octobre, 16 novembre et 1er février.

En permettant aux artistes de travailler avec les étudiants, les conseils scolaires ainsi que les écoles des niveaux primaires et secondaires développeront chez certains d'entre eux non seulement leurs talents personnels mais également le goût d'entreprendre à leur tour, une carrière aussi intéressante.

Pour de plus amples renseignements sur le programme "Artistes créateurs dans les écoles", ou pour obtenir une copie de la brochure portant le même titre, les personnes intéressées peuvent communiquer avec:

Bureau des Arts/Éducation,
Conseil des Arts de l'Ontario
Pièce 500,
151^e Ouest, rue Bloor
Toronto, Ontario
M5S 1T6

En voyage!

Le Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française vous informe que le kiosque de Renseignements-Ontario est maintenant prêt pour sa tournée provinciale.

Vous faites parti d'un mouvement médical, éducationnel, juridique, culturel, social ou autres et désirez informer les membres de votre association sur les services offerts en français par le gouvernement de l'Ontario. Renseignements-Ontario est là!

Diane Chouinard, la responsable de ce projet s'est déjà rendue à l'exposition nationale d'Ottawa pour renseigner la population francophone sur les services en langue française. Elle se fera un plaisir de venir vous rencontrer aux cours des prochains mois non seulement pour répondre à vos questions mais

également pour vous présenter le kiosque, l'audio-visuel ainsi que de nombreuses brochures sur les services en langue française.

Renseignements-Ontario se déplace pour mieux vous servir. À vous d'en profiter!

Si vous désirez en connaître plus, communiquez avec Renseignements-Ontario, 1-800-268-7507. Les personnes dont l'indicatif régional est le 807 doivent appeler à frais virés: (416)965-3865.



Renseignements-Ontario, c'est facile, servons-nous en!

Les dimanches à TVO

Les jours sont déjà plus courts, les nuits plus fraîches. Septembre s'est déjà installé. Adieu, les journées chaudes, l'insouciance et les horaires flexibles. C'est la rentrée dans tous les sens et même à TV Ontario.

En effet, au cours du mois de septembre quatre films seront présentés les dimanches soirs.

Le 6 septembre à 21h30, un film allemand prendra l'affiche." Le mariage de Maria Braun," réalisé en 1979 par R.W. Fassbinder raconte les aventures et le destin particulier de Maria Braun.

Le 13 septembre à 22h, les abonnés de TV Ontario pourront voir le film du réalisateur André Delvaux "la Femme entre chien et loup." Cette production franco-belge nous invite à suivre l'histoire d'une femme qui vivra les années mouvementées de la dernière guerre en Flandres dans le calme de sa maison et de son jardin clos.

Le 20 septembre, les amateurs de cinéma québécois, seront enchantés par le film les "Grands enfants" réalisé par Paul Tana. Cette comédie dramatique nous fera vivre des moments palpitants en compagnie de l'acteur Gilbert Sicotte et de l'actrice Julie Vincent C'est un rendez-vous à ne pas manquer.



Et finalement le 27 septembre à 22h le film français intitulé "un crime de notre temps" et réalisé en 1980 par Gabriel Axel présente un couple d'instituteurs retraités et s'adonnant à des activités culturelles pour agrémenter leur vieillesse. Mais des voyous en quête de victimes, ne tarderont pas à détruire cette douce vie.

BONNE SOIRÉE!

projet de qualité. Alors n'hésitez pas à consulter les personnes ressources du ministère de la Consommation et du Commerce. On pourra vous conseiller et peut-être vous éviter des frais inutiles. Le numéro de téléphone à signaler est le (416) 963-1111. Les frais d'appel sont acceptés.

La nature, quoi de mieux!

Être en harmonie avec soi-même et être en amour avec la vie, pourquoi pas? La nature, avec son décor féérique et son charme incontestable, nous le permet.

S'évader, rêver dans un milieu où la verdure est reine et où le chant des oiseaux titille avec enchantement le tympan, c'est possible, dans notre pays et ici même en Ontario.

Êtes-vous conscient des beautés naturelles de l'Ontario? Connaissez-vous les sentiers de randonnée pédestre de votre province?

Plusieurs centaines de miles de randonnée pédestre sont aménagés en Ontario. Vous, votre famille et vos amis adopterez ce style de vie et apprécierez vous adonner au canotage, au camping, à la photographie ou seulement vous allouer à un moment de détente ou de contemplation.

Parmi les nombreux sentiers de la province, les plus prépondérants sont les sentiers Bruce, Ganaraska et Rideau.

Avant de vous lancer en affaires!

Êtes-vous bien informé en ce qui a trait au type d'entreprise que vous désirez posséder? Connaissez-vous les différentes lois qui vous protègent? Possédez-vous une formation académique adéquate en ce domaine? Jouissez-vous d'un bon capital?

Le ministère de la Consommation et du Commerce esquisse les réponses à ces questions dans la brochure intitulée "Comment monter une petite entreprise?"

Les spécialistes expliquent le haut taux d'échec chez les petites entreprises par un manque de planification. Il est vrai, que monter sa propre entreprise peut-être une aventure passionnante et

enrichissante mais elle comporte beaucoup de risques et de difficultés que certains petits entrepreneurs n'ont jamais prévus. Toutefois, comme le dit le vieux dicton: "Qui risque rien, n'a rien". Donc osez, mais osez sagement. Et avant de vous lancer en affaires, procurez-vous le guide "Comment monter une petite entreprise?" Qui sait, il pourra peut-être vous éviter certains gestes irréparables.

Pour se procurer gratuitement cette publication, les personnes intéressées peuvent écrire à la Librairie du gouvernement de l'Ontario.

N'oubliez pas qu'il faut toujours se munir de bons outils pour réaliser un



Le sentier Bruce, le plus long des trois, s'étend sur une distance de 430 miles. Il part de la péninsule de Niagara, passe

par Queenston et va jusqu'à Tobermory, ville située à la pointe de la péninsule Bruce.

Le sentier Ganaraska s'étend de Port Hope sur le lac Ontario, passe par les lacs Kawartha et les réseaux touristiques de la Huronnie. Et finalement, le sentier Rideau longe le canal Rideau d'Ottawa à Kingston et offre en plus des merveilleux paysages, d'intéressants sites historiques.

Veuillez noter que plusieurs parcs provinciaux possèdent également des sentiers de randonnée pédestre.

Pour de plus amples informations sur les sentiers de randonnée pédestre et sur d'autres sites touristiques de l'Ontario, il suffit d'écrire au: Rédacteur touristique, Section des communications, ministère de l'Industrie et du Tourisme, Queen's Park, Toronto (Ontario), M7A 2E3.

Les pluies acides

Le ministère de l'Environnement a mis sur pied un nouveau service visant à renseigner les propriétaires de chalets et autres personnes intéressées au sujet de l'effet des pluies acides sur les lacs de l'Ontario.

À cette fin, le ministre a inauguré un service téléphonique direct fournissant des renseignements à jour sur le degré d'acidité des lacs étudiés.

Afin de bien vous renseigner le ministère puisera son information dans le rapport résultant d'une enquête portant sur 1665 lacs de l'Ontario et intitulé "Acid Sensitivity of Lakes in Ontario" et préparé dans le cadre de l'étude sur les précipitations acides en Ontario.

Toute personne intéressée à se renseigner au sujet des lacs qui ont fait l'objet de l'enquête peut s'adresser à l'unité d'information à Toronto entre 8h15 et 16h30. Le numéro de téléphone est (416) 965-7117, et le ministère accepte les appels à frais virés.

On peut se procurer gratuitement un document d'information qui résume les résultats de l'enquête en s'adressant à la Direction des services d'information, ministère de l'Environnement, 135 ouest, avenue St. Clair, 6e étage, Toronto (Ontario), M4V 1P5.

Naître et connaître

Saviez-vous que le taux de natalité a augmenté en Ontario? On enregistre 124 183 naissances en 1980 comparativement à 122 296 en 1979. Pour une seconde année consécutive, une telle hausse est à remarquer car depuis 18 ans, le nombre de nouveaux-nés n'avait fait que décroître. Un sommet de 159 245 naissances avait été atteint en 1960.

De plus, le rapport annuel de 1980 du Bureau de l'état civil du ministère de la Consommation et du Commerce nous révèle une augmentation par rapport à l'année précédente du nombre de décès, des mariages et des divorces. Le nombre de décès a passé de 63 435 à 64 735, les mariages de 67 737 à 67 869 et les divorces de 22 447 à 23 254.

Donc, beaucoup d'amour et portez-vous bien, afin que les statistiques de 1981, nous apportent des résultats positifs!

L'école de la vie!

L'ambition de réussir chatouille tous les êtres humains instruits, et heureusement. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Par un nouveau programme, le ministère de l'Éducation désire donner un coup de pouce à ceux qui ont abandonné leurs études secondaires.

Le projet consiste en un système d'équivalences de crédits pour les élèves adultes. Selon ce programme, l'expérience acquise dans la vie est considérée au niveau de l'éducation formelle.

La politique est assez simple: afin d'avoir le nombre de crédits désirés (27) pour l'obtention du diplôme d'études secondaires, l'adulte peut compléter son éducation en suivant des cours du jour, du soir, par correspondance ou encore des cours particuliers.

Pour de plus amples renseignements concernant les conditions d'admissibilité et le choix des cours, veuillez écrire à l'adresse suivante: Enseigne-

ment par correspondance, 909, rue Yonge, Toronto (Ontario), M4W 3G2. Vous pouvez également obtenir des renseignements auprès du directeur de l'école secondaire de votre localité ou d'un agent du bureau régional du ministère de l'Éducation le plus proche de vous.

Pour vous procurer une brochure d'information intitulée Crédits scolaires à l'école de la vie ou Profitez au maximum des cours du soir, écrivez au ministère de l'Éducation, Direction des communications, Queen's Park, Toronto, M7A 1L2.

L'avenir de nos jeunes!

Le ministère des Collèges et des Universités a distribué récemment une publication intitulée "Le défi des années 1980". Cet écrit représente le rapport préliminaire du comité sur l'évolution du rôle des universités en Ontario.



Ce rapport fait état des objectifs passés et à venir des universités, de l'analyse des niveaux de subventions en fonction des objectifs, de la structure du système, du calcul des modèles de dépenses et de la suppression de programmes.

On peut obtenir ce document en envoyant \$1.00 à la librairie du gouvernement de l'Ontario.

N.B. Le Comité désire informer la population qu'il recevra avec plaisir le point de vue des milieux universitaires et du public sur les questions traitées dans ce rapport préliminaire avant d'entreprendre la rédaction du rapport final.

Terry Fox

Terry Fox,... que nous inspire ce nom?
Sinon le courage, la volonté, l'espoir et surtout l'humanisme.

L'acte grandiose accompli par ce jeune canadien doit se poursuivre. Nous devons prendre la relève.

Comment pouvons-nous nous impliquer ? Une invitation vous est offerte: dimanche, le 13 septembre 1981, aura lieu, dans plusieurs communautés canadiennes, la course Terry Fox.

En mémoire de Terry Fox et pour venir en aide à la Société canadienne du cancer, unissons-nous et participons à cet important projet.

Pour de plus amples informations, les personnes intéressées peuvent communiquer à: La course Terry Fox, a/s de M. W. Eckersley, Newmarket High School, 329, rue Prospect, Newmarket, (Ontario), L3Y 3V5. Numéro de téléphone: (416) 895-5159.

International Year
of Disabled Persons



Année internationale
des personnes handicapées

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs
Les sports pour personnes handicapées,
brochure (fr.), (angl.), 1981

Ministère de la Consommation et du Commerce
*Comment monter une petite entreprise,
brochure (fr.), (angl.), 1980

Ministère de l'Éducation
*Le défi des années 1980, brochure (fr.), 1980

On peut se procurer les publications ci-haut
mentionnées en s'adressant au:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto (Ontario)
M7A 1N8

Conseil des Arts de l'Ontario
*Artistes créateurs dans les écoles, brochure (fr.), 1980

Ministère de l'Éducation
*Profitez au maximum des cours du soir
*Crédits scolaires à l'école de la vie

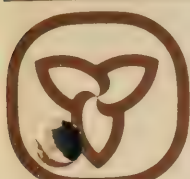
Les brochures ci-mentionnées peuvent être obtenues
en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications :
Francine Robitaille
Rédaction : Denise Ashby
Collaboration spéciale :
Danielle Béland
ISSN 0704 3120

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Editrice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

COUP D'OEIL

Octobre 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

À bord du



Se reposer sur le pont d'un ancien bateau à vapeur, laisser derrière soi, les ennuis, les rendez-vous lassants et s'adonner à la rêverie tout en sirotant une coupe de champagne ou un café bien chaud, voilà ce que vous offre encore pour quelques semaines, la compagnie ontarienne le Rideau St-Lawrence Cruiseship Incorporée.

Grâce à une aide financière accordée par le ministère de l'Industrie et du Tourisme, cette compagnie a pu rénover un ancien bateau à vapeur du XIXe siècle. Celui-ci accueille chaque jour depuis la mi-septembre de nombreux passagers pour une croisière à travers les Mille-Iles, le canal Rideau, la rivière Outaouais ou encore le fleuve St-Laurent.

Dès leur montée à bord du Canadian Empress, les passagers sont plongés dans l'histoire puisque le bateau a été décoré, meublé et aménagé afin de recréer avec la plus grande fidélité possible, l'ambiance prévalant à la fin du siècle. De plus, les parcours suivis sont les mêmes que ceux qu'empruntaient les premiers colons ainsi que les fondateurs de notre pays. Un voyage à bord de l'Empress n'est pas seulement un retour dans le temps, mais également une sensibilisation à notre histoire canadienne ainsi qu'à la beauté de l'Est ontarien.

Les croisières offertes sont d'une durée d'un jour ou de trois jours et demie. La tournée des Mille-Iles se fait en une journée. Par contre les tournées de Kingston-Ottawa, Montréal-Kingston se font en trois jours et demie. Des soirées dansantes sont organisées chaque soir et les prix des repas sont compris dans le coût du billet de croisière.

Les personnes intéressées à prendre part à ce type d'aventure peuvent communiquer avec le ministère de l'Industrie et du Tourisme au numéro (416) 965-3448 ou encore directement avec la compagnie Rideau St-Lawrence Cruiseship Incorporée en téléphonant sans frais à 1-800-267-0960.

Une croisière à bord du Canadian Empress c'est un retour dans le temps et bien sûr une baignade en plein coeur de l'histoire.

Tout simplement un rappel!



Dans Coup d'Oeil du mois dernier nous vous informions que notre kiosque sur les services en langue française était prêt ainsi que notre diaporama et que Mlle Diane Chouinard de notre bureau se fera un plaisir d'aller vous le montrer et vous parler des services en langue française offerts par le gouvernement de l'Ontario.

Vous faites parti d'un mouvement

À la fois une carte géologique et routière!

Le ministère des Richesses naturelles publiait en juin dernier la première carte géologique bilingue. Celle-ci est présentée sous la forme d'une carte routière normale et est imprimée en 26 teintes différentes. Chaque couleur représente un type de roche que l'on retrouve sur notre sol ontarien ainsi qu'une zone d'affleurement.

La carte réalisée par le groupe des richesses minérales du ministère décrit et donne un classement des roches que l'on retrouve dans la partie septentrionale de la province. Elle indique aussi la liste des emplacements des centres miniers du Nord de l'Ontario et donne des informations sur la production de minerai, sur l'importance et les

Suite en page 2

médical, éducationnel, juridique, culturel, social ou autre et désirez informer les membres de votre association sur les services offerts en français par le gouvernement de l'Ontario. Renseignements-Ontario est là!

Pour obtenir de plus amples renseignements sur notre programme de tournées, veuillez communiquer avec Diane Chouinard en composant le 1-800-268-7507 ou encore (416) 965-3865. (Indicatif régional 807, frais virés).

Nous sommes heureux de nous déplacer pour mieux vous servir. Alors communiquez avec nous dès demain et réservez nos services.

En fait, Renseignements-Ontario, c'est facile, il suffit de s'en servir!
1-800-268-7507.

utilisations des richesses minérales et sur les endroits où il est possible d'obtenir davantage de renseignements.

Les routes et les caractéristiques géologiques du Nord de l'Ontario entre le 46e et le 56e parallèle sont indiquées en fonction de l'objectif de la carte, soit celui de présenter la géologie du Nord de l'Ontario par rapport à des points de référence familiers comme les routes, les lacs, les rivières et les collectivités.

La nouvelle carte complète la carte géologique et routière du Sud de l'Ontario, no 2441. Il est important de souligner qu'une version bilingue de la carte du Sud est en préparation et qu'elle devrait être terminée en 1982.

On peut se procurer la carte géologique et routière du Nord de l'Ontario en écrivant au Centre des services au public, ministère des Richesses naturelles, Edifice Whitney, Queen's Park, Toronto, M7A 1W3.

Veuillez noter qu'un chèque au montant de \$1.00 à l'ordre du Trésorier de l'Ontario devra accompagner la demande.

Ça c'est l'Ontario!

TV Ontario présente cet automne aux étudiants des niveaux secondaire et post-secondaire de l'Ontario, une série de 26 émissions qui porteront sur la culture, la politique, l'éducation, l'industrialisation, les communications, la géographie et les transports de notre province.

Chacun des thèmes énumérés ci-haut traitera de différents sujets. Par exemple, le thème de la géographie humaine donnera un aperçu de l'Ontario anglophone, francophone et multiculturel. Par contre, le thème de la politique portera sur la politique provinciale, municipale et sur les droits de l'homme. Quant au secteur de l'économie, l'étudiant se familiarisera avec notre appareil économique ainsi qu'avec nos ressources naturelles.

Pour obtenir une copie du dépliant intitulé "Ça c'est l'Ontario" ou pour se procurer les bandes magnétoscopiques, les enseignants sont priés de communiquer avec le Service à la clientèle, TV Ontario, B.P. 200, Succursale Q, Toronto, Ontario, M4T 2T1 ou téléphoner sans frais à 1-800-268-8840 ou à (416) 484-2610.

Vous pourriez le regretter!

Qui n'a pas été vacciné lors des premières années scolaires contre la rougeole, la rubéole, la poliomyélite, la diphtérie ou encore le tétanos?

Lors des années 40, 50 et 60, les campagnes sur les maladies infantiles n'étaient pas chose courante et d'ailleurs était-ce nécessaire puisqu'on n'acceptait pas les enfants n'ayant pas reçus certains vaccins.

Malheureusement de nos jours, cela n'est plus le cas. En effet selon la directrice de la santé publique du ministère de la Santé, la proportion d'enfants immunisés avant de commencer leur scolarité varie entre 70 et 90 pour cent selon les régions de la province. Ceci n'est certainement pas un mauvais pourcentage, mais qu'advient-il de ces 10, 30 et même 50 étudiants n'ayant pas reçu ces vaccins? Deviendront-ils infirmes à cause de votre insouciance ou de votre manque de temps à les emmener chez votre médecin de famille ou encore à l'unité sanitaire de votre région pour recevoir le vaccin contre la poliomyélite par exemple?

De manière à vous sauver des ennuis et des soucis qui, dans certains cas, pourraient être impardonnables, le ministère de la Santé en collaboration avec le ministère de l'Éducation a mis sur pied un programme de sensibilisation aux maladies infantiles et par le fait même à l'immunisation.

Aussi, avant qu'il ne soit trop tard, les parents ayant des enfants commençant au niveau primaire, devraient se procurer la carte d'immunisation. Celle-ci permettra aux autorités scolaires de savoir si tel ou tel enfant a été vacciné contre les maladies énumérées ci-haut.

Cette carte d'immunisation peut être obtenue de l'unité sanitaire, du médecin de famille ou encore du ministère de la Santé. Les parents sont priés d'y inscrire les noms des vaccins que l'enfant a reçu et de la remettre à l'école fréquentée par l'étudiant.

Pour se procurer une carte d'immunisation, il suffit de communiquer avec la

Direction de la promotion de l'hygiène et de l'information, ministère de la Santé, Édifice Hepburn, 9e étage, Queen's Park, M7A 1S2.

Pensez-y, la santé de votre enfant vaut bien les quelques minutes que vous prendrez pour vous procurer cette carte d'immunisation!

Cueillir ses propres légumes!

Croyez-le ou non, il est encore possible au mois d'octobre de se rendre chez nos fermiers ontariens pour cueillir ses propres légumes.



Plusieurs cultivateurs ouvrent leurs champs au public pour cueillir à ce temps-ci de l'année, les dernières fèves jaunes et vertes, les choux de bruxelles, le brocoli, les carottes, les courgettes, les oignons, les piments et bien sûr les fameuses citrouilles qui égaieront la soirée d'Hallowe'en.

Pour obtenir le nom des fermiers prêts à vous accueillir, les personnes intéressées peuvent écrire ou téléphoner à "Pick-Your-Own", Direction du Marketing, Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, Assemblée législative, Toronto, Ontario M7A 1A6, téléphone : (416) 968-1760.

Bonne cueillette et rappelez-vous que c'est probablement la dernière fois cette année qu'il vous sera possible de manger des légumes frais provenant directement du jardin!

Coopération "81"

Dans le cadre des festivités de Coopération 81, la Caisse populaire de Welland désire informer les Canadiens français de Welland et des alentours que les activités telles que l'exposition d'art et d'artisanat, le dîner au club social, la course pour adultes et bon nombre d'autres célébrations auront lieu du 15 au 18 octobre 1981.

Pour de plus amples informations sur Coopération "81", les personnes intéressées peuvent communiquer avec M. Roger Turcotte, Caisse populaire de Welland, 59 rue Empire, Welland, Ontario, L3B 2L3.

Un nouveau président pour CAFO

Le Bureau du coordonnateur provincial des services en langue française est heureux de souhaiter la bienvenue à M. Roger Régimbald qui, depuis le 18 août 1981 occupe le poste de président du Conseil des Affaires franco-ontariennes.



M. Roger Régimbald, président
du Conseil des affaires franco-ontariennes.

Avant de se joindre à CAFO, M. Régimbald était commissaire à plein temps à la Commission des accidents du travail. De 1972 à 1979, il a travaillé successivement comme président et administrateur général du club de golf de Lachute.

De 1965 à 1968 il était député pour la circonscription D'argenteuil-Deux-Montagnes ainsi que vice-président national et président du parti progressiste conservateur pendant la même période.

Il est à noter que le Conseil des affaires franco-ontariennes qui jusqu'à présent relevait administrativement du ministère de la Culture et des Loisirs est maintenant sous la responsabilité du ministère des Affaires intergouvernementales.

De plus en plus de lois en français



Au mois de mai dernier, nous vous donnions les noms des lois qui avaient été traduites depuis le début de l'année 81. A cette liste, d'autres se sont ajoutées. Les voici donc.

Extraits de la Loi sur les assurances	\$1.00
Loi sur les salaires	\$0.75
Loi sur les services d'aides familiales et d'infirmières visiteuses	\$0.50
Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux	\$1.00
Loi sur le ministère du Travail	\$1.00
Loi de 1976 sur les renseignements exigés des compagnies et associations	\$0.50
Loi de 1978 sur les enfants en probation	\$0.50

La liste complète des lois peut être obtenue en écrivant à la Librairie du Gouvernement de l'Ontario.

Abonnez-vous!

Vous pouvez maintenant vous abonner aux Lois et Règlements de l'Ontario traduits en français et publiés en français ou en format bilingue, pour un terme d'un an du 1er avril 1981 au 31 mars 1982.

Le coût de l'abonnement est de 70\$ pour l'année en cours.

Les personnes intéressées à se procurer ces documents sont priées de remplir le coupon ci-bas et le retourner à l'adresse suivante:

Service des abonnements en français Ministère des Services gouvernementaux
77 ouest, rue Wellesley, 8e étage, Edifice Ferguson, Queen's Park, Toronto,
Ontario, M7A 1N3.

Ci-inclus mon versement au montant de _____ \$ à l'ordre du *Trésorier de l'Ontario* pour _____ abonnements aux *Lois et Règlements de l'Ontario* publiés en français ou en format bilingue, pour la période du 1er avril 1981 au 31 mars 1982.

Nom _____

Adresse _____

_____ Code postal _____

Aux personnes du troisième âge!

Le 1er décembre 1981, la Place Saint-Laurent à Toronto, un édifice pour personnes âgées francophones, accueillera ses premiers locataires.

En effet, grâce à l'initiative des Centres d'accueil Héritage, les personnes francophones du troisième âge de Toronto et des alentours pourront profiter d'appartements luxueux situés en plein coeur de la ville de Toronto. La Place St-Laurent est située à proximité de cinémas, de magasins, d'hôpitaux ainsi que de la paroisse Sacré-Coeur.

Cet édifice pour personnes âgées se compose de 135 unités de une et de deux chambres à coucher. Il pourra recevoir environ 300 locataires.

Le premier étage sera réservé au Centre des pionniers, un centre d'accueil pour personnes âgées de Toronto. Grâce à une aide financière du ministère des Services sociaux et communautaires le centre continuera d'offrir ses services de bénévolat, de récréations et d'infirmières visiteuses à partir de la Place St-Laurent.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce centre pour personnes âgées, on peut communiquer avec la direction de la Place St-Laurent, 30, rue Berkeley, Toronto, Ontario.

Publié et distribué par les
Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications :
Francine Robitaille

Rédaction : Denise Ashby

ISSN 0704 3120

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs

Randonnées équestres, brochure (fr.) (angl.), 1981

Les sports, brochure (fr.) (angl.), 1981

Ministère de la Consommation et du Commerce

L'a.b.c. de la réparation automobile, brochure (fr.) (angl.), 1981

Ministère de l'Éducation

Coûts de l'enseignement dispensé en français dans les modules de langue française, étude réalisée par le ministère de l'Éducation, 300 pages, 1978, \$5.00

Ministère de la Santé

Le dentiste itinérant, dépliant (fr.), 1981

Ministère des Services sociaux et communautaires

Lorsque des enfants et leurs familles ont besoin d'aide, brochure (fr.), 1981

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au: Centre des Publications

880, rue Bay, 5e étage

Toronto (Ontario) M7A 1N8

La Télévision éducative de l'Ontario

*Ça c'est l'Ontario, dépliant (fr.), 1981

Ministère des Richesses naturelles

*Carte géologique et routière du Nord de l'Ontario,

Les brochures ci-mentionnées peuvent être obtenues en s'adressant aux organismes concernés.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.

International Year
of Disabled Persons

1981



Année internationale
des personnes handicapées

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



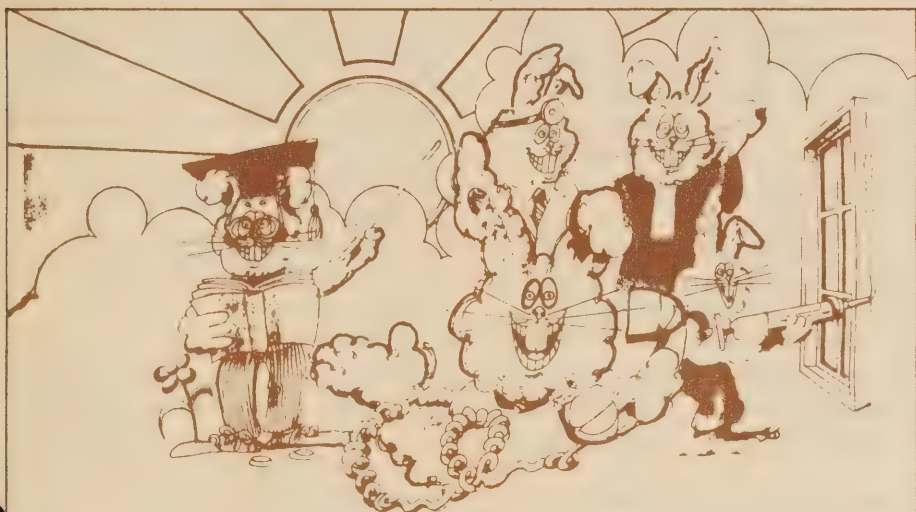
Ontario

COUP D'OEIL

CA 24N
IA 60
-C 55

Décembre 1981

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française



Dans les régions de l'Ontario où vivent une forte proportion de francophones, le gouvernement provincial a instauré des services en langue française. C'est à vous de vous en servir!



Renseignements-Ontario

1-800-268-7507

(416) 965-3865

(à frais virés) si votre indicatif régional est 807

**Les services en français...
plus on s'en sert...
plus c'est facile!**

Renseignements-Ontario est toujours à votre disposition. Les services en français sont disponibles un peu partout dans la province. Les bureaux régionaux possèdent du personnel bilingue capable de répondre à vos questions. Vous trouverez les numéros de téléphone de ces bureaux ainsi que de Renseignements-Ontario dans la section française des pages de votre annuaire téléphonique.

C'est facile, faites marcher vos doigts et nous ferons le reste. Et si les bureaux régionaux ne possèdent pas la réponse à votre question nous sommes toujours là pour vous aider. Vous nous rejoindrez en composant le 1-800-268-7507.

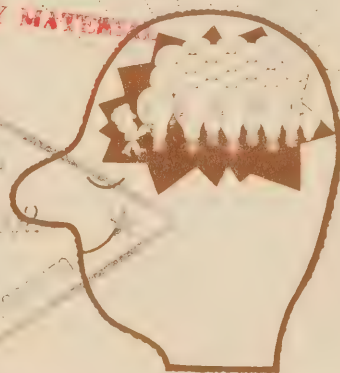
N'oubliez pas que nous sommes une équipe dynamique, pleine de vie et désireuse de vous servir en français. A quand la prochaine occasion?

Lire ...ça aide

"Prenez soin de votre foie" nous conseille le ministère de la Santé dans la brochure qui en décrit les fonctions et comment le maintenir en bon état.

Le ministère du Solliciteur général a également publié quelques brochures qui vous seront utiles non seulement au temps des fêtes, mais durant toute l'année. "Halte aux incendiaires" vous renseigne sur la meilleure façon de protéger votre propriété.

"Ça n'arrive qu'aux autres" mais si ça vous arrivait, que feriez-vous devant un voleur armé? Cette brochure nous vient de la Sûreté provinciale d'où vous pouvez vous procurer quelques exemplaires.



Les sorties du temps des Fêtes sont nombreuses. Souvent, les parents doivent confier leurs enfants à une gardienne. Et comme le dit si bien le vieux dicton: "il vaut mieux prévenir que guérir." Alors n'hésitez pas à consulter le dépliant intitulé "Gardienne d'enfants." Celui-ci contient plusieurs conseils à suivre ou encore à mettre en pratique en cas d'incendie, d'accident ou encore d'appel téléphonique obscène.

Enfin, comme le temps des Fêtes est la période de l'année où l'on aime offrir des souhaits, des cadeaux et même son hospitalité, il ne faudrait pas oublier que "Quelqu'un a besoin de votre aide". Il serait donc opportun de songer à faire une décision vraiment sérieuse telle que celle de devenir donateur de tissus humains. Quoi de plus sublime que de faire cadeau de son corps après la mort.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les donateurs de tissus humains, les intéressés peuvent consulter le dépliant intitulé: "Quelqu'un a besoin de votre aide" que vous pouvez vous procurer en écrivant au ministère du Solliciteur général, 25, rue Grosvenor, 11e étage, Toronto (Ontario) M7A 1Y6.



Spanish, Cornwall, Elliot Lake, Hamilton; que peuvent avoir en commun ces quatre villes si différentes et sises aux quatre coins de la province? Peut-être sont-elles sur la liste des villes sélectionnées pour recevoir les olympiques? Ou encore seraient-elles les villes natales des gagnantes de concours de beauté!

Enfin si vous avez deviné que ces villes possèdent de nouveaux immeubles pour les personnes du troisième âge, vous remportez le concours. Sinon, installez-vous confortablement et lisez bien attentivement le texte qui suit.

La Société de logement de l'Ontario, un organisme qui depuis 1964 s'occupe de procurer des logements locatifs aux familles à faibles revenus, aux personnes handicapées ainsi qu'aux personnes du troisième âge, a inauguré en 1981,

A la bonne ontarienne



Noël est souvent la seule et unique occasion de l'année où tous les membres d'une même famille se réunissent. C'est aussi le jour où tous s'attableront pour déguster dans une atmosphère de fête, les fameux plats traditionnels.

Saviez-vous que la plupart des mets qui enjolivent la table de famille et qui font venir l'eau à la bouche sont produits ici en Ontario. Coup d'oeil a donc pensé vous présenter un menu ontarien spécial qui pourra être servi à vos invités lors du réveillon ou du dîner de Noël.

Menu à la bonne ontarienne

Jus de tomates Leamington
Dindon ou poulet ontarien à la provinciale
Pommes de terre pilées Alliston
Carottes à la mode de Holland Marsh
Tourtières au porc Wellington
Sauce aux canneberges à l'indienne du Lac Gibson
Riz sauvage au Manomin
Tarte au sucre d'érable à la Elmvale
Vins du Niagara
Bière de Sudbury ou de North Bay

N.B. Si le dindon ou le poulet ne plaisent pas aux membres de votre famille, vous pourrez toujours servir si votre budget vous le permet, les caillies du Mont Albert, le faisan du nord de

dans quelque 19 centres du Nord et du Sud de la province, des immeubles pour personnes âgées. Les appartements de ces derniers sont offerts aux couples dont au moins l'un des conjoints est âgé de 60 ans ou plus ainsi qu'aux personnes seules âgées de 60 ans ou plus. Le logement subventionné est accordé aux personnes âgées selon un système d'attribution de points qui tient compte des facteurs comme le revenu par exemple.

Toronto ou encore les canards et les oies d'Aurora. Et comme décoration, on pourra toujours utiliser le maïs soufflé de Paincourt.

Joyeux Noël!

Après ce copieux réveillon ou dîner de Noël, il reste toujours un peu de poulet ou de dindon. Voici donc une recette au riz sauvage où vous pourrez servir vos restants avec élégance et originalité.

Poulet Chartreuse au riz sauvage

3 tasses de riz sauvage cuit
1/2 tasse de champignons tranchés
1/2 tasse de céleri
1/3 tasse de piments verts hachés finement
2 cuillères à soupe de farine
1 1/2 tasse de bouillon de poulet
1/4 tasse de sherry
1 cuillère à soupe de jus de citron
sel et poivre
2 tasses de poulet cuit en petits cubes

Mettez le riz sauvage cuit dans un moule en couronne beurré et gardez au chaud. Ensuite, faites fondre quelques cuillerées de beurre ou d'huile dans une casserole.

Ajoutez les champignons, le céleri et les piments verts hachés et faites bien cuire en brassant constamment. Lorsque les légumes sont prêts, soupoudrez de farine et faites cuire encore un peu en brassant jusqu'au fond de la casserole. Ensuite ajoutez le bouillon de poulet, le sherry, le jus de citron et assaisonnez. Lorsque la sauce s'épaissit, ajoutez le poulet cuit.

Réchauffez. Démoulez le riz sauvage sur un plat rond chauffé et remplissez le centre avec le poulet à la chartreuse.

Garnissez de persil.

Dans les centres mentionnés ci-haut, nos aînés vivent dans des immeubles à un ou deux étages tout récemment construits. Les appartements destinés à une personne du troisième âge se composent d'une chambre, d'un salon, d'une salle de bain ainsi que d'une cuisine pourvue d'une cuisinière et d'un réfrigérateur. L'immeuble est muni d'une buanderie commune, de salles de séjour et de salons où souvent les organismes locaux

et les services municipaux contribuent à l'organisation d'activités diverses pour personnes âgées.

Ces immeubles sont souvent situés près de forêts, de parcs ou encore sur le haut d'une colline afin de procurer aux occupants une vue des plus agréables. Le Centre Strathcona Gardens d'Hamilton est construit sur le haut d'une colline. Les appartements de cet édifice offrent à leurs locataires un panorama d'une grande beauté et un confort de première classe.

Strathcona Gardens possède son centre récréatif et sa serre qui est la respon-

sabilité des locataires. Inutile de dire que l'Ontario possède plusieurs Strathcona Gardens où le confort, l'indépendance, les loyers modiques et l'atmosphère de bon entrain sont les bases d'une vie nouvelle pour nos aînés.

Si vous désirez obtenir de plus amples renseignements sur les logements subventionnés se trouvant dans votre localité, ou encore si vous avez besoin de plus amples informations sur les critères de sélection ou les règlements d'admissibilité, vous n'avez qu'à vous adresser à votre bureau local de la Société de logement de l'Ontario.

Toujours plus de lois en français



Depuis environ six mois, Coup d'oeil mentionne régulièrement les noms des lois traduites en français par le Bureau de traduction des lois du ministère du Procureur général. Voici donc encore une fois, la liste des toutes dernières arrivées.

	Prix
Loi sur les services d'hygiène mentale pour enfants	1,00\$
Loi sur les centres pour personnes âgées	1,00\$
Règlement de l'Ontario 659/79 (ayant trait aux chantiers de construction) gratuit avec l'achat de la loi sur la santé et la sécurité au travail.	
Loi sur le code du bâtiment	1,00\$
Loi sur les normes industrielles	1,00\$
Loi sur l'évaluation de l'environnement	1,00\$
Loi sur l'assurance-récolte	1,00\$
Loi sur les notaires	0,75\$
Loi sur les procurations	0,75\$
Loi sur les normes d'emploi	1,50\$
Loi sur l'exécution forcée	1,25\$
Loi sur l'enregistrement des sociétés en nom collectif	0,75\$

Nous tenons à vous rappeler que ces lois peuvent être obtenues en écrivant à la Librairie du Gouvernement de l'Ontario. (Vous trouverez l'adresse dans la liste des publications).

Vous pouvez vous abonner aux Lois et Règlements de l'Ontario traduits en français et publiés en français ou en format bilingue. Le coût de l'abonnement est de 70\$. Les personnes s'abonnant recevront toutes les lois qui ont été publiées jusqu'à maintenant ainsi que celles qui paraîtront d'ici le 31 mars 1982.

Les personnes intéressées peuvent s'adresser au ministère des Services gouvernementaux, 77 ouest rue Wellesley, 8e étage, Edifice Ferguson Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 1N3.



Votre fils aîné, le beau grand brun tout frisé, celui qui aime explorer le nord de l'Ontario dans sa voiture qu'il chérit de tout son coeur, vous téléphone un jour à frais virés. La ligne téléphonique est quelque peu défectueuse et vous avez du mal à l'entendre. Sa voiture est en panne. Il a besoin d'argent. Il a tout juste le temps de vous dire qu'il est dans un motel à Val Rita. Et puis, vous ne l'entendez plus. La ligne a été coupée.

Comment le retrouver? Vous n'avez pas le nom du motel et sans celui-ci il vous est difficile d'appeler le service d'information de Bell Canada. Vous ignorez peut-être qu'il existe un service de renseignements touristiques gratuit. Pour le rejoindre il suffit de composer le 1-800-268-2736. Cette ligne téléphonique vous relie directement au ministère de l'Industrie et du Tourisme à Toronto. Le personnel bilingue sera en mesure de vous donner le nom ou les noms des motels à Val Rita. Ainsi, il vous sera possible de rejoindre votre fils.

Durant la période de Noël et du Jour de l'An vous vous déplacerez pour aller visiter parents et amis. Si jamais une bonne tempête de neige se pointe à l'horizon et que vous ne pouvez rejoindre votre destination le même jour, n'oubliez pas d'utiliser ce service de renseignements touristiques gratuit. En donnant le nom de la ville où vous vous trouvez, l'agent d'information sera en mesure de vous donner les noms ainsi que les numéros de téléphone des auberges, des hôtels de la ville et des environs.

Que vous vous trouviez n'importe où au Canada à l'exception du Yukon et des

territoires du Nord-Ouest, n'oubliez pas que le service de Renseignements touristiques en français est à votre portée. Il vous suffit de composer le 1-800-268-2736....

Nomination au CAO

Le Bureau du Coordonnateur des services en français est heureux de souhaiter la bienvenue à M. Michael Gallagher. Ce dernier a été nommé au poste de conseiller en tournées avec le Conseil des arts de l'Ontario.

Comme le soulignait le directeur général du Conseil des arts de l'Ontario, M. Walter Pitman: "le poste de conseiller en tournées a été créé afin d'encourager le développement des tournées artistiques franco-ontariennes dans la province. Aussi M. Gallagher travaillera avec des artistes et des promoteurs de tournées francophones."

Avant de se joindre au bureau des tournées, M. Gallagher a travaillé comme agent au programme Perspectives jeunesse. Il a ensuite occupé le poste de directeur technique de la "Nuit sur l'étang" à Sudbury et il a fait partie du comité organisateur du Festival Boréal. Il est l'un des membres fondateurs de la Coopérative des artistes du Nouvel Ontario à Sudbury où il était également directeur des tournées du groupe Cano avant sa nomination au Bureau des tournées.

On peut communiquer avec M. Michael Gallagher en écrivant au Conseil des Arts de l'Ontario, Bureau des tournées, pièce 500, 151 ouest, rue Bloor, Toronto, Ontario M5S 1T6 tél: (416)961-1660.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Affaires culturelles et des Loisirs
Pentathlon moderne, brochure (fr). (angl.) 1981.

Ministère des Collèges et Universités
Régime de bourses de l'enseignement supérieur de l'Ontario 1982-83, dépliant (fr.) (angl.).

Bourses d'échange Ontario-Québec 1982-83, dépliant, (fr.) (angl.).

Ministère de la Consommation et du Commerce
Pour mieux comprendre la loi sur la protection du consommateur, brochure (fr.) (angl.) 1981.

Ministère de la Santé
*Prenez soin de votre foie, dépliant (fr.).
On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage
Toronto, (Ontario)
M7A 1N8

Ministère du Solliciteur général
*Gardienne d'enfants, dépliant (fr.) (angl.).

*Quelqu'un a besoin de votre aide, dépliant (fr.) (angl.).

*Ca n'arrive qu'aux autres, dépliant (fr.), (angl.).

Les brochures ci-mentionnées peuvent être obtenues directement du ministère ci-mentionné.

*Sujets traités dans Coup d'Oeil.



Publié et distribué par les Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications :
Francine Robitaille

Rédaction : Denise Ashby

Collaboration spéciale : Marthe Dallaire

ISSN 0704 3120

De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



COUP D'OEIL

Ontario

CA224
IAGG
-557

Janvier 1982

Bureau du Coordonnateur provincial des services en langue française

Oiseau de passage

Ce matin, la mer est calme et ses vagues effleurent à peine le sable blanc. Le ciel, sans laisser paraître de nuage semble bleuir d'heure en heure à mesure que le soleil grimpe. Assis sur ma branche de palmier, je bouge quelque peu, de temps en temps, bercé par la brise douce qui vient de l'océan.



Mon nom est Faucon Pèlerin et j'arrive d'un long voyage. J'ai quitté Toronto il y a quelques semaines, ayant laissé mon nid soyeux perché sur le haut de l'édifice Whitney. On y vivait très bien, mes amis et moi, depuis le jour où nous sommes partis du pays lointain de l'Alberta.

Chaque jour, apparaissaient comme par miracle, de succulents repas; on n'a jamais pu connaître l'origine des soins attentifs dont on nous entourait, mais on soupçonnait l'existence de plusieurs humains qui nous avaient emmenés en ce beau pays.

Et il fallait, entre chaque repas, s'exercer au vol, tant pour se faire des forces en préparation pour le long voyage que pour éviter l'embonpoint qu'auraient pu causer les délicieux menus de caille surgelée qu'on nous offrait chaque jour.

Mes compagnons sont maintenant avec moi, sur la branche d'à côté et se joignent à mes souvenirs. Souvenirs de la belle ville de Toronto où les gens nous observaient chaque jour, soit devant le moniteur placé au rez de chaussée du

Whitney, ou bien en se penchant dangereusement en arrière pour tenter de nous épier du trottoir. Leur gymnastique nous amusait beaucoup.

Durant les prochaines semaines, nos copains d'Edmonton, de Hull et de Montréal viendront se joindre à nous ainsi que nos frères plus doués de l'Université Cornell. Tous nous jouirons des beautés du sud, sans frais d'hôtel, ni billet d'avion, et peut-être même, en survolant les plages, nous retrouverons ces mêmes Torontois qui nous épiaient jadis.

Plus tard, quand les vents froids cesseront de s'abattre sur Toronto, il sera temps alors pour nous de revenir, à ce pays de cailles fines et de Richesses naturelles.

(Cette lettre est arrivée au bureau de Coup d'Oeil il y a quelques jours seulement. Plusieurs d'entre vous reconnaîtront sûrement notre correspondant qui, avec ses trois compagnons, a vécu chez-nous à Toronto pendant plusieurs mois. Les quatre faucons pèlerins font partie du programme du ministère des Richesses naturelles qui a pour but principal la réintroduction de cette espèce menacée dans la région de Toronto).

Serez-vous à temps?

Chaque année, vers la fin du mois de février, les bureaux des véhicules automobiles sont inondés de gens désireux de se procurer à la dernière minute, l'étiquette adhésive pour la plaque d'immatriculation arrière de leur véhicule.

Les retardataires font la queue durant des heures sous le froid glacial de février en se demandant pourquoi ils ont attendu si longtemps avant de se présenter au bureau des véhicules automobiles de leur région.

Pourtant, ils ont eu amplement de temps puisque chaque année, ils peuvent se procurer cette petite étiquette à compter du 1er décembre.

Cette année l'étiquette adhésive rouge 82 se vend au même prix que l'an dernier. Aussi, les propriétaires de véhicules à quatre, six et huit cylindres paieront respectivement 30\$, 45\$ et 60\$. Quant aux propriétaires de motocyclettes, de cyclo-moteurs et de motoneiges ils devront déboursier pour chaque véhicule qu'ils possèdent 20\$ 5\$ et 10\$.

L'enregistrement des roulottes et des remorques reste valide pour toute la durée des véhicules. Le coût de l'achat de la plaque d'immatriculation est de 25\$.



La date limite pour se procurer l'étiquette adhésive pour votre véhicule est le 28 février 1982. Alors afin d'éviter la foule, il serait peut-être sage de vous rendre, si cela est possible, dès maintenant au bureau des véhicules automobiles de votre région. Ainsi, vous n'aurez pas froid aux pieds et la personne qui vous servira au bureau du ministère des Transports et des Communications sera sûrement de meilleure humeur que durant les dernières journées du mois de février.

Et si on parlait français

“Depuis le 31 décembre 1979, les francophones de la province peuvent être jugés en français devant les cours criminelles de la province. Mais ce sera à compter du 1er avril 1982, que les francophones habitant les régions désignées pourront bénéficier de services en français dans les cours civiles de la province.”

Voilà ce qu’annonçait le Procureur général de l’Ontario, M. Roy McMurtry dans un discours qu’il prononçait devant la Législature ontarienne le 19 novembre 1981.

Ainsi donc, à compter du 1er avril 1982, les francophones seront autorisés à utiliser la langue française devant les cours de comté, de district et devant les cours de succession et de tutelle des districts d’Algoma et de Cochrane, dans le comté d’Essex, dans le district judiciaire d’Ottawa-Carleton, les comtés unis de Prescott et Russell, les comtés de Stormont Dundas et Glengarry, ainsi que dans les districts de Sudbury et de Timiskaming.

Ce droit sera également assuré devant les cours provinciales (division de la famille) et les cours des infractions provinciales pour tout procès qui s’y tiendra. Cette série de services sera étendue aux comtés de Renfrew et au district judiciaire de York (Toronto).

Grâce à ces progrès, 83% des francophones de l’Ontario pourront bénéficier d’une grande variété de services judiciaires en langue française. En effet, les procès pour divorces, infractions au code de la route, réclamations de blessures corporelle, réclamations en dommage-intérêt, réclamations sur contrat et autres seront entendues en français et les jugements ainsi que les documents s’y rapportant seront également français. N.B. Depuis le 15 décembre 1981, le ministère du Procureur général en collaboration avec le ministère de la Consommation et du Commerce offre un service de traduction des testaments en français. Pour de plus amples renseignements sur ce service, les personnes intéressées peuvent communiquer avec le Coordonateur des services en français M. Étienne Saint-Aubin en écrivant au ministère du Procureur général de l’Ontario, 10, rue King east, Toronto, Ontario, M5C 1C5, tél. (416) 965-3870.

Vers un nouveau départ

Le Bureau du Coordonnateur provincial des services en français est heureux d’offrir ses vœux de meilleurs succès à M. Omer Deslauriers, qui, à compter de la mi-janvier, se rendra à Bruxelles pour représenter le gouvernement de l’Ontario en tant que Délégué général au siège social de la Délégation de l’Ontario.

M. Deslauriers travaillera en étroite collaboration avec les deux ambassadeurs du Canada à Bruxelles l’un auprès du gouvernement belge et l’autre au siège de la Communauté européenne.

Le mandat de la Délégation de l’Ontario est non seulement de représenter les intérêts généraux de la province et de s’adonner à la promotion des marchés et

des produits ontariens, mais également de promouvoir tout le spectrum socio-culturel de la vie ontarienne et canadienne.



Omer Deslauriers, Délégué général pour le gouvernement de l’Ontario à Bruxelles.

Vôtre chien a mal aux dents!

La compagnie We Pet Insurance d’Hamilton offre aux propriétaires d’animaux domestiques une prime d’assurance annuelle au coût de 150\$ couvrant les frais dentaires, de radiologie, les prises de sang et les vaccins que votre animal peut avoir besoin au cours de l’année.

Mais voilà que depuis quelques mois, le ministère de la Consommation et du Commerce informe les consommateurs de ne pas acheter de prime d’assurance de cette compagnie étant donné que celle-ci ne possède pas de permis lui permettant de vendre légalement de l’assurance.



En effet, à deux reprises déjà, les experts du ministère ont expliqué à We Pet Insurance les procédures à suivre afin de se procurer un permis d’exploitation. Celle-ci n’a jamais fait de démarches pour l’obtenir et de plus n’a pu prouver au

ministère qu’elle était en mesure d’adhérer à l’une des clauses de la Loi sur l’assurance en Ontario, soit celle de pouvoir dédommager ses clients.

Donc avant d’acheter une prime d’assurance pour votre animal domestique, ou encore pour vous-même, il serait sage de vérifier auprès du ministère si la compagnie avec laquelle vous désirez faire affaire possède un permis lui permettant de vous vendre une prime d’assurance. Pour de plus amples renseignements sur ce sujet ou encore pour vérifier la légalité de la compagnie, veuillez composer le (416) 963-0477 ou appelez à frais virés (963-1111).

Accueil médical francophone

Le Centre des Pionniers de Toronto situé sur la rue Danforth à Toronto aménagera d’ici quelques semaines dans ses nouveaux locaux de la Place Saint-Laurent au 33 de la rue Berkeley à Toronto.

Depuis le mois de mars 1981, le Centre des pionniers porte le nom d’Accueil médical francophone et offre aux francophones de Toronto et spécialement à ceux du Nord, un service de renseignements sur les services médicaux disponibles en français dans la région de Toronto et des alentours.

Grâce à un octroi qu'il reçoit des ministères de la Santé et des Affaires du Nord au montant de 140 000\$ le service d'Accueil médical francophone sera en mesure, non seulement d'améliorer ses services mais également de mieux les faire connaître à la population francophone du Nord de la province.

Pour de plus amples renseignements sur les services offerts par Accueil médical francophone, les personnes intéressées peuvent écrire à l'adresse indiquée ci-haut.

Il vous faut des vacances

Le temps des Fêtes est terminé. Les parents et amis sont rentrés chez eux. Vous avez l'impression d'avoir besoin de vacances, surtout après avoir bien choyé vos invités pendant toute la période de Noël et du Jour de l'An. À votre tour, vous avez envie de bons petits plats, de tranquillité et aussi d'exercices en plein air. Vous n'avez pas envie d'hôtels impersonnels ou encore de station de ski. En fait, vous désirez vous retirer dans un lieu tranquille pour relaxer avec votre famille. Que diriez-vous alors de vacances à la ferme?

Cet hiver tout comme durant la saison estivale, certains fermiers de l'Ontario offrent aux touristes et aux citoyens de cette province ainsi que des provinces avoisinantes, des vacances à la ferme. Ce type d'activité touristique est offert sur semaine et en fin de semaine. Le prix d'un séjour de sept jours varie entre 135\$ et 150\$. Ceci comprend trois repas par jour et l'hébergement.

Comme le mentionnait Mme Sharon van Son du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation: "Des vacances à la ferme durant la saison hivernale offre aux visiteurs une plus grande gamme d'activités. En effet, ces derniers peuvent s'adonner aux randonnées de ski de fonds, au patinage sur la rivière ou encore sur l'étang, aux promenades en raquette, en traîneau ou en motoneige à travers nos forêts enneigées. Puis après une bonne journée, ils peuvent savourer, dans une atmosphère familiale, les petits plats préparés par l'hôtesse et terminer la soirée au coin du feu ou du poêle à bois de la maison."

En 1981, plus de 2,000 visiteurs ont profité de ce type de vacances. Plusieurs fermiers ont indiqués que depuis qu'ils

pratiquent ce genre de commerce, ils ne sont plus obligés de trouver du travail sur le marché local durant les saisons mortes. Ils peuvent ainsi profiter pleinement des plaisirs de la ferme. À vous d'en faire autant.



En 1979, de manière à démontrer les possibilités de la radiodiffusion par satellite, TVOntario lançait un programme expérimental de transmission du signal de TVOntario à 46 localités du Nord ontarien par l'intermédiaire d'Anik "B". Ce projet patronné par TVOntario, les ministères des Affaires culturelles et des Loisirs, des Transports et des Communications, des Affaires du Nord et des Communications (du fédéral) est, depuis le 30 novembre 1981, parrainé par le ministère des Affaires du Nord de l'Ontario et rejoindra d'ici 1983, 170 localités du Nord ontarien.

Le programme d'expansion du réseau de télévision du ministère des Affaires du Nord coûtera 3 millions de dollars. Cette somme sera remise aux collectivités de 300 habitants et plus situés dans l'empreinte d'Anik "B" et d'Anik "C" et désireuses de se procurer des appareils ré-émetteurs à faible puissance afin de retransmettre les émissions produites par TVOntario.

L'empreinte d'Anik "B" couvre la plus grande partie du nord de l'Ontario.

Les communautés situées dans le rayonnement d'Anik "B" recevront TVOntario durant la phase 1 de ce nouveau programme de trois ans tandis que les communautés éligibles qui sont présentement en dehors de cette zone seront desservies au cours de la phase 2, après la mise en orbite d'Anik "C" en 1983.

Pour obtenir la liste des fermiers accueillant les touristes durant la saison hivernale les personnes intéressées peuvent écrire à Mme Samme Pritzel, R.R. #2, Vankleek Hill, Ontario, K0B 1R0

Depuis que le signal de TVOntario est accessible grâce à Anik "B", les conseillers de Marathon, Kenora, Thunder Bay, Atikokan, Geraldton, Ear Falls, North Bay, Chapleau, Sault Ste-Marie, Sudbury, Timmins, Kirkland Lake et Kapuskasing ont organisé des réunions, des ateliers et des présentations pour mieux faire connaître, dans leur région, les émissions et les services de la télévision éducative de TVOntario. Ainsi donc, la population francophone du Nord ontarien pourra profiter des dimanches de TVO qui se composent d'émissions tels que Colargol, Passe-Partout, le ski de randonnée, les chefs d'oeuvre à l'écran, Télécinéma et d'autres émissions éducatives.

Pour être éligibles au programme d'expansion du réseau de télévision du ministère des Affaires du Nord, les représentants d'une localité, d'une régie locale de services publics, d'un club communautaire ou d'une municipalité doivent être en mesure de prouver au ministère qu'ils peuvent fournir

- a) un emplacement convenable pour l'installation d'une antenne émettrice
- b) un local sûr et chauffé pour le ré-émetteur
- c) l'électricité nécessaire au bon fonctionnement de cet émetteur
- d) le personnel responsable pouvant examiner la performance du matériel et s'occuper des questions d'exploitation.

Il est important de mentionner qu'avec l'introduction des nouveaux émetteurs de TVOntario à Timmins et North Bay au cours de l'année 82, 81 pour cent de la population du nord de l'Ontario devraient recevoir les émissions déjà mentionnées. Ainsi, le programme d'expansion du ministère donnera la possibilité à la plupart des 19 pour cent restants de recevoir TVOntario.

Pour de plus amples renseignements sur le programme ci-mentionné, les personnes intéressées peuvent communiquer avec l'agent local du ministère des Affaires du Nord.

Bon dimanche après-midi!

Savoir prévenir les incendies

Le ministère des Services sociaux et communautaires met à la disposition des garderies une brochure intitulée: "Garderies, mesures de sécurité en cas d'incendie et prévention des accidents."

Celle-ci s'adresse tout spécialement aux administrateurs de garderies ou encore à ceux qui se proposent de le devenir. Son but principal est de les sensibiliser aux normes sur la prévention des incendies et bien sûr, de voir à ce quelles soient observées.

La brochure contient une série de renseignements concernant les types d'exercices de sauvetage exigés par les règlements en vertu de la loi sur les garderies, sur les étapes à suivre pour les appliquer, pour les présenter aux enfants et sur la façon de les faire exécuter. Elle renseigne également les administrateurs de garderie sur l'aménagement d'une garderie et sur l'équipement qui doit être utilisé pour la sécurité des enfants.

Les parents profiteront eux aussi des informations contenues dans la brochure ci-mentionnée. Celle-ci leur permettra certainement de se familiariser avec les règlements établis en vertu de la Loi sur les garderies et ainsi de mieux choisir une garderie pour leurs enfants.

On peut se procurer la brochure "Garderies, mesures de sécurité en cas d'incendie et prévention des accidents, en écrivant au Service d'information, ministère des Services sociaux et communautaires, 7e étage, édifice Hepburn, Queen's Park, Toronto, Ontario, M7A 1E9.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère des Collèges et Universités

Aide financière aux étudiants de l'Ontario,
1981-82, dépliant (fr.), (angl.) 1981

Ministère de l'Industrie et du Tourisme

Activités de l'année, dépliant (fr.), 1981
Activités d'hiver, dépliant (fr.), 1981

Ministère des Richesses naturelles

Le riz sauvage Manomin, brochure (fr.)
1981 contenant des recettes

Ministère de la Santé

L'infirmière de santé publique, dépliant (fr.), 1981

Ministère des Services sociaux et communautaires

* Garderies, mesures de sécurité en cas d'incendie et prévention
des accidents, brochure (fr.), 1981, 0.25\$.

Ministère du Travail

Prenons soin de notre dos, dépliant (fr.), 1981

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en
s'adressant au:

Centre des Publications
880, rue Bay, 5e étage,
Toronto, (Ontario)
M7A 1N8

* Sujet traité dans Coup d'Oeil

Publié et distribué par les Communications
Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française

Conseillère en communications :
Francine Robitaille

Rédaction : Denise Ashby

Collaboration spéciale : Marthe Dallaire

ISSN 0704 3120

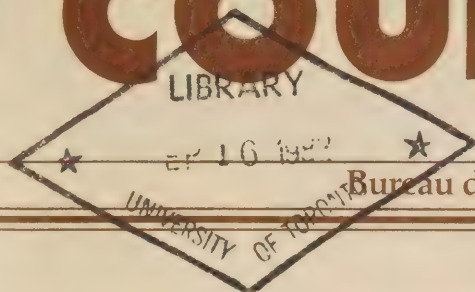
De: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en langue française
Édifice Mowat, 6^e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8



Ontario

Août 1982

COUP D'OEIL



Bureau du Coordonnateur provincial des services en français

Venez causer avec nous



Une série de rencontres-causeries sur les stratégies d'utilisation des terres de l'Ontario a lieu ce mois-ci dans le sud de la province.

Rappelons qu'une première série de rencontres de ce genre fut organisée par le ministère des Ressources naturelles dans le nord et le sud de la province au cours du mois de juin. L'objectif était alors de communiquer aux intéressés les informations reliées à l'aménagement de nos ressources naturelles: les forêts, les poissons, la faune, les ressources minières, les parcs et les terrains récréatifs provinciaux, les terrains publics et les cours d'eau firent alors l'objet d'échanges intéressants entre les agents ministériels et la population. Selon l'avis de M. Allan Pope, ministre des Ressources naturelles, cette initiative est l'événement le plus important des vingt dernières années dans le domaine des échanges directs entre le gouvernement et la population. En effet, en même temps que sont exposées les politiques gouvernementales, on procède à une consultation populaire informelle.

Vous êtes donc invités à prendre part à ces rencontres dans la région Sud. Pour connaître le nom des villes visitées et le lieu des rencontres, lisez votre journal local ou téléphonez au bureau ministériel de votre district. Dans les régions désignées, un spécialiste bilingue sera sur place. A vous d'en profiter.

A lire avec optimisme

Tous les rapports annuels ne se ressemblent pas. Il y a les plus luxueux qu'on remet aux actionnaires des grandes entreprises florissantes et qui taisent les côtés moins glorieux du profit industriel. Il y en a d'autres, plus modestes dans leur présentation mais très riches en informations, qui dépeignent la réalité avec plus de lucidité en commandant une modification des habitudes de vie du lecteur. Le rapport du ministère de l'Environnement publié dernièrement en français appartient à ce groupe: il faut le lire dans un beau champ de fleurs si possible.

D'approche facile, ce rapport expose avec franchise et clarté les réalisations de l'année dernière sans cacher l'étendue des problèmes qu'il reste à solutionner et pour lesquels des recherches sont toujours en cours. C'est à la fois un cours rapide sur l'environnement, une mise en question de nos modes de production et de consommation de même qu'une série d'exemples de ce qu'il est possible de changer quand les hommes sont de bonne volonté.

Ainsi, "la qualité de l'air de Toronto s'est tellement améliorée au cours des dix dernières années que...les concentrations en anhydride sulfureux y ont diminué de 80 pour cent et les poussières en suspension de 50 pour cent." Et cela en deux ans seulement. Notons que le ministère dispose de 1 250 appareils de mesure situés dans 125 emplacements différents à travers la province et que les effets des agents polluants n'échappent pas à leur analyse.

D'autre part, l'Hydro-Ontario a investi \$500 millions l'an dernier dans la lutte contre la pollution. Une étude est en cours pour l'implantation d'un centre de traitement des déchets industriels liquides à South Cayuga et des audiences pub-

liques auront lieu à ce sujet (l'industrie produit 60 millions de déchets liquides annuellement). Une usine expérimentale de récupération des ressources, des serres chauffées au méthane produit par des lieux d'enfouissement de déchets, du compost fabriqué avec les boues d'épuration, voilà quelques réalisations qui donnent un aperçu de ce que l'homme peut faire pour résoudre les problèmes dont il est lui-même la cause.



En Ontario, des études du sol et de la végétation sont constamment faites pour établir les effets toxiques des émissions d'hétylène, d'anhydride sulfureux et de fluorures causées par certaines usines et l'on règlera sous peu ces monstres invisibles aux noms bizarres. Ainsi, 9 667 échantillons de sol et de végétaux furent prélevés en 1981 pour fins d'analyse.

Pour terminer, une note destinée aux automobilistes placides qui sont convaincus que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes: 6 023 véhicules automobiles furent arrêtés dans 19 endroits de l'Ontario en 80-81 et 3 046 d'entre eux ne satisfaisaient pas aux normes concernant les gaz d'échappement. Vérifiez donc votre tuyau d'échappement...

Des copies de ce rapport annuel sont disponibles au ministère de l'Environnement, 135 ouest St. Clair, 6e étage, Services en langue française, Toronto, M4V 1P5.

Visite à Toronto

Future Pod— Technologie et fantaisie

Place de l'Ontario a inauguré cet été, une exposition intitulée "Future Pod" qui est axée sur le rôle de la technologie avancée dans l'économie de la province. Organisée par le Conseil de leadership et de développement industriels en collaboration avec différents ministères et certaines entreprises privées, cette exposition nous fait réaliser l'étendue des applications possibles de la technologie dans notre vie quotidienne.

A l'entrée, Têlidon nous propose un transfert d'image instantané du croquis à l'écran avec possibilité de reproduire le dessin fini pour en faire du matériel imprimé. L'artiste n'a qu'à peser sur des petits points codifiés pour colorier à sa guise son dessin et il peut changer d'avis en cours de route sans qu'il soit nécessaire de tout recommencer. Les graphistes sont plus choyés par la technologie que les écrivains...

Un peu plus loin, c'est la technologie nucléaire et ses applications chez-nous. Des images nous parlent du Bruce Energy Center, d'agriculture, de pisciculture et d'entreprises industrielles alimentées par le nucléaire. On apprend que la chaleur et l'électricité ayant une origine nucléaire pourraient à leur tour fournir des combustibles intéressants pour l'avenir. On les a regroupés sous le nom de "fuel-plex": l'éthane et le méthane obtenus par fermentation et l'hydrogène par électrolyse.

Si vous aimez les cartes géographiques — elles font parfois faire de belles excursions sans qu'il soit nécessaire de partir — arrêtez-vous à Futurscan et rêvez un peu devant la carte géante de l'Ontario (12' x 12') réalisée à partir d'une centaine d'images prises par satellite. Ce genre de carte est possible grâce à l'écho-graphie: les satellites enregistrent des signaux émis par la terre et les convertissent en images. Cette technique est utilisée pour les relevés forestiers, miniers et agricoles.

Les amateurs de musique seront sûrement intrigués par un instrument à clavier qui transforme les sons enregistrés en partition écrite. Si Beethoven savait!... Puis il y a un robot (un vieux modèle: il a déjà trente ans) qui donne des macarons souvenirs aux visiteurs.

Tout est intéressant dans cette exposition et bien entendu, certaines choses nous attirent plus que d'autres. Si vous êtes aux prises avec les embouteillages quotidiennement, vous serez ébahi devant l'écran qui montre les wagons ultra-rapides déjà utilisés dans la région métropolitaine et vendus aux Etats-Unis par l'Ontario. Pour d'autres, l'appareil téléphonique est le mode de communication privilégié; ils verront quel genre d'appareil super sophistiqué est déjà en usage dans certaines entreprises.



Enfin une note de fantaisie un peu vieillotte à travers cette technologie avant-gardiste: l'ordinateur à roulettes éléphanterque et moustachu, seul participant bilingue logé au premier étage, bouge dans tous les sens son bric-à-brac amusant et transforme cette technologie parfois aride en montage mécanique artisanal.

Au deuxième étage, vous pourrez jouer à l'école mais pas comme quand vous étiez installé sur les marches de l'escalier avec les enfants du voisinage et que c'était votre tour de faire la maîtresse. Non, nous sommes à l'heure de l'enseignement technologique. Quand on a évolué dans un monde pédagogique somme toute assez romantique, le choc est inévitable. Par contre, quand on donne une bonne réponse à l'ordinateur et qu'on lit sur l'écran "Bravo Danielle", toutes les peurs sont exorcisées et le fou rire est irrésistible.

Splendeurs et merveilles du Nord

Bien des semaines après votre passage au pavillon du Nord de l'Ontario, vous en éprouverez encore les effets encourageants. Disons tout d'abord que pratiquement tous les panneaux d'information y sont bilingues et que les réalisations mises en valeur reflètent le dynamisme et l'imagination d'un peuple tourné vers l'avenir.

Comme vous savez peut-être, le Nord de l'Ontario occupe les neuf dixièmes du territoire alors que sa population représente le dixième seulement des habitants de la province.

L'industrie forestière y est florissante: on y produit 90% du bois d'oeuvre utilisé partout en Ontario en plus des arracheuses d'arbres, des tronçonneuses et des débusqueuses nécessaires aux bûcherons d'ici et d'ailleurs. En visitant le pavillon, les enfants et les grands qui n'ont jamais très bien compris comment on peut passer d'un tronc d'arbre à une mince feuille de papier satiné (nous sommes nombreux...) verront très bien que cela est possible et même facile.

De l'or, du nickel, de l'acier: tant d'hommes "civilisent" ces matières premières dans l'anonymat le plus total. Au pavillon du Nord de l'Ontario, on a su leur rendre hommage avec élégance et sobriété. Il y a là des images saisissantes du travail accompli dans les mines et des échantillons de minerais d'une telle beauté qu'on s'émerveille devant l'abondance des richesses souterraines. Et pour terminer cette exploration rapide du monde minier, une vraie descente dans la mine est prévue. Le subterfuge est suffisamment réussi pour qu'on soit très heureux de revenir à la surface.

Côté agriculture, les expériences faites en technologie agricole vous donnent peut-être le goût de retourner aux études: tant de choses semblent avoir changé dans ce domaine depuis vingt ans! Saviez-vous qu'on a aménagé des jardins

potagers dans les anciens couloirs d'une mine désaffectée? La chaleur emmagasinée dans la terre est suffisante à la croissance des plants pourvu qu'on illumine artificiellement les corridors. Et jamais d'oiseaux pour venir picorer dans les plates-bandes!

Au pavillon du Nord de l'Ontario, vous ferez connaissance avec les nombreux artistes de la région. Vous verrez les diadèmes de la cour du roi gazé et vous apprendrez comment Laurent Vaillancourt de Hearst a pû se les procurer.

Ne manquez pas cette visite. C'est à la Place de l'Ontario. Et surtout, donnez-vous le temps de bien regarder et de lire ces beaux textes en français. Faites-vous ce plaisir.

La fête continue toujours!

L'exposition nationale canadienne qui se tiendra à Toronto du 18 août au 6 septembre prochains est une foire agricole et industrielle dont l'histoire remonte au milieu du siècle dernier. A l'époque, l'emplacement des expositions agricoles provinciales variait d'une année à l'autre. Comme elle voulait diriger cette manifestation populaire de façon permanente, Toronto entreprit la construction d'une vingtaine de pavillons divers après avoir obtenu du gouvernement fédéral (nous sommes en 1878 et la confédération est encore jeune) un bail de location pour une cinquantaine d'acres auxquels allaient s'ajouter de plus grandes étendues de terrain à mesure que la foire prenait de l'extension.

En 1879, l'Exposition Industrielle de la capitale s'endormait paisiblement avec le coucher du soleil puisqu'aucun éclairage artificiel ne permettait d'outrepasser cette limite. Un peu plus d'un siècle plus tard, l'Exposition Nationale Canadienne se moque de la nuit; on y est de tous les coins du pays pour s'amuser et profiter des activités innombrables à l'affiche de ses pavillons. Et pour clôturer en beauté chaque soir de fête, un feu d'artifice mémorable.



Depuis sa création en janvier 1981, le Conseil de leadership et de développement industriels (CLDI) a mis à la disposition de l'industrie agricole \$58.25 millions; le ministère de l'Agriculture pour sa part a consacré \$5 millions de son budget au développement agricole auquel se rattache l'industrie alimentaire. Les programmes d'aide mis en place ont considérablement stimulé les innovations dans ce domaine.

Le traitement des aliments, l'entreposage, la transformation du petit-lait, le marché des fermiers; les techniques de plantation, l'ensemencement de l'asperge et des arbres fruitiers délicats de même que la conversion de la crème sont les activités qui ont été touchées par les

programmes mis en place par le Conseil.

Objectif: limiter les importations dans le domaine alimentaire et créer des emplois. Notons qu'en 1980, les importations à ce chapitre se situaient autour de 40% pour une somme de \$2.3 milliards. On souhaite réduire ce pourcentage et pour ce faire, on tente d'augmenter les exportations de l'Ontario par un taux annuel de 20%. CLDI a déjà alloué \$11.2 millions partagés entre neuf entreprises sous forme de subventions et de prêts. Pour leur part, ces entreprises ont investi \$60 millions dans l'amélioration de leurs installations pour le traitement des aliments.

Pour rallonger la saison de commercialisation des fruits et des légumes, il faut moderniser les entrepôts, en construire de nouveaux et perfectionner les techniques d'emballage. Le Conseil a accordé \$1.7 millions pour la réalisation de 98 projets de cet ordre.

Les amateurs d'asperges seront ravis d'apprendre que la production ontarienne doublera au cours des quatre prochaines années. Espérons que leur prix ne fera pas de même.

Hausse de subventions

Dans le cadre du programme de rénovation des logements de l'Ontario (PRLO), les prêts accordés aux propriétaires handicapés physiquement ou ayant en permanence chez eux un proche parent dans cette situation sont maintenant portés à \$9 500. Ces prêts dont l'intérêt varie de zéro à huit pour cent selon le revenu du bénéficiaire, sont consentis pour réparer la maison afin qu'elle réponde aux normes minimales établies par la municipalité; ils servent également à la modifier pour la rendre plus fonctionnelle.

Tous les propriétaires sont éligibles au programme PRLO pour un montant de \$7 500. Toutefois, seules les personnes handicapées physiquement ou ayant chez elles un proche parent handicapé ont droit au supplément de \$2 000 qui leur permettra de modifier les escaliers, rampes d'accès, portes, salles de bains, cuisines ou fenêtres de manière à les rendre plus conformes aux besoins particuliers des personnes handicapées physiquement.



Ce programme est administré par les municipalités. Dans les collectivités non municipalisées, il faut s'adresser au ministère des Affaires municipales et du Logement, Division du logement communautaire, 101 ouest, rue Bloor, 12e étage, Toronto (Ontario) M5S 1P8. Téléphone: (416) 965-9650. Un dépliant intitulé "Programme de rénovation des logements de l'Ontario" donne tous les détails de ce programme.

Sachez chasser

Le résumé des règlements de chasse d'automne 1982/printemps 1983 est maintenant disponible dans les magasins qui émettent des permis de chasse et de pêche et dans les bureaux de district du ministère des Richesses naturelles.

Objectif 2000

Selon les urbanistes, l'Ontario offre des conditions de logement sans pareilles au Canada et ailleurs dans le monde. Cette situation privilégiée, le gouvernement entend non seulement la maintenir mais désire s'assurer que les générations futures seront également bien logées. Ceci implique une utilisation rationnelle des ressources existantes en même temps que de la prospective.



Objectif 2000 lancé il y a quelque temps par le ministère des Affaires municipales et du Logement abordera tous les aspects de la question et par la mise en pratique de programmes variés, tentera de solutionner certains problèmes.

“Bien des facteurs influent sur les façons de répondre aux besoins actuels et futurs en fait de logement: le coût élevé

Publié et distribué par les Communications
Bureau du Coordinateur provincial
des services en français

Conseillère en communications:
Francine Robitaille

Rédaction: Danielle Laforest

ISSN 0704 3120

de l'énergie, l'augmentation des coûts des terrains, les conséquences des longs trajets pour se déplacer dans les grandes villes, ainsi que les changements survenus dans la taille des familles et dans le mode de vie,” lit-on dans le dépliant Objectif 2000.

C'est donc un projet à long terme qu'entreprend le ministère. Rent Hab auquel fut affectée une somme initiale de \$9 millions fait partie des programmes envisagés pour préserver des logements loués en effectuant les réparations nécessaires et créer de nouveaux logements dans des immeubles domiciliaires existants. Des prêts sans intérêt d'un maximum de \$7 500 par logement sont consentis aux propriétaires qui entreprennent des travaux pour conserver ou améliorer leurs logements loués.

Les municipalités éligibles à ce programme doivent avoir adopté des règlements touchant l'entretien et les normes d'occupation; de plus, elles doivent avoir

des zones où le taux d'appartemen-
loyer libres est de deux pour cent
moins. Dans le cas de logements indé-
dants, il faut que l'occupation
antérieure au 1er janvier 1976 et le lo-
inférieur à \$750 par mois. Seuls
logements qui n'ont bénéficié d'aucune
aide gouvernementale, qu'elle ait
provinciale ou fédérale, sont éligibles.
même, les immeubles transformés en
logements grâce à une aide gouver-
mentale ne sont pas admissibles au
programme de Rent Hab.

Le ministère estime qu'entre 1 200
1 800 logements bénéficieront de ce pro-
gramme de remise en état, ce qui a
pour effet de décourager les activités
démolition qui ont suscité tant d'inqui-
tude dans certaines régions.

Pour plus de détails sur Objectif 2000
communiquez avec le ministère
Affaires municipales et du Logement,
2e étage, 56 ouest rue Wellesley, Toronto
M7A 2K4.

LISTE DES PUBLICATIONS RÉCENTES

Ministère du Procureur général

- Loi sur la majorité et la capacité civile (fr., ang.)
- Loi sur les conflits d'intérêts municipaux (fr., ang.)
- Loi sur les renseignements concernant le consommateur (fr., ang.)
- Loi sur la commercialisation des produits agricoles (fr., ang.)

Ministère du Revenu

- Gains 1982, brochure (fr., ang.)

Ministère des affaires culturelles et des loisirs

- Lieux historiques, musées, galeries d'art et plaques commémoratives de l'Ontario, guide de 259 pages (fr. 50¢)

Ministère de l'Environnement

- *Rapport annuel 1980-1981 (fr.)

Ministère de la Consommation et du Commerce

- Rapport annuel 1980-1981 (fr.)

On peut se procurer les publications ci-haut mentionnées en s'adressant au Centre des Publications
880 rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8

*Sujet traité dans Coup d'Oeil

Dep: Bureau du Coordonnateur provincial
des services en français
Edifice Mowat, 6e étage
Queen's Park, TORONTO
Ontario M7A 1B8

